

**Gérer l'ingérable : La surveillance comme nouveau paradigme du discours de la
société américaine du risque**

Lyne Robichaud

Thèse soumise à la
Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre des exigences
du programme de maîtrise en Études politiques

École d'études politiques
Université d'Ottawa

© Lyne Robichaud, Ottawa, Canada, 2013

Résumé

Cette thèse défend l'idée que, dans la lignée des événements qui ont suivi les attentats terroristes du 11 septembre 2001, le paradigme de la gestion du risque est devenu central dans les études de sécurité et dans les analyses de relations internationales. Dans le climat de risque engendré par les actes de terreur, le discours politique a mis en œuvre une biopolitique de la peur dans le but de normaliser les populations. Conséquemment, la surveillance est devenue une méthode de gouvernance de la société du risque, elle-même née d'une culture de la peur et du risque. Cette société du risque est construite politiquement et véhiculée par des récits précis qui ont pour but de gouverner un monde qui se gère de plus en plus difficilement, comme le montre l'ambiguïté des interprétations données aux attentats du 11 septembre 2001 et des différents langages pour les expliquer.

Mots clés : surveillance, société du risque, gouvernance, biopolitique, gestion du risque, peur

Remerciements

Écrire une thèse de maîtrise n'est pas une tâche tout à fait simple. Au départ, je ne savais pas exactement dans quoi je m'embarquais. Au fil des mois, j'ai compris pourquoi il était important d'être bien entourée. Question de support moral, de pouvoir mettre à l'épreuve les théories défendues, ou simplement pour discuter autour d'une table des nombreuses façons dont il nous est permis de conceptualiser ce monde.

Il va sans dire que mon directeur de thèse, David Grondin, m'a été d'une aide plus que précieuse. Son écoute, ses critiques, ses bons conseils — surtout, sa capacité à me pardonner ma manie d'être constamment à la dernière minute — ont rendu la rédaction plus facile. Il m'a donné la confiance nécessaire pour avancer et les outils pour mener à terme ce projet. J'aimerais également prendre cette opportunité pour remercier mes évaluateurs externes pour leurs conseils et critiques, Mark Salter, ainsi que Miguel de Larrinaga.

En second lieu, pour leur patience, leur soutien inconditionnel, leur amour et surtout tous leurs encouragements, je remercie mes parents, Gilles et Nicole. Pour la rigueur et la détermination, surtout la curiosité et la passion – merci à vous deux.

Je ne pourrais passer sous silence les longues discussions, les rendez-vous manqués, les sessions de « on panique pas! », les rires et tous les échanges avec mes deux grandes acolytes, Stéphanie et Catherine, qui m'ont soutenu depuis le départ. Mes amies, du fond de mon cœur, merci.

Pour ton amitié et ta confiance, ton affection, tes perpétuelles questions et l'énergie que tu m'as fournie lors des derniers milles de ce projet, Jacob je te remercie également.

Enfin, pour tous ceux qui m'ont encouragé et surtout écouté, Frédérique, Mélanie-Ève, Marcel et tous ceux et celles que je pourrais oublier, merci du fond du cœur.

Table des matières

INTRODUCTION	1.
DU CONTEXTE À NOTRE RECHERCHE	2.
LES POINTS D'ANCRAGE DE NOTRE MÉTHODOLOGIE	5.
CHAPITRE 1	19.
Propager l'insécurité dans une société du risque	
1.1. LE DISCOURS DU RISQUE DANS UNE ÈRE GLOBALE	20.
1.2. ONTOLOGIE DU COUPLE SÉCURITÉ/INSÉCURITÉ	28.
1.3. BIOPOLITIQUE DE LA PEUR	31.
1.4. LA SUBJECTIVITÉ DU DANGER	35.
1.5. PENSER LA SOCIÉTÉ DU RISQUE APRÈS BECK	37.
CHAPITRE 2	41.
La création de l'identité : analyse de discours	
2.1. MÉTHODOLOGIE DE L'ANALYSE DE DISCOURS	48.
2.2. ANALYSE DE DISCOURS ET INTERTEXTUALITÉ	56.
2.2.1. DÉFINIR LE SOI ET L'AUTRE	57.
2.2.2. SCÉNARISATION ET CLIMAT DE RISQUE	60.
2.2.3. ÉTUDIER L'INTERSUBJECTIVITÉ	62.
CHAPITRE 3	66.
Devenir une société américaine du risque	
3.1. LA PEUR COMME CONSTRUCTION CULTURELLE ET SON IMPACT SUR L'IDENTITÉ DES ACTEURS	67.
3.2. LE PARADIGME DU « RISK MANAGEMENT » : SURVEILLER POUR GOUVERNER	76.
CONCLUSION	88.
SYNTHÈSE	89.
VERS DE NOUVELLES PISTES D'ANALYSE	90.
BIBLIOGRAPHIE	95.

INTRODUCTION

*The point is that in every age there is a turning point,
a new way of seeing and understanding the coherence of the world.
Our is an age of risk, and insecurity is its definitive feature¹.*

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 perpétrés en sol américain et revendiqués par l'organisation islamique radicale Al-Qaida ont permis l'émergence de nouvelles pistes de réflexions théoriques dans les études de sécurité². Parmi les études critiques, les thèmes du risque et de l'insécurité connaissent un véritable foisonnement et permettent de reconceptualiser certaines de leurs variables³ à l'intérieur d'un nouveau paradigme issu directement de l'ère post septembre 2001, soit celui du *risk management*⁴, que nous traduirons en français comme la *gestion du risque*⁵.

Notre thèse se situe dans cette tangente intellectuelle et se penchera plus particulièrement sur le lien entre l'élaboration des discours politiques où la peur est mobilisée et où se définit la relation du Soi envers l'Autre, et aura pour objectif de comprendre ses implications dans une société du risque qui se veut de plus en plus transnationale et qui se voit transformée par eux.

¹ Christopher Coker, *War in an Age of Risk*, Polity Press, Cambridge, 2009, p. 62.

² Nous pouvons, entre autres, faire référence au système transnational de la force qui se développe parallèlement au système d'États (privatisation de la sécurité) qui est de plus en plus étudié (voir les travaux de Deborah Avant), ou encore l'étude de discours politique de guerre qui ont été recadré dans un discours humanitaire depuis le 11 septembre 2001 (voir les travaux de Helen Dexter).

³ Nous pouvons ici penser, par exemple, à la surveillance, au contrôle des frontières, à la gestion de la menace ou à la défense nationale.

⁴ Nous nous pencherons sur cette affirmation plus loin dans cette thèse, mais il est important de noter que nous nous référons ici aux travaux de Christopher Coker.

⁵ Nous aimerions souligner que la majorité des traductions sont les nôtres.

De façon plus précise, nous prendrons comme étude de cas la nation américaine pour arriver à comprendre comment s'y est constituée la société du risque et de quelles façons le peuple américain en est arrivé à intérioriser le discours sur l'insécurité. Assistons-nous par cette transformation à une nouvelle forme de gouvernementalité issue directement de la construction politique de la menace globale?

Du contexte à notre recherche

En effet, l'imaginaire politique, médiatique et social américain est parcouru de contradictions narratives issues de discours concurrentiels entre les différentes agences de sécurité dont l'objectif est de profiter du phénomène de décentralisation de la peur et du pouvoir qui s'exerce dans la modernité globale afin de « mobiliser une biopolitique de la peur, soit le spectre du danger et de la menace, dans le but de normaliser les populations⁶ ». Même si nous n'avons pas la chance d'explorer la contribution du secteur privé dans la consolidation de la société du risque, nous croyons que cette logique foucauldienne est à l'œuvre dans l'interprétation et la description de la menace politique et c'est en suivant cette logique de gestion des comportements que nous étudierons le discours politique officiel.

C'est pourquoi l'analyse de discours est une étape cruciale à notre démarche, puisqu'en acceptant l'argument de Didier Bigo selon lequel « les discours sur l'ordre ou le désordre international possèdent leurs propres normes de construction sur ce que

⁶ François Debrix et Alexander D. Barder, « Nothing to Fear but Fear : Governmentality and the Biopolitical Production of Terror », *International Political Sociology*, Vol. 3, 2009, p. 408

constitue la conflictualité⁷ », il est possible d'avancer que le discours sur la sécurité puisse se façonner de la même façon. Plus spécifiquement, nous adhérons à l'idée développée par Huysman selon laquelle « le savoir en matière de sécurité serait lui-même politique puisqu'il serait porteur de connaissances particulières sur ce que les communautés politiques devraient être ainsi que sur ce que constitue une pratique légitime à l'intérieur de celles-ci⁸ ». Ainsi, nous ne nous pencherons pas sur les impacts qu'ont engendrés les attentats du 11 septembre 2001 dans la culture populaire, mais nous nous intéresserons plutôt aux transformations qu'ont provoquées les discours politiques dans l'imaginaire américain et qui ont transformé leur culture de la peur.

L'insécurité serait donc un phénomène construit politiquement et socialement. Cette notion de construction est primordiale pour notre analyse puisque nous croyons qu'en suivant une certaine logique d'interprétation du réel, à peu près n'importe quel sujet peut aujourd'hui se transformer en une menace et devenir une question de sécurité. Pour pousser cette idée encore plus loin, nous croyons, comme dans la tradition poststructuraliste, qu'il faut comprendre ces discours politiques « à l'intérieur de logiques de survie ayant la capacité de mobiliser une certaine politique de la peur dans laquelle les relations sociales sont structurées sur des bases de méfiance⁹ ». Comme l'a d'ailleurs dit David Campbell, « [...] le danger est le résultat d'un calcul d'une menace qui rationalise des événements et relations et séquestre un idéal identitaire des personnes dites “ à

⁷ Didier Bigo, « Guerres, conflits, transnational et territoire », *Cultures & Conflicts* [en ligne], No. 21-22, printemps-été 1996, p. 2

⁸ Jef Huysman, *The Politics of Insecurity. Fear, migration and asylum in the EU*. Routledge, New York, 2006, p. xi.

⁹ *Ibid*, p. xi-xii.

risque”¹⁰ ». Ainsi, non seulement les discours parviennent-ils à définir un certain environnement politique et social, mais il existerait un lien entre le discours de l’insécurité et la consolidation identitaire du Soi par rapport à un Autre idéologiquement défini. Ces identités se formeraient par le biais de discours issus de nouvelles formes de savoirs qu’arrivent encore mal à comprendre les experts de la sécurité en raison, entre autres, « de la déterritorialité¹¹ et la transnationalité du risque¹² ».

Ces nouvelles formes de menaces et de risques s’animent dans différents domaines, par exemple au niveau environnemental ou encore en ce qui a trait aux questions d’immigration. Puisque cette thèse se concentre davantage sur le risque terroriste post-11 septembre 2001, il est intéressant de retenir que certains auteurs définissent cette menace comme les « nouveaux terroristes » dont l’une des caractéristiques principales est d’être en mesure de « déstabiliser le mythe libéral de l’État comme garant de l’ordre et en contrôle de son territoire¹³ ». Si l’on adhère à cette nouvelle « typologie de la menace¹⁴ », il devient essentiel de tenter de comprendre de quelle façon cette nouvelle menace, qui se retrouve difficilement gérable compte tenu de l’étendue de ses limites « temporelles et géographiques, sa nature catastrophique et l’absence d’assurance contre elle¹⁵ », peut être contrôlée alors qu’elle peut être partout et nulle part à la fois.

¹⁰ David Campbell, *Writing Security. United States Foreign Policy and the Politics on Identity (Revised Edition)*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1998, p. 3.

¹¹ Compris dans le sens où la menace n’est plus territorialement définie.

¹² Ulrich Beck, *The Terrorist Threat : World Risk Society Revisited* », *Theory, Culture & Society*, Vol. 19, No. 4, 2002, p. 42-44.

¹³ Gabe Mythen, Sandra Walklate, « Criminology and Terrorism : Which Thesis? Risk Society or Governmentality? », *British Journal of Criminology*, Vol. 46, 2006, p. 382.

¹⁴ *Ibid*, p. 387

¹⁵ *Ibid*, p. 387

Notre hypothèse principale s'avère donc la suivante : depuis le 11 septembre 2001 plus particulièrement, nous assistons à la consolidation d'une société du risque par la prolifération de discours concurrents sur la nature des nouvelles menaces terroristes issues de la globalisation, une société du risque qui se concrétise par l'entremise de nouvelles pratiques de surveillance qui sont devenues le « véhicule de gestion du risque¹⁶ » et, parallèlement, de gouvernance.

Les points d'ancrage de notre méthodologie

Arriver à soutenir et démontrer la pertinence de cette thèse nécessitera d'abord un travail de déblayage, et c'est précisément ce dont il sera question dans le premier chapitre de ce travail. Avant de discuter de l'ontologie de la sécurité et de l'insécurité, il sera nécessaire d'expliquer clairement l'objet de notre recherche, c'est-à-dire la construction des identités au lendemain du 11 septembre 2001 et le problème d'identification et de gestion du risque et de la menace. Nous ne pourrons, à cette étape, faire abstraction de l'apport intellectuel du sociologue allemand Ulrich Beck qui a, somme toute, posé les prémisses de la société du risque, un concept qui sera repris dans la littérature portant sur les questions de sécurité par plusieurs chercheurs, dont Christopher Coker et Claudia Aradau dont nous visiterons les travaux un peu plus loin. Sans toutefois faire une revue de littérature sur les travaux de Beck, nous garderons comme point de départ son idée selon laquelle « la société du risque permettrait l'entrée dans le monde du risque incontrôlable où nous ne possédons pas encore le langage adéquat pour décrire ce qui

¹⁶ Christopher Coker, *Globalisation and Insecurity in the 21st Century : NATO and the Management of Risk*, Oxford University Press, New York, 2002. p. 63

nous fait face¹⁷ ». Face à ce manque de sens devant une menace que nous ne comprenons pas encore tout à fait et qui est issue de la globalisation, la peur devient une composante de nos comportements. Ainsi, pour reprendre Christopher Coker, la perspective de la société du risque serait un « mécanisme qui nous permet, en tant qu'individus, d'examiner les particularités de ce monde et les raisons qui permettent la pénétration d'un très haut niveau d'anxiété face au futur¹⁸ ».

Cela nous permettra de poser les prémisses de notre réflexion sur le couple sécurité/insécurité. Compte tenu de la pluralité de travaux traitant de cette question, nous croyons adéquat de préciser deux écoles de pensée qui ne sont pas irréconciliables, bien au contraire. Dans un premier temps, nous retiendrons le parcours du chercheur français Michel Foucault sur le biopouvoir pour élargir notre spectre analytique à l'étude de la *biopolitique de la peur*, un concept à l'œuvre dans l'élaboration du discours politique et qui trouve son créneau dans une culture populaire du risque. La deuxième composante de l'étude de la sécurité/insécurité est celle de la *subjectivité du danger*, tel que compris par David Campbell. Campbell reprend d'ailleurs certaines composantes du travail de Foucault pour pousser la réflexion sur la construction de l'identité, tout en insistant entre autres sur l'argument selon lequel « les narratifs préétablis de l'Autre par rapport au Soi caractérisent depuis des années la politique étrangère américaine¹⁹ ». Afin de donner sens à notre analyse de discours du chapitre 2, nous croyons qu'il est essentiel de se pencher sur l'idée de Campbell lorsqu'il articule qu'à l'intérieur de chaque champ de discours politique, « il est possible de construire, dans des termes qui leur sont propres, des

¹⁷ Ulrich Beck, *The Terrorist Threat : World Risk Society Revisited* », *op. cit.*, p. 41

¹⁸ Christopher Coker, *War in an Age of Risk*, p. 64

¹⁹ David Campbell, *Writing Security*, *op. cit.*, p. 135

narratifs compétitifs qui dénaturent et dérèglent les façons dominantes de conceptualiser le monde, ouvrant ainsi un champ pour une interprétation alternative axée sur l'intégration et l'importance des identités²⁰ ». Certains pourraient nous dire que ces deux auteurs, ayant des conceptions ontologiques fondamentalement différentes sur certains concepts, ne devraient pas être amalgamés dans le même cadre théorique. Si nous comprenons cette inquiétude, nous pensons tout de même qu'il est possible de tisser un pont entre ces deux concepts pour permettre à notre cadre théorique de se former. Nous ne croyons pas que ces deux auteurs soient incompatibles et c'est ce que nous tenterons également de démontrer dans la première partie de ce travail. Si d'un point de vue théorique cela peut sembler se tenir, nous nous assurerons tout de même d'appuyer nos concepts dans un cas empirique, justifiant ainsi l'idée de créer des ponts entre ces théories qui, à première vue, ne semblent pas compatibles.

Nous ne pourrions terminer ce premier chapitre sans passer en revue les travaux qui ont permis à cette thèse de prendre forme et qui se penchent sur les thèmes de l'insécurité et du risque. Il est ici possible de penser à Louise Amoore et Marieke de Goede ou encore à Claudia Aradau, David Lyon, Frank Furedi et Christopher Coker.

Comme précédemment mentionné, le deuxième chapitre de cette thèse découlera directement de notre compréhension de l'argument de Campbell et aura pour thème de départ « La création de l'ennemi ». Afin de donner plus de crédit à ce travail, il est nécessaire d'explorer un discours politique qui aura non seulement façonné la menace, mais également eu un impact important dans l'imaginaire américain. Nous croyons que le

²⁰ *Ibid*, p. 172

discours de l'ancien président George W. Bush devant le Congrès américain le 20 septembre 2001 est un cas d'étude intéressant à cette fin. Cette étape est importante puisque, comme mentionné par d'autres chercheurs, « le discours met en mots une série spécifique de représentations et de pratiques à travers laquelle les sens sont produits, les identités constituées et les relations sociales établies²¹ ». Ainsi, nous procéderons en premier lieu à une analyse structurale qui nous permettra de retenir certains mots clés employés pour définir le Soi, l'Autre et leur relation. L'objectif de cette analyse sera de comprendre de quelle façon une certaine biopolitique de la peur peut être assemblée et mise en mots par le biais d'une interprétation du réel où il est impératif, d'un point de vue politique, de cerner linguistiquement une menace qui prend un tout autre visage avec les attentats du 11 septembre 2001. La déconstruction narrative à laquelle nous nous livrerons nous permettra d'établir un pont avec la réflexion de David Campbell lorsque nous voudrons réfléchir à la subjectivité de la menace et à la construction des identités dans un champ où les narratifs préétablis de l'Autre par rapport à Soi prennent sens. Nous pouvons ici penser à Richard Jackson qui, dans la même veine que Campbell, estime que l'identité des acteurs dans une situation donnée est délibérément construite à travers un langage officiel. Dans le cas de la guerre au terrorisme, par exemple, Jackson soutient que « le processus de la construction de l'Autre a été fait pour soutenir des objectifs politiques américains et permettre au narratif des « bons » contre les « méchants » de déterminer le langage de cette guerre²² ».

²¹ Luiza Bialasiewicz, David Campbell, Stuart Elden, Stephen Graham, Alex Jeffrey, Alison J. Williams, « Performing security : The imaginative geographies of current US strategy », *Political Geography*, Vol. 26, 2007, p. 406.

²² Richard Jackson, *Writing the War on Terrorism. Language, politics and counter-terrorism*, Manchester University Press, Manchester, 2005, p. 59.

Enfin, ce cheminement nous mènera au cœur de notre argumentation et nous permettra d'examiner concrètement comment s'articule notre thèse dans le cadre de cette société du risque américaine. Tel que mentionné, nous croyons que le sens de la sécurité et de l'insécurité ne dépend pas en premier lieu de la nature de la menace, mais bien de la « nature des cadres interprétatifs mis en place par le biais des mesures de sécurité²³ ». Toutefois, ces cadres ont besoin de s'insérer dans la sphère sociale pour être « réellement reconnus et prendre part à la production culturelle de l'insécurité, qui joue elle-même un rôle essentiel dans la production culturelle des identités des acteurs²⁴ ». C'est pourquoi nous souhaitons étudier plus précisément la peur comme construction culturelle et son impact sur l'identité des acteurs, encore une fois déterminée dans la définition de la relation Soi/Autre. Parallèlement à la culture, nous ne pouvons omettre une légère bifurcation du côté de la sociologie afin d'arriver à comprendre pourquoi la société du risque a pu prendre forme aux États-Unis. Selon le sociologue Frank Furedi, « l'anxiété que nous éprouvons à propos des risques indique que nous avons internalisé et individualisé un vocabulaire psychologique qui influence notre sensibilité face à la peur²⁵ ». Parallèlement au vocabulaire, il semble bien que nos comportements aient aussi permis au risque de devenir omniprésent dans notre environnement. En effet, l'auteur estime que « la principale raison qui a permis à cette conscience du risque de naître de l'insécurité est attribuable à la relation entre la société et l'individu²⁶ ». Les individus seraient de plus en plus enclins à s'isoler de la société, un comportement qui serait encouragé par plusieurs facteurs, notamment les conditions économiques instables des

²³ *Ibid*, p. 16.

²⁴ Jetta Weldes, Mark Laffey, Hugh Gusterson, Raymond Duvall, (dir.), *Cultures of Insecurity. States, Communities, and the Production of Danger*, *op. cit.*, p. 10.

²⁵ Frank Furedi, *Culture of Fear Revisited*, Continuum, New York, 2006, p. 1.

²⁶ *Ibid*, p. 73.

dernières années, le déclin de participation dans les partis politiques, la faiblesse des institutions²⁷. Ce sont tous des facteurs qui rendent la relation entre l'individu et l'État (soit la société ou le collectif) de plus en plus difficile et qui amènent l'individu à s'isoler²⁸. Furedi explique que c'est le lien de confiance, à l'heure actuelle et dans ce contexte, qui se retrouve ébranlé. Lorsque l'individu se méfie du collectif, par exemple, un sentiment de méfiance s'installe. Et comme l'auteur l'explique de façon marquante en prenant pour exemple les changements qui surviennent dans l'art d'être parents dans une époque où les rôles sont changeant à la maison, « l'impression décroissante de sentiment de contrôle qui provient de ces développements exacerbe l'insécurité et le sentiment d'être à risque²⁹ ». Cette compréhension du développement de la présence du risque dans la production culturelle des identités et dans la relation de l'individu avec l'État nous mènera enfin à discuter de la surveillance dans le nouveau paradigme du '*risk management*'.

L'auteur canadien David Lyon est une figure de proue lorsque vient le temps d'aborder la question de surveillance généralisée, une nouveauté que l'on a très vite acceptée dans notre quotidien depuis les attentats. Toutefois, comme le rappelle ce dernier, il faut garder en mémoire que la surveillance est depuis longtemps une technique de contrôle social, mais que le 11 septembre 2001 a permis à ces techniques « de s'intensifier à une vitesse accrue et de se développer davantage comme moyen structurel

²⁷ *Ibid*, p. 73-75.

²⁸ *Ibid*, p. 75.

²⁹ *Ibid*, p. 75.

de gouvernement de la société³⁰ ». Selon Lyon, la globalisation et la surveillance, tous deux issus de la modernité tardive (late modernity), seraient directement liées avec les actions à distance, c'est-à-dire « à une relation où le sujet qui surveille et l'objet surveillé sont géographiquement séparés³¹ ». Les nouvelles technologies apparues au cours de la deuxième moitié du 20^e siècle seraient entre autres responsables de ce phénomène, mais ce n'est pas ce qui retiendra notre attention. Même si l'aspect de la surveillance électronique est intéressant en soi, c'est plutôt l'impact sociologique d'une telle surveillance qui accaparera notre attention ainsi que le caractère transnational de la surveillance. En effet, la régulation, l'inspection et le contrôle sont maintenant des thèmes centraux de la vie sociale, tout comme le contrôle en général a été implanté comme *thème politique*³², et nous chercherons à comprendre ce qui a engendré ces changements. Ainsi, tout en suivant le parcours de Beck, Lyon en arrive à la conclusion que « cette infiltration de la surveillance dans la société civile découle de la société du risque, dans le sens où les façons de communiquer le risque dépendent maintenant de la surveillance³³ ». Nous souhaitons étudier plus en détail cette idée selon laquelle la surveillance serait maintenant le mécanisme majeur de contrôle du risque. Cela nous permettra finalement d'explorer notre argument central selon lequel cette surveillance agirait à titre de nouvelle forme de gouvernamentalité.

³⁰ David Lyon, « Le 11 septembre, la “guerre au terrorisme” et la surveillance généralisée » dans *Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, op.cit, p. 91

³¹ David Lyon, « Globalizing Surveillance. Comparative and Sociological Perspectives », *International Sociology*, Vol. 19, No. 2, juin 2004, p. 139

³² David Lyon, *Surveillance Studies. An Overview*, Polity Press, Malden US, 2007, p. 40.

³³ David Lyon, *Surveillance society. Monitoring everyday life*, Open University Press, Buckingham and Philadelphia, 2001, p. 46

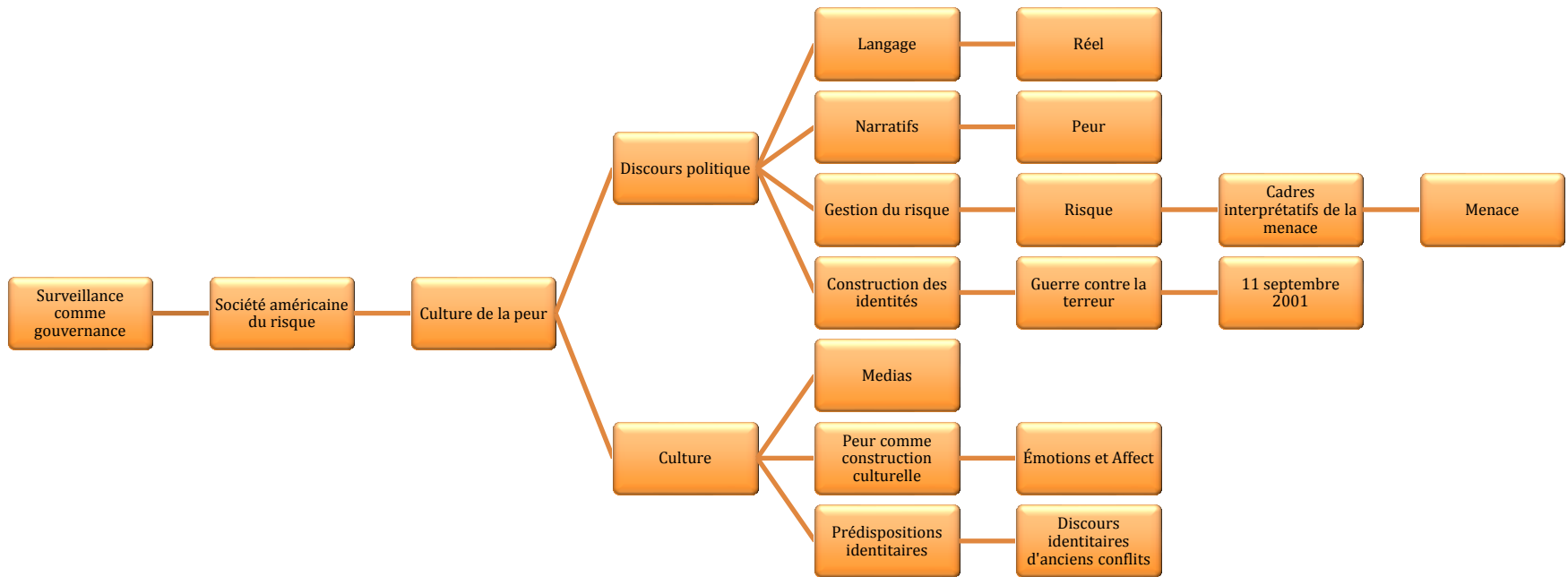
Il est important de rappeler que notre lentille analytique sera posée sur une Amérique au lendemain du 11 septembre 2001 et nous avons pleinement conscience du fait que « chaque pays, quoique s’inspirant largement des techniques développées aux États-Unis, n’utilise pas nécessairement les mêmes techniques de surveillance et de contrôle, ou encore les utilisent, mais à un degré différent³⁴ ». Nous n’avons donc pas la prétention de produire une thèse dont l’analyse sera exportable à d’autres pays, mais nous croyons arriver à une meilleure compréhension du monde américain qui évolue de plus en plus dans un climat de peur et de risque.

Plusieurs cas empiriques pourraient être étudiés pour tester notre approche théorique. L’exemple que nous avons choisi de considérer prendra forme au sein de chaque chapitre. Puisque nous tenterons de tisser des liens entre plusieurs concepts théoriques qui, de prime abord, peuvent sembler issus de cadres ontologiques trop différents pour être mis ensemble, nous avons choisi de prendre en considération la façon dont non seulement le langage vis-à-vis le terrorisme a changé dans le discours politique, mais a aussi eu un impact majeur dans les techniques de surveillance utilisées par les acteurs au pouvoir. Plus précisément, nous tenterons, dans le premier chapitre, d’expliquer clairement nos concepts et de poser les prémisses de notre analyse, à savoir délimiter les cadres et outils que nous utiliserons dans les chapitres suivants pour appuyer notre thèse. Nous ne nous attarderons donc pas, dans cette première étape, au cas empirique. Le deuxième chapitre est essentiel pour comprendre de quelle façon nous défendons l’idée que le langage a profondément changé à la suite des attaques de New York autant dans le discours politique que dans la définition des identités. Nous tenterons

³⁴ David Lyon, *Surveillance After September 11*, Polity Press, Cambridge, 2003, p. 6

ce faisant d'expliquer clairement le lien que nous voyons naître entre la définition des identités et le risque. Comme l'a d'ailleurs soutenu Peter N. Stearns, les émotions qui sont nées du sentiment de peur engendrée par les attaques « peuvent assombrir un jugement rationnel, provoquant des exagérations du sentiment de danger d'une façon qui ne fait pas qu'augmenter un certain sentiment d'inconfort personnel qui va bien au-delà toute nécessité objective, mais aussi mène à l'acceptation de réponses qui peuvent distraire de besoins réels ou même augmenter le réel danger³⁵ ». Nous articulons que le sentiment de risque a permis aux architectes du discours politique post-11 septembre de faire accepter à la population nombre de changements dans leur vie quotidienne. On peut, par exemple, certainement penser à l'amplification de la présence de caméras de surveillance, aux nouvelles mesures de sécurité en ce qui a trait aux déplacements des individus, aux listes de voyageurs suspects et bien d'autres. Certains de ces exemples reviendront au cours de cette thèse pour appuyer nos arguments théoriques. Notre analyse de discours prendra la forme d'une analyse davantage structurale et aura pour but de définir le langage utilisé pour définir les identités, le Soi et l'Autre. Les conclusions que nous en tirerons nous permettront, au chapitre final, de développer notre apport théorique de façon plus large, mais aussi plus précise. Pour comprendre un peu mieux les éléments que nous tentons d'avancer, nous croyons que la présente figure schématique sera d'une bonne aide pour le lecteur.

³⁵ Peter N. Stearns, *American Fear. The Causes and Consequences of High Anxiety*, Routledge, New York, 2006, p. 201



Plus concrètement, nous étudierons le déploiement du programme *Total Information Awareness* (TIA) qui a été créé en 2002 par le Pentagone, une technologie de surveillance qui était vouée à l'anticipation et la prévention d'attaques terroristes³⁶. L'idée du programme était de fouiller « toutes les données électroniques contenues dans les bases commerciales et gouvernementales à la recherche de cycles cachés indiquant des activités terroristes³⁷ ». Au lendemain des attaques, l'idée était, pour les États-Unis, de construire un système pour contrecarrer le terrorisme en élargissant ainsi et notamment la collecte d'information et fournir rapidement une analyse des informations recueillies³⁸. Ainsi, non seulement de nouvelles mesures de surveillances voyaient le jour, mais les lois devaient maintenant être modifiées pour permettre au *Total Information Awareness* d'être actif et de fonctionner à son plein potentiel. Ces nouvelles législations, comme nous le rappelle le journaliste John Markoff, étaient proposées par l'administration Bush dans le *Homeland Security Act*, changeant ainsi le *Privacy Act* datant de 1974 et qui définissait le pouvoir des agences gouvernementales dans la vie privée des gens.³⁹ Même si le projet a connu une fin précoce, c'est-à-dire qu'il s'est terminé moins d'un an après avoir été créé, il a largement été couvert dans les médias et a été la cible de nombreuses critiques, que l'on pense par exemple aux opposants de George W. Bush ou aux activistes pour le droit à la vie privée⁴⁰. Il n'en demeure pas moins qu'il est l'un des mécanismes de surveillance qui a été introduit aux États-Unis dans le but de contrôler, prévenir et prédéterminer les comportements et menaces. Le *Total Information Awareness* a aussi incorporé des

³⁶ Simson Garfinkel et Michael D. Smith, « Data Surveillance » *IEEE Security and Privacy*, nov/dec 2006, p. 15.

³⁷ John Markoff, « Threats and Responses: Intelligenece; Pentagone Plans a Computer System that Would Peek at Personal Date of Americans, *The New York Times*, 2 novembre 2002.

³⁸ Information and Security (le nom de l'auteur n'est malheureusement pas indiqué), « Total Information Awareness (Darpa's Research Program) », *Information & Security*, Vol. 10, 2001, p. 105

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*, p. 15.

programmes de biosurveillance, qui ont été créés pour fournir des avertissements et détecter les incidents bioterroristes.⁴¹ Puisque la peur d'attaques biologiques est depuis longtemps une raison légitime pour surveiller les populations, le programme *Bio-ALIRT*, par exemple, augmentait la capacité de détecter des menaces biologiques clandestines à temps pour répondre efficacement et éviter ce que ses concepteurs nommaient de graves dommages⁴². Dans le cadre de cette thèse, nous emploierons ce programme pour illustrer concrètement ce que nous avançons théoriquement.

Pour expliquer davantage notre méthodologie, revenons à notre argument central, soit que la surveillance agit maintenant à titre de gouvernance des populations du risque. Notre étude de cas, soit la nation américaine, est peuplée d'exemples qui pourraient illustrer notre argument théorique. Nous avons choisi de prendre pour exemple le programme *Total Information Awareness*, tel que nous venons de l'expliquer. Plus spécifiquement, ce que nous tenterons de faire va comme suit : en partant du postulat que le réel est mis en mots par le biais d'interprétations, interprétations qui sont elles-mêmes issue du langage et de narratifs qui sont choisis, nous tenterons une analyse de discours pour comprendre de quelle façon les événements du 11 septembre 2001 ont été expliqués, les identités formées et véhiculées dans des discours parallèles et subséquents, par exemple dans les médias et dans la culture populaire. La culture, nous le mentionnerons également, est d'une importance cruciale dans l'acceptation des nouveaux mécanismes de surveillance par la population puisqu'elle porte en elle les éléments qui prédisposent les populations à accepter ou refuser certaines mesures, par exemple les émotions et l'affect.

⁴¹ *Ibid*, p. 109

⁴² *Ibid*, p. 109

La peur comme construction culturelle et confrontée au discours politique qui la confirme mène à une culture de la peur qui elle donne naissance à une société du risque qui accepte de nombreux changements pour obtenir une plus grande protection. Dans cette mesure, où la surveillance est acceptée par la population, il devient plus facile de gérer ce qui à première vue se gère très difficilement, soit la menace terroriste.

Nous sommes conscients que cette thèse contient beaucoup de matériel, plusieurs détours théoriques avant d'arriver à son test de validité par un exemple empirique. Si chacun de ces chapitres avait pu faire l'objet d'une thèse individuelle, nous avons décidé de procéder ainsi afin de comprendre chaque étape du « pont » théorique que nous tentons de comprendre entre le discours et les populations. La contribution que nous espérons apporter au savoir en études de sécurité est multiple, mais prend son point d'ancrage dans le lien que nous observons entre l'objectif politique et les comportements des populations. Nous tenterons de démontrer l'existence d'un lien et sa force entre, d'un côté, le discours, le langage, les concepts et les identités, et, de l'autre, les populations, l'acceptation des discours, les comportements, les émotions et l'affect⁴³. Il va sans dire que le rôle des émotions, par exemple la peur et l'anxiété, et celui de la culture, est primordial, puisqu'ils aident à imposer et faire accepter un discours dominant comme celui reflétant la réalité. Dans le cas du 11 septembre 2001, nous tenterons de démontrer que l'objectif du discours politique fût celui d'imposer un script du réel afin de contenir les populations et de renforcer les dichotomies identitaires. Notre but, nous aimerions le rappeler, sera de démontrer que la surveillance est devenue une méthode de gouvernance de la société du risque, elle-même née d'une culture de la peur et du risque, construite

⁴³ Il est à noter que plusieurs de ces concepts seront définis un peu plus loin dans ce travail.

politiquement et véhiculée par des narratifs précis qui ont pour but de gérer un monde qui se gère de plus en plus difficilement, résultat de l'incompréhension et du manque de langage pour expliquer le 11 septembre 2001.

Chapitre 1 : Propager l'insécurité dans une société du risque

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont entraîné des changements politiques et sociaux importants non seulement dans les relations interétatiques, mais dans les relations entre l'État et ses citoyens et dans celles entre les citoyens mêmes. La guerre contre la terreur qui en a résulté le démontre bien, tout comme la mise en place de mesures de sécurité préventives globales de même que l'intégration de la notion de risque dans la « description » des pratiques de sécurité⁴⁴. Il serait toutefois faux de croire que le 11 septembre 2001 a marqué l'entrée vers une nouvelle ère de changements radicaux; comme l'a entre autres souligné David Lyon, le 11 septembre a plutôt permis « l'accélération de changements qui étaient déjà en cours dans la société, mais ne les a pas créés de toutes pièces⁴⁵ ». Déjà en 1997, Didier Bigo mettait en doute la légitimité de la surveillance dans une société démocratique de même que ses impacts lorsque « n'importe quelle menace potentielle justifiait une surveillance préliminaire⁴⁶ ». Les attentats de 2001 n'ont fait qu'accentuer cette pratique et la justifier davantage. Dans un ouvrage publié en 2008, Bigo réitérait ses inquiétudes à ce sujet :

L'acceptation des mesures de surveillance est aussi problématique quand elle affecte les conditions mêmes de la vie démocratique en sacrifiant des libertés individuelles dites de « confort », mais aussi et surtout en créant un climat de suspicion généralisée, menaçant la présomption d'innocence et la liberté d'opinion⁴⁷.

Dans la gamme de changements qui se sont présentés appartient donc celui de la concrétisation des sociétés de surveillance, un concept qui transforme le rôle des citoyens,

⁴⁴ Oliver Kessler, « Risk », dans Peter J. Burgess (dir.), *The Routledge Handbook of New Security Studies*, Routledge, Londre; New York, 2010, p. 17.

⁴⁵ David Lyon, *Surveillance After September 11*, Polity Press, Cambridge, 2003, p. 4.

⁴⁶ Didier Bigo, « La recherche proactive et la gestion du risque », *Déviance et Société*, Vol. 21, No. 4, 1997, p. 426.

⁴⁷ Didier Bigo, Laurent Bonelli et Thomas Deltombe dans l'ouvrage *Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, Éditions La Découverte, Paris, 2008, p. 7

comme l'explique Lyon : « l'idée que des membres de la société en général puissent être les « oreilles et yeux » des services de régulation de sécurité est ancienne, mais elle est maintenant devenue un sujet d'intérêt public⁴⁸ ». Pour comprendre l'avènement de ces sociétés de surveillance et l'impact de cette méthode de contrôle dans un monde où se propage l'insécurité⁴⁹, il nous faut d'abord comprendre de quelles façons les communautés sont devenues des sociétés du risque où la peur joue un rôle de premier plan dans la structuration des relations sociales et politiques, et dans laquelle le concept de « prévention » domine dans le discours mettant en scène la menace terroriste⁵⁰. C'est ce que ce premier chapitre tentera de faire.

Le discours du risque dans une ère globale

La variable du langage est essentielle à la compréhension que l'on se fait des événements qui mobilisent notre monde. Comme le soutient, entre autres, Christopher Coker, « l'importance du langage relève du fait qu'il construit les catégories par lesquelles il devient possible de comprendre le monde, ce qui est essentiel, puisque la structure de la réponse politique et militaire des États repose sur cette compréhension de la nature d'un événement⁵¹ ». Dans la même veine, l'auteur Michael Shapiro soutient que « le sens et la valeur imposée sur le monde sont structurés par les nombreux scripts de *reality-making*, hérités ou acquis d'une condition culturelle/linguistique environnante⁵² ». Le sens serait

⁴⁸ David Lyon, *op. cit.*, p. 4.

⁴⁹ Nous analyserons les impacts de la surveillance généralisée de même que les raisons qui l'on vu naître dans le chapitre 3.

⁵⁰ Rens Van Munster, « The War on Terrorism : When the Exception Becomes the Rule », *International Journal for the Semiotics of Law*, Vol. 17, 2004, p.146-147.

⁵¹ Christopher Coker, *War in an Age of Risk*, Polity Press, Cambridge, 2009, p. 62.

⁵² Michael Shapiro, « Textualising Global Politics », dans James Der Derian and Michael J. Shapiro, eds. *International/Intertextual Relations: Postmodern Readings of World Politics*, Lexington, Mass. : Lexington Books, 1989, p. 11.

ainsi toujours imposé, et non découvert, et « ne peut donc être séparé des pratiques interprétatives à travers lesquelles il est fabriqué⁵³ » et qui sont le plus souvent de nature politique. Shapiro insiste : « Le fait de textualiser un domaine d'analyse signifie d'admettre, tout d'abord, que toute "réalité" est canalisée par un mode de représentations et, en second lieu, que les représentations ne sont pas des descriptions de fait, mais sont des façons de construire des faits⁵⁴ ». De même, le langage ne servirait pas à décrire une réalité extérieure, mais constituerait « une force déterminante, intégrant des relations sociales⁵⁵ ». De ce langage est construit le discours, un concept qui a, entre autres, été défini comme « une série spécifique de représentations et de pratiques à travers lesquelles les sens et les identités sont produits et prennent forme, dans lesquels les relations sociales sont établies et où les résultats politiques et éthiques deviennent plus ou moins possibles⁵⁶ », une description à laquelle nous adhérons entièrement. Nous poussons même ici notre conception du discours pour le comprendre comme un script de *reality-making*.

Or, nous croyons que le discours politique et sécuritaire post-11 septembre 2001 témoigne d'un nouveau virage dans notre conception du monde, ce qui a eu pour impact de catapulter la société mondiale dans un âge du risque, engendrant par la même force ce que Coker a appelé un *security turn*⁵⁷. De même, l'auteur argumente que ce qui nous rend désormais anxieux « n'est pas le fruit de nos expériences de vie immédiates, mais bien ce que nous imaginons, ce qui a pour répercussion de nous faire craindre des risques qui ne

⁵³ *Ibid*, p. 11.

⁵⁴ *Ibid*, p. 13-14.

⁵⁵ Jef Huysmans, « Dire et écrire la sécurité : le dilemme normatif des études de sécurité », *Cultures & Conflicts*, No. 31-32, 1998, p. 181

⁵⁶ Luiza Bialasiewicz, David Campbell, Stuart Elden, Stephen Graham, Alex Jeffrey, Alison J. Williams, « Performing Security : The Imaginative Geographies of Current US Strategy », *Political Geography*, Vol. 26, 2007, p. 406.

⁵⁷ Christopher Coker, *War in an Age of Risk*, *op. cit.*, p. 12.

sont pas rencontrés sur une base régulière en plus d'engendrer un climat dans lequel nous nous sentons constamment à risque⁵⁸ ». Ce sentiment d'insécurité n'est donc pas un fait naturel, mais il doit être écrit et discuté pour exister, il doit prendre forme dans un discours qui sera accepté par ceux qui le recevront, ce qui fait dire au chercheur Jef Huysmans « qu'un domaine d'insécurité n'est pas simplement construit à la suite d'une réaction à une menace, mais bien par le biais de discours du danger et par des jeux de langages insécurisants qui recadrent un événement à l'intérieur d'une condition d'insécurité⁵⁹ ». Cela nous mène à la problématique que le chercheur Ulrich Beck a soulevée, à savoir que depuis le 11 septembre 2001, « nous vivons, pensons et agissons en fonction de concepts qui sont obsolètes, mais qui, tout de même, continuent de gouverner nos pensées et gestes⁶⁰ ». Selon lui, lorsque nous parlons en termes de risques, nous parlons de « calculer l'incalculable et puisque nous ne possédons pas le langage adéquat pour décrire ce qui nous fait face, nous assistons à l'avènement d'une société du risque mondiale⁶¹ ». Le chercheur Didier Bigo en rajoute en stipulant que les experts des discours sur la menace à la sécurité, particulièrement à la suite du 11 septembre 2001, participent à la création de ce monde où prédomine l'insécurité :

Incapables d'analyser précisément la matérialité d'une violence qui ne parle pas d'elle-même, et souvent (mais pas toujours) inconscients de la projection de leurs croyances sur les significations données à cette violence, la stratégie de ces experts auto désignés est alors d'insécuriser encore un peu plus une population déjà écœurée de cette violence dont le caractère politique échappe à l'entendement immédiat en multipliant les pistes, les possibles et le danger du futur⁶².

⁵⁸ *Ibid*, p. 15

⁵⁹ Jef Huysman, *The Politics of Insecurity. Fear, Migration and Asylum in the EU*, Routledge, New York, 2006, p. 7-8.

⁶⁰ Ulrich Beck, « The Silence of Words : On Terror and War », *Security Dialogue*, Vol. 34, No. 3, 2003, p. 255.

⁶¹ Ulrich Beck, « The Terrorist Threat. World Risk Society Revisited », *Theory, Culture & Society*, Vol. 19, No. 4, 2002, p. 41.

⁶² Didier Bigo, « La mondialisation de l'(in)sécurité? », *Cultures & Conflits*, Vol. 58, été 2005, p. 4.

D’où la question qui a été reprise maintes fois et sur laquelle nous nous pencherons aussi dans notre troisième chapitre : « comment feindre du contrôle sur l’incontrôlable⁶³ »?

Si le concept du risque peut se propager à plusieurs sphères d’activités, par exemple l’environnement et la finance, nous nous concentrerons dans le cas de cette étude aux risques qu’engendre la menace terroriste. Il est important de comprendre la différence entre le risque et la menace et nous estimons que la distinction que proposent Claudia Aradau, Luis Lobo-Guerrero et Rens Van Munster est adéquate : « Alors que les pratiques de sécurité étaient essentiellement basées sur la possibilité d’identifier empiriquement et d’évaluer les menaces, le risque redéfinit la relation de ce que l’on est en mesure de connaître en introduisant l’incertitude et l’inconnaissable au cœur du processus de gouvernance⁶⁴ ». Pour Beck, le risque se réfère à « une composante future, qui repose en partie sur la prolongation dans l’avenir des dommages prévisibles dans le présent, et en partie sur une perte de confiance généralisée⁶⁵ », une conception que critiquent Aradau et Van Munster du fait qu’ils estiment que nous sommes aujourd’hui en mesure de « prédire » le futur de par la technologie dont nous disposons et, en reprenant l’auteur Wouter Werner⁶⁶, que la thèse de Beck est donc limitée, puisqu’elle ne reconnaît pas que « l’identification du risque n’est pas la même chose que de reconnaître l’incertitude et l’incontrôlable des événements futurs. Au contraire, l’identification et la

⁶³ Ulrich Beck, « The Terrorist Threat. World Risk Society Revisited », *op cit*, p. 42.

⁶⁴ Claudia Aradau, Luis Lobo-Guerrero, Rens Van, Munster « Security, Technologies of Risk, and the Political : Guest Editors’ Introduction », *Security Dialogue*, Vol. 39 (2-3), 2008, p. 150.

⁶⁵ Ulrich Beck, *La Société du risque. Sur la voie d’une autre modernité*, Champs essais, Paris, 2008, p. 60.

⁶⁶ Voir l’argument complet dans Wouter G. Werner, « Responding to the Undesired : State Responsibility, Risk Management and Precaution », *Netherland’s Yearbook of International Law*, Vol. 36, 2005.

gestion du risque sont une façon d'organiser la réalité, discipliner le futur.⁶⁷ »

D'autres auteurs estiment ainsi que le risque terroriste revêt un nouveau caractère, puisqu'il est caractérisé par la globalisation, qui elle-même a transformé l'environnement de la sécurité en facilitant « l'avènement de changements technologiques majeurs et la montée d'acteurs non étatiques » sur la scène internationale⁶⁸. Même si notre objectif n'est pas celui d'analyser l'impact de ces changements, il faut toutefois les mentionner pour comprendre l'importance de la globalisation dans les comportements et la relation de l'individu envers son environnement. C'est d'ailleurs Coker qui a souligné avec précision que « la globalisation a créé l'insécurité des gens envers ce qui a le plus de valeur pour eux, c'est-à-dire leur identité, leur culture et les risques qu'on leur demande d'affronter sur une base quotidienne⁶⁹ ». Il souligne également que « dans le champ de la sécurité, la globalisation a restructuré la société internationale, tout comme la façon dont on réfléchit la sécurité elle-même, ce qui impose une vision du monde condensée dans un seul cadre de référence⁷⁰ ».

Devant de telles transformations, il est de mise d'étudier l'impact de l'intégration de la notion du risque dans le discours terroriste de même que dans le comportement des citoyens qui forment ces sociétés du risque. La première transformation typologique se trouve sans aucun doute dans la figure de l'ennemi qui, comme le mentionne Beck, passe

⁶⁷ Claudia Aradau, Rens Van Munster, « Governing Terrorism Through Risk : Taking Precautions, (un)Knowing the Futur », *European Journal of International Relations*, Vol. 13, No. 1, mars 2007, p. 95.

⁶⁸ Mikkel Vedby Rasmussen, « 'It Sounds Like a Riddle' : Security Studies, the War on Terror and Risk », *Millenium : Journal of International Studies*, Vol. 33, No. 2, 2004, p. 383.

⁶⁹ Christopher Coker, *Globalisation and Insecurity in the Twenty-first Century : NATO and the Management of Risk*, Oxford University Press, New York, 2002, p. 9.

⁷⁰ *Ibid*, p. 19-20.

« d'une figure conventionnelle délimitée par l'État ⁷¹ » à un « ennemi terroriste transnational qui est un individu ou un groupe d'individus ⁷² ». L'impact est décisif : « Les images de l'ennemi terroriste sont déterritorialisées, dénationalisées et sont flexibles au niveau de leur construction, ce qui rend légitimes les interventions globales de pouvoirs militaires en tant que “légitime défense” ⁷³ ». En inscrivant l'ennemi dans une telle logique et en permettant l'insertion de la légitimité comme justificatrice d'une action armée comme dans le cas de la guerre contre le terrorisme, on en arrive à transmettre l'idée que « nous vivons dans un monde de risques globaux qui ne peuvent être calculés avec un degré de certitude » et dont on ne peut donc pas se protéger à 100% ⁷⁴. Ainsi :

Dans ce monde d'incertitudes et de risques, la seule option que pouvaient choisir les gouvernements est de maintenir l'ordre dans le monde. Et dans une ère globale, nous assistons à l'émergence de nouveaux concepts de maintien de l'ordre, qui prend exemple du modèle domestique où nous sommes passés de la “surveillance des communautés” à la “surveillance des communautés à risque” ⁷⁵.

Cette nouvelle fenêtre d'opportunité pour gérer ce qui, à première vue, ne se gère pas produit toutefois plusieurs changements paradigmatiques et sémiotiques dans le discours politique sur la sécurité et la menace terroriste. Parmi les auteurs ⁷⁶ qui se sont penchés sur cette transformation, Rens Van Munster fournit une grille analytique des plus intéressantes en y intégrant la notion « d'état d'exception » qui peut très aisément être

⁷¹ Il est important de souligner, comme l'a fait Didier Bigo, que cela ne signifie pas la disparition de la guerre pour une querelle frontalière, mais que la guerre contre le terrorisme, par exemple, témoigne d'une nouvelle forme de conflit hétérogène issu d'une transformation du lien avec le territoire, où le national n'est plus une structure d'opportunité pertinente. Voir Didier Bigo, « Guerres, conflits, transnational et territoire », *Cultures & Conflits* [en ligne], No. 21-22, printemps-été 1996, p. 397-418.

⁷² Ulrich Beck, « The Terrorist Threat. World Risk Society Revisited », *op. cit.*, p. 44.

⁷³ *Ibid.*, p. 44.

⁷⁴ Christopher Coker, *Globalisation and Insecurity in the Twenty-first Century: NATO and the Management of Risk*, *op. cit.*, p. 60.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 62-63.

⁷⁶ Nous pouvons penser entre autres à Didier Bigo, Laurent Bonelli et Thomas Deltombe dans l'ouvrage *Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, Éditions La Découverte, Paris, 2008, ou encore Louise Amoore et Marieke De Goede dans « Transactions after 9/11 : the banal face of the preemptive strike », *The Institute of British Geographers*, Vol. 33, No. 2, 2008, p. 173-185.

liée à l'idée d'une nouvelle forme d'autorité policière qu'avance Coker. En plus de souligner le fait que le discours ne fait plus mention du danger, puisqu'il est maintenant axé sur la variable du risque, Van Munster note que « l'aspect de la *défense* qui auparavant était central au discours sur la politique étrangère a cédé la place à la *prévention* »⁷⁷. En matière de sécurité américaine, argumente-t-il, « le but n'est plus de confronter un danger tangible, mais d'intervenir avant que les menaces n'aient totalement émergé⁷⁸ ». Plus encore, il soutient que « contrairement à la défense qui implique la protection, la sécurité et la confiance, la prévention choisit l'insécurité plutôt que la sécurité comme valeur soutenant les politiques de sécurité et opère sur des bases de sentiments de peur permanente, d'anxiété et de malaise⁷⁹ ». Dans le même ordre d'idée, Ulrich Beck va plus loin et articule que « la perception des menaces terroristes remplace la confiance active par de la méfiance active, ce qui a pour effet de saper la confiance des citoyens, des étrangers et des gouvernements partout dans le monde⁸⁰ ». Il estime que « puisque la dissolution de la confiance multiplie les risques, la menace terroriste déclenche une multiplication du risque lui-même par la dissolution des limites de la perception du risque⁸¹ ». Enfin, l'auteure Marieke De Goede estime pour sa part qu'il est possible de dépasser le langage du risque par le concept de « préméditation », dont elle reprend le sens préalablement donné par Richar Grusin, et qui décrit la façon par laquelle « les médias et les industries culturelles établissent le plus de scénarios du possible

⁷⁷ Rens Van Munster, « The War on Terrorism : When the Exception Becomes the Rule », *International Journal for the Semiotics of Law*, Vol. 17, 2004, p.146.

⁷⁸ *Ibid*, p. 147.

⁷⁹ *Ibid*, p. 147

⁸⁰ Ulrich Beck, « The Terrorist Threat. World Risk Society Revisited », *op. cit*, p. 44

⁸¹ *Ibid*, p. 44

futur⁸² ». En étudiant la relation entre les politiques du risque et la préméditation comme pratique de sécurité, elle précise que la préméditation « n'est pas du tout à propos du futur, mais bien à propos de faciliter une action dans le présent en visualisant et dessinant de multiples futurs imaginés⁸³ ». C'est aussi sous cette logique que les programmes comme le *Total Information Awareness* ont été créés. C'est d'ailleurs Nancy Murray qui rappelle que les mécanismes de surveillance qui ont vu le jour après les attaques du 11 septembre 2001 et la guerre contre le terrorisme ont été déployés sans discussions publiques et ne servent pas seulement à « combattre le terrorisme, mais le crime – ou plus précisément, le précrime⁸⁴ ». Ce que nous comprenons dans cet argument est que l'idée de prévention de la menace, soit l'importance d'être en mesure de la cerner avant même qu'elle ne se matérialise, sous-tend le discours sur l'insécurité et le risque. Nous reviendrons plus en détail sur cet argument au chapitre 3.

Nous constatons donc que le 11 septembre 2001 a eu un impact considérable sur le discours de sécurité, engendrant des modifications importantes au niveau de la perception de la menace de même qu'au niveau des comportements des individus. Le fait est que les décideurs politiques et administrateurs américains ont eu pour défi de construire un narratif qui donnerait sens aux attentats issus directement des transformations qu'a créés la globalisation. En ce sens, nous aimerions argumenter, au côté du chercheur Richard Jackson, que le langage utilisé pour former ces discours n'était pas neutre et « qu'il a été choisi afin de renforcer une certaine compréhension des

⁸² Marieke De Goede, « Beyond Risk : Premeditation and the Post-9/11 Security Imagination », special issue on Security, Technology of Risk, and the Political, *Security Dialogue*, Vol. 39 (2-3), 2008, p. 156.

⁸³ *Ibid*, p. 159.

⁸⁴ Nancy Murray, « Profiling in the age of total information awareness », *Race & Class*, Vol. 52, No. 2, 2010, p. 5.

attaques du point de vue politique, militaire et culturel, de même que pour justifier la réponse militaire américaine⁸⁵ ». L'insertion de la variable du risque et de celle de la prévention au coeur du discours politique a eu pour impact non seulement de transformer l'ontologie de la sécurité, mais la formation même des identités à l'intérieur des frontières géopolitiques et idéologiques créées par ces discours.

Ontologie du couple sécurité/insécurité

Définir la sécurité dans le cadre d'une thèse traitant des études critiques de sécurité est difficile compte tenu du fait qu'il n'y a pas, à ce jour, une terminologie ontologique qu'adoptent tous les courants de pensée⁸⁶. Ainsi, même si nous trouvons intéressants les travaux de l'École de Copenhague, nous nous réfèrerons principalement aux travaux des chercheurs de l'École de Paris pour poursuivre notre réflexion.

Le chercheur Jef Huysmans s'est penché sur les cadres de références de la sécurité dans divers ouvrages. Il soutient que les visions de la sécurité sont « fondamentalement liées aux visions du politique à l'intérieur d'un programme de recherche sociologique qui souligne les modulations discursives et technocratiques des domaines de l'insécurité, lui-même compris comme un phénomène politiquement et socialement construit⁸⁷ ». Pour être plus précis, Huysmans soutient que les politiques de sécurité « cherchent à contribuer à la gouvernance adéquate des insécurités en développant un savoir au sujet des

⁸⁵ Richard Jackson, *Writing the War on Terrorism. Language, politics and counter-terrorism*, Manchester University Press, Manchester, 2005, p. 31.

⁸⁶ Alex MacLeod, Evelyne Dufault, F. Guillaume Dufour, David Morin, *Relations internationales : Théories et concepts. Troisième édition revue et augmentée*, Athéna Éditions, Québec, 2008, p. 423.

⁸⁷ Jef Huysmans, *The Politics of Insecurity. Fear, Migration and Asylum in the EU*, *op. cit.*, p. 2.

problèmes de sécurité pour ensuite entraîner les gens à les mettre en action⁸⁸ ». Ce savoir en matière de sécurité « réitère de façon inhérente des points de vues particuliers sur le champ et la forme légitimes des politiques qui doivent ici être comprises comme la lutte entre des opinions compétitives sur ce que constitue la bonne vie⁸⁹ ». En adhérant à cette vision du rôle de la sécurité, il nous faut aussi accepter l'idée que « l'insécurité n'est pas réactionnaire à une menace, mais est un domaine de pratiques où s'insère l'idée d'une compétition et une coordination entre les visions et agences de sécurité⁹⁰ », et que les deux concepts sont attachés à certains « imaginaires de la nature et du lieu de la communauté politique⁹¹ ». Bigo ira même plus loin en parlant, tel que mentionné plus haut, des professionnels de la sécurité, une idée émanant d'une réflexion sur la constitution de l'autorité pour parler de « sécurité issue de la théorie du pouvoir symbolique de Bourdieu⁹² ». Claudia Aradau reprendra d'ailleurs cette thèse selon laquelle « les pratiques de sécurité existeraient dans un champ spécifique formé par des acteurs ayant un savoir et des technologies particulières⁹³ », ce qui lui permet, toujours en reprenant Bigo, d'avancer que « ceux qui parlent en termes de sécurité doivent avoir la capacité de produire un discours sur la figure de l'ennemi et d'imposer leur propre définition sur ce que constitue une menace⁹⁴ ».

On ne pourrait passer sous silence le lien qui existe ici avec l'avènement de la société du risque de Beck, qui vient selon lui du fait que « les experts perdent le

⁸⁸ *Ibid*, p. 10.

⁸⁹ *Ibid*, p. 124.

⁹⁰ *Ibid*, p. 10.

⁹¹ *Ibid*, p. 125

⁹² Claudia Aradau, *Rethinking Trafficking in Women. Politics out of Security*, Palgrave Macmillan, New York, 2008, p. 46.

⁹³ *Ibid*, p. 46

⁹⁴ *Ibid*, p. 46

monopole du savoir devant de nouvelles formes d'incertitudes et, par conséquent, que leurs discours sont de plus en plus politisés et confrontés à des discours d'autres experts qui ont leur propre agenda⁹⁵ ». Comme le dit Beck, « dans la société du risque, le passé perd sa fonction déterminante pour le présent. C'est l'avenir qui vient s'y substituer, et c'est alors quelque chose d'inexistant, de construit, de fictif, qui devient la « cause » de l'expérience et de l'action présente⁹⁶ ». Parallèlement, la menace et le risque ont pris de plus en plus de place depuis le 11 septembre 2001, comme nous l'avons vu plus haut, ce qui permet à Coker de conceptualiser la sécurité dans le cadre de la gestion du risque :

Alors, quand nous conceptualisons la sécurité, nous le faisons en terme de risque. Le langage du danger est maintenant celui du risque. La globalisation a assuré que la société du risque, largement croissante, est une société organisée significativement autour du concept du risque. Ce dernier détermine de façon croissante le discours sur l'insécurité⁹⁷.

Avant d'arriver à l'étude de la construction de la figure de l'ennemi et du risque à travers le discours et les visions que choisissent de leur donner les professionnels de la sécurité, il nous faut exposer les deux techniques qui nous permettront de clarifier notre thèse et qui s'inscrivent dans la prolifération du risque dans le discours sur l'insécurité, soit la *biopolitique de la peur* dans une perspective foucauldienne, de même que la *subjectivité du danger* délimitée par David Campbell.

⁹⁵ Mikkel Vedby Rasmussen explique cette position de Beck dans « 'It Sounds Like a Riddle' : Security Studies, the War on Terror and Risk » *op. cit.*, p. 386.

⁹⁶ Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, *op. cit.*, p. 61.

⁹⁷ Christopher Coker, *Globalisation and Insecurity in the Twenty-first Century: NATO and the Management of Risk*, *op. cit.*, p. 60

Biopolitique de la peur

Plusieurs auteurs se sont penchés sur la biopolitique et l'ont défini dans des cadres analytiques et conceptuels spécifiques. Il est par exemple possible de penser à Michel Foucault, Giorgio Agamben et Paolo Virno. Plusieurs divergences persistent entre ces auteurs. Par exemple, Michael Dillon avance pour sa part que la biopolitique peut être comprise comme la « remise en question de ce qui advient du politique et du pouvoir lorsque les propriétés biologiques de l'espèce humaine deviennent le référent du politique et de ce pouvoir⁹⁸ ». Dans le cadre de cette thèse et à partir de cette définition plus large, nous nous concentrerons sur la conception foucauldienne de la biopolitique.

De ses propres mots, la biopolitique définie par Foucault doit être comprise comme « la manière dont on a essayé, depuis le XVIIIe siècle, de rationaliser les problèmes posés à la pratique gouvernementale par les phénomènes propres à un ensemble de vivants constitués en population : santé, hygiène, natalité, longévité, race...⁹⁹ » et elle ne peut se dissocier du cadre qui a vu ces problèmes naître, soit celui de la pratique¹⁰⁰ du libéralisme. La biopolitique se forme ainsi à partir de la population, qui se comprend comme « une multiplicité d'individus qui sont et qui n'existent que profondément, essentiellement, biologiquement liés à la matérialité à l'intérieur de laquelle ils existent¹⁰¹ ». Pour aller encore plus loin, la population est « par un bout l'espèce humaine et par un autre bout, c'est ce qu'on appelle le public. [...] C'est donc

⁹⁸ Michael Dillon, « Biopolitics of Security », dans Peter J Burgess (dir.), *The Routledge Handbook of New Security Studies*, Routledge, Londre; New York, 2010, p. 62.

⁹⁹ Michel Foucault, *Naissance de la Biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*, Seuil/Gallimard, Paris, 2004, p. 323.

¹⁰⁰ Il faut noter que Foucault ne perçoit pas le libéralisme comme une théorie, une idéologie, mais comme une pratique « orientée vers des objectifs et se régulant par une réflexion continue, [...] comme méthode de rationalisation de l'exercice du gouvernement ». *Ibid.*

¹⁰¹ Michel Foucault, *Sécurité, Territoire, Population. Cours au Collège de France 1977-1978*, Seuil/Gallimard, Paris, 2004, p. 23.

tout ce qui va s'étendre depuis l'enracinement biologique par l'espèce jusqu'à la surface de prise offerte par le public¹⁰² ». Cette population est la plus importante des dimensions de l'économie de pouvoir selon Foucault, et puisque « la santé et le bien-être de cette population, comprise comme un nouvel objet de connaissances, deviennent la priorité politique dans la démarche de l'auteur, les politiques sont ainsi capturées par le concept de biopolitique¹⁰³ ». La notion d'économie générale du pouvoir est centrale à l'argumentation de Foucault et permet de comprendre de quelle façon il adresse la notion de sécurité, dont nous discuterons sous peu. En effet, dans *Sécurité, Territoire, Population*, l'auteur tente de comprendre les transformations qui habitent l'économie du pouvoir dans sa forme traditionnelle, soit depuis les mécanismes de loi et la discipline dans un cadre d'économie libérale, et depuis l'avènement des mécanismes de sécurité et de contrôle¹⁰⁴.

Comme nous venons donc de le souligner, la biopolitique est dépendante de son cadre spatio-temporel et de l'évolution du pouvoir, donc de son époque où l'on voit se multiplier les mécanismes liés au contrôle des populations. De façon abrégée, les dimensions de l'économie de pouvoir de Foucault sont *le milieu*, qui rassemble des éléments naturels et artificiels, *la circulation*, qui opère dans le champ du milieu et qui se constitue de mouvements, d'échanges et de contacts, *la contingence*, qui est un ensemble de discours complexes concernant le savoir de l'incertain, *la population* qui est, en fait, le champ d'intervention où sont définis les comportements et les formes de savoirs de

¹⁰² *Ibid.*, p. 77.

¹⁰³ Miguel de Larrinaga, Marc G. Doucet, « Introduction : The Global Governmentalization of Security and the Securitization of Global Governance », in *Security and Global Governmentality. Globalization, Governance and the State*, Miguel de Larrinaga, Marc G. Doucet (dir.), Routledge, New York, 2010, p. 6.

¹⁰⁴ Michel Foucault, *Sécurité, Territoire, Population*, *op. cit.*, p. 12-13.

gouvernementalité et, enfin, *la sécurité*¹⁰⁵. Les auteurs Miguel de Larrinaga et Marc G. Doucet reprennent le point de vue de Foucault lorsqu'ils adressent la sécurité en la référant à des pratiques de biopolitiques d'organisation de la circulation en tentant d'éliminer ses dangers, soit ses insécurités qui émanent de cette ère :

Le déploiement de rationalités et technologies de sécurité marqué d'un savoir qui éliminerait toutes insécurités est une impossibilité. La sécurité est un projet, ainsi, qui n'est pas orienté vers un futur, mais vers un contingent de futurs qui n'est pas vraiment contrôlable, ne se mesure pas exactement et donc, une bonne gestion est recherchée pour [...] prendre en considération ce qui pourrait précisément arriver¹⁰⁶.

On ne peut donc pas faire abstraction du concept de sécurité lorsque l'on réfléchit à la biopolitique de Foucault. En effet, certains auteurs tels que Dillon et Lobo-Guerrero vont même jusqu'à dire que « lorsque l'on parle de biopolitique, on parle de sécurité¹⁰⁷ ». Dans ce cadre d'analyse, la sécurité est centrifuge, « c'est le mécanisme de comportement qui cherche à maximiser les éléments positifs et minimiser les risques négatifs de circulation dans une économie de pouvoir¹⁰⁸ ». Ainsi, toujours en suivant Foucault, le pouvoir n'est pas imposé à la population, mais *circule* à travers elle. En matière de sécurité, les biopolitiques seraient par conséquent « une certaine actualisation d'une histoire spécifique et les pratiques de sécurité biopolitiques seraient des réussites conditionnelles qui reflètent la réalisation partielle de modèles qui cherchent à ordonner les natures¹⁰⁹ ».

¹⁰⁵ Miguel de Larrinaga, Marc G. Doucet (dir.), *Security and Global Governmentality*, *op. cit.*, p. 5-8.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 13-14.

¹⁰⁷ Michael Dillon, Luis Lob-Guerrero, « Biopolitics of security in the 21st century : an introduction », *Review of International Studies*, Vol. 34, 2008, p. 266.

¹⁰⁸ Miguel de Larrinaga, Marc G. Doucet (dir.), « Introduction: The Global Governmentalization of Security and the Securitization of Global Governance », in *Security and Global Governmentality. Globalization, Governance and the State*, Miguel de Larrinaga, Marc G. Doucet (dir.), *op. cit.*, p. 7.

¹⁰⁹ Michael Dillon, Luis Lob-Guerrero, « Biopolitics of security in the 21st century : an introduction », *op. cit.*, p. 267.

Comprendre la biopolitique de Foucault et ce qu'il nomme les dispositifs de sécurité est central à notre argument portant sur l'implantation d'une biopolitique de la peur comme méthode de gouvernance post-11 septembre 2001. En reprenant l'argument de Dillon, de Larrinaga et Doucet soutiennent que la biopolitique correspond à un *dispositif de sécurité*, dans le sens où « Foucault décrit ce mécanisme comme une formation institutionnelle et discursive déployée dans le gouvernement des sociétés depuis le 18^e siècle¹¹⁰ ». En d'autres mots, « les dispositifs, en mettant en mouvement des réseaux sociaux, permettent de comprendre de quelle façon certaines pratiques de gouvernance activent la sécurité et les dispositifs biopolitiques à travers des pratiques textuelles, discursives et sociologiques¹¹¹ ». Les dispositifs de sécurité sont donc, dans un sens large, les mécanismes qui permettent le déploiement des biopolitiques. Le concept de gouvernance est aussi d'une importance considérable et c'est pourquoi le chapitre 3 se penchera plus largement sur son impact dans le cadre de cette thèse. Ce que nous retiendrons pour le moment, c'est que nous entrons dans le champ de la gouvernementalité par « l'intégration de la notion de peur, des efforts déployés par des agences et des gouvernements pour régénérer la population à travers cette peur¹¹² ». Dans le sens où, aujourd'hui, « la peur doit être productrice et reproductrice de la société afin de permettre à la vie de se reproduire¹¹³ », nous parlerons d'une biopolitique de la peur en

¹¹⁰ Claudia Aradau and Tobias Blanke, « Governing Circulation : A Critique of the Biopolitics of Security », in *Security and Global Governmentality. Globalization, Governance and the State*, Miguel de Larrinaga, Marc G. Doucet (dir.), *op. cit.*, p. 44.

¹¹¹ David Grondin, Miguel de Larrinaga, « Securing Prosperity or Making Securitization Prosper? The Security and Prosperity Partnership as North American Biopolitical Governance », *International Journal*, Summer 2009, p. 80.

¹¹² François Debrix, Alexander D. Barder, « Nothing to Fear but Fear : Governmentality and the Biopolitical Production of Terror », *International Political Sociology*, Vol. 3, 2009, p. 407

¹¹³ *Ibid.*, p. 400.

tant que dispositif de sécurité pour aborder les mécanismes de gouvernance par lesquels les discours sur la peur sont générateurs de la vie en société et transcendent la population.

La subjectivité du danger

Le danger, selon David Campbell, serait « l'effet de l'interprétation d'un événement¹¹⁴ ». D'un point de vue ontologique, cet argument est essentiel, puisqu'il s'inscrit directement dans la perception d'une gouvernementalité par une biopolitique de la peur comme dispositif de sécurité dans une ère marquée par le risque omniprésent. L'une des idées centrales de Campbell, particulièrement dans l'ouvrage *Writing Security*, consiste à dire « qu'à l'intérieur de chaque champ de discours politique en matière de sécurité depuis la fin de la guerre froide, il existe une objectification et une externalisation du danger qui doit être comprises comme des effets des pratiques politiques, plutôt que comme des conditions de leurs possibilités¹¹⁵ ». En d'autres mots, en tentant de comprendre les modes de représentation à travers lesquels est interprété et compris le danger de même que les conséquences de ces modes de représentation, Campbell, en portant son attention sur les États-Unis, articule que « les limites de l'identité d'un État sont sécurisées par la représentation du danger qui est elle-même intrinsèque à la politique étrangère de l'État en question¹¹⁶ ». Là où la thèse de la subjectivité du danger nous intéresse particulièrement est lorsque Campbell la lie avec la construction des identités et du rapport Soi/Autre. En effet, l'auteur avance que « le sens et les identités sont toujours la conséquence de la relation entre le Soi et l'Autre qui émerge à travers l'imposition d'une

¹¹⁴ David Campbell, *Writing Security. United States Foreign Policy and the Politics on Identity (Revised Edition)*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1998, p. 3.

¹¹⁵ *Ibid*, p. 16.

¹¹⁶ *Ibid*, p. 3.

interprétation¹¹⁷ ». En liant cette relation à la construction subjective du danger, Campbell insiste :

Central au processus d'imagination se trouve l'opérationnalité des discours de danger qui, en nous disant ce dont nous devons avoir peur, a été en mesure de délimiter ce que "nous" sommes. Les discours efficaces de danger qui ont mené à des cas réussis de politique étrangère sont ceux qui ont été en mesure de combiner à la fois les formes extensives et intensives de pouvoir, de manière à ce que les identités sociales des communautés aient été intégrées à l'espace politique de l'État¹¹⁸.

Alors que Campbell se concentre davantage sur la politique américaine pendant la guerre froide et l'impact de la construction narrative du danger sur la construction de l'identité, nous sommes persuadés que sa grille analytique se révélera d'une grande importance lors de notre analyse de discours au prochain chapitre et qui prend racines au lendemain du 11 septembre 2001.

L'idée de la subjectivité du danger a aussi été reprise par d'autres auteurs. On peut, par exemple, faire référence à Jef Huysman qui soutient dans *The Politics of Insecurity* qu'un sujet quelconque, par exemple l'immigration ou l'asile, même s'il n'est pas directement défini comme une menace, « peut devenir une question de sécurité lorsqu'il est intégré institutionnellement et discursivement dans les cadres du politique qui se concentrent sur la surveillance et la défense¹¹⁹ ». C'est cette vision de cadres interprétatifs qui motive également les travaux de Didier Bigo, par exemple dans l'ouvrage *Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, dans lequel il tente de démontrer que « les récits participent pleinement aux dynamiques de conflit et qu'il est donc nécessaire en théorie critique de remettre en question les narrations produites par les

¹¹⁷ *Ibid*, p. 23.

¹¹⁸ *Ibid*, p. 170.

¹¹⁹ Jef Huysman, *The Politics of Insecurity. Fear, Migration and Asylum in the EU*, *op. cit*, p. 4.

gouvernements, les médias et les experts afin de pouvoir voir les arrangements qu'ils prennent souvent et volontairement avec les faits¹²⁰ ». L'argumentation de Campbell, qui s'inscrit dans une continuation des travaux de Foucault sur la biopolitique, finalise notre cadre analytique.

Penser la société du risque après Beck

Depuis les événements du 11 septembre 2001, la branche sociologique dans les études critiques de sécurité connaît donc une popularité croissante. Ainsi, amalgamée et analysée de pair avec la société du risque de Beck, il est possible d'arriver à une compréhension d'une nouvelle forme de gouvernementalité assurée par la surveillance d'une société du risque où le discours de la peur agit à titre de sécurisation et de régulation des identités.

Comme nous l'avons souligné, la thèse de la société du risque mondiale de Beck n'est pas sans critique, au contraire. Toutefois, elle constitue un concept de base qui trouve un écho important chez les chercheurs en Relations internationales et particulièrement dans le cadre de cette thèse. Ainsi, nous sommes en accord avec l'auteur lorsqu'il affirme que « le risque représente le schéma perceptif et cognitif par lequel une société se mobilise lorsqu'elle est confrontée à une certaine ouverture, aux incertitudes et aux obstructions d'un futur qui est lui-même autocréé¹²¹ ». Là où nous préférons nous distancier de ses propos est lorsqu'il affirme que le monde « n'est plus en mesure de contrôler les dangers qu'ont produits la modernité principalement à cause de ses succès¹²² ». Au contraire, nous croyons qu'il y a un avantage stratégique au niveau de la

¹²⁰ Didier Bigo, Laurent Bonelli et Thomas Deltombe dans l'ouvrage *Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, op. cit, p. 9

¹²¹ Ulrich Beck, *World at Risk*, Polity Press, Cambridge, 2009, p. 4.

¹²² *Ibid*, p. 8.

gouvernance à former certains scripts de *reality-making* dans un moule de risques globaux, et que les succès de la société moderne permettent une certaine projection du futur et des risques qu’y s’y trouvent. Plus spécifiquement, nous nous rangeons du côté d’Aradau, Lobo-Guerrero et Van Munster lorsqu’ils affirment que :

Au contraire de la sécurité, le risque n’opère pas selon la logique d’un “jeu à somme nulle”, puisque le profit qu’en retire une population n’est pas nécessairement au dépens d’une autre. En fait, quand les populations sont organisées en forme de “basins de risque”, elles exemplifient une économie politique de profit et de protection plutôt qu’une philosophie de danger¹²³.

Ainsi, nous croyons que ce climat est favorable à la réalisation de discours où la relation du Soi par rapport à un Autre idéologiquement défini est plus facile à perpétuer et à intégrer dans les relations sociales. Dans la même veine que Huysman qui soutient que « la poursuite d’une certaine liberté par une communauté politique et la sécurisation de son unité et de son identité se fait par le biais de l’instauration d’une insécurité existentielle¹²⁴ », nous croyons que les discours politiques qui ont suivi le 11 septembre 2001 ont accentué l’idée de risques omniprésents dans le but d’arriver à une gouvernance axée sur une surveillance accrue des citoyens qui se sentent menacés par un Autre qui est davantage constitué par le risque que par une identité clairement délimitée. Comme l’a dit l’auteur Yee-Kuang Heng, ce risque permet donc « la justification d’une intervention politique proactive, soit avant que l’événement ne survienne, plutôt qu’en réaction audit événement¹²⁵ », ce qui transforme les techniques traditionnelles de gouvernance. Même s’il se range du côté de Beck lorsque vient le temps d’affirmer que le risque, à la suite de la modernité, est devenu incalculable, Heng accorde une importance indéniable à la

¹²³ Claudia Aradau, Luis Lobo-Guerrero, Rens Van, Munster « Security, Technologies of Risk, and the Political : Guest Editors’ Introduction », *op. cit.*, p. 151.

¹²⁴ Jef Huysmans, *The Politics of Insecurity. Fear, Migration and Asylum in the EU*, *op. cit.*, p. 47.

¹²⁵ Yee-Kuang Heng, « The ‘Transformation of War’ Debate : Through the Looking Glass of Ulrich Beck’s World Risk Society », *International Relations*, Vol. 20, No. 1, 2006, p. 86.

globalisation et à la façon dont elle a affecté le risque à proprement parler. Tout en insistant sur le fait que la globalisation ne crée pas nécessairement et directement les risques en matière de sécurité, il argumente qu'elle aggrave les risques pré-existants : « de façon cruciale, la globalisation fournit les infrastructures et connexions pour la diffusion de risque en matière de sécurité¹²⁶ ». Malgré ses nombreux accords avec les arguments de Beck, Heng souligne tout de même une critique que nous trouvons tout à fait juste et que nous intégrerons à cette thèse, à savoir que Beck laisse de côté « la nature socialement construite du risque, c'est-à-dire que même si l'auteur consent à dire que le risque peut être objectif, il l'est rarement et est plutôt le résultat d'un construit social, créé et problématisé par ceux qui cherchent à le réguler¹²⁷ ».

Bien évidemment, notre thèse s'inscrit aussi dans une idée développée par Aradau et Van Munster à savoir que « la gouvernance par le risque signifie la mise en place d'ajustements des formes traditionnelles de gestion du risque, notamment par le biais de l'émergence de l'élément de précaution¹²⁸ ». Toutefois, nous croyons que la plus importante de ces formes d'ajustement est l'accentuation et l'acceptation d'une surveillance accrue de la vie en société comme véhicule de gestion du risque. C'est d'ailleurs sur ce dernier point que se concentrera principalement le dernier chapitre de cette thèse. À cet effet, nous trouvons le travail d'analyse du cas canadien de Colleen Bell particulièrement intéressant, notamment lorsqu'elle affirme que « l'assujettissement des gens aux techniques de surveillance et de sécurité, même si elles semblent se faire à

¹²⁶ *Ibid*, p. 75.

¹²⁷ Yee-Kuang Heng, Kenneth McDonagh (dir.), *Risk, Global Governance and Security. The Other War on Terror*, Routledge, Londre; New York, 2009, p. 31.

¹²⁸ Claudia Aradau, Rens Van Munster, « Governing Terrorism Through Risk : Taking Precautions, (un)Knowing the Futur », *European Journal of International Relations*, *op. cit*, p. 91.

distance, c'est-à-dire par l'entremise d'acteurs étatiques qui gouvernent par le biais de protocoles régulateurs, signale paradoxalement la présence d'une autorité souveraine dans les affaires modernes de l'État¹²⁹ ». Cette autorité souveraine, nous le croyons, se révèle et ne peut s'exercer que par la diffusion d'un discours du risque qui rend légitime et nécessaire pour la population une surveillance qui s'implante comme nouvelle forme de gouvernamentalité biopolitique.

¹²⁹ Colleen Bell, « Surveillance Strategies and Populations at Risk : Biopolitical Governance in Canada's National Security Policy », *Security Dialogue*, Vol. 32, No. 2, 2006, p. 151.

Chapitre 2 : La création de l'identité : analyse de discours

To say that identity is *discursive* and *political* is to argue that representations of identity place foreign policy issues within a particular interpretative optic, one with consequences for which foreign policy can be formulated as an adequate response¹³⁰.

L'importance du langage est considérable, voir primordiale, dans la compréhension et le sens que nous donnons aux événements, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent. Lorsque nous assistons à un événement qui transcende et dépasse les outils dont nous disposons pour lui donner un sens, lorsqu'un désastre est tel qu'il est difficile de donner un narratif précis de ce qui vient de se dérouler sous nos yeux, le discours prend une proportion cruciale non seulement pour ceux qui devront donner un sens à l'événement, mais pour la population dans son ensemble. Il faut donc l'articuler avec prudence. Le cas des attentats du 11 septembre 2001 est un exemple parfait pouvant illustrer une telle situation. Devant la complexité et la perplexité engendrée par les attaques, l'auteur David Campbell rappelle que les jours et semaines qui les ont suivies ont donné lieu à un déluge de narratifs tous plus contradictoires les uns avec les autres¹³¹. Il soutient, entre autres, que « la propagation de mots issus de réflexions personnelles de la part de ceux qui font partie du clergé politique, les recommandations des acteurs externes et une multitude d'images cherchant à donner un sens à ces événements¹³² » ont eu un impact majeur : « [ils] représentent l'impossibilité d'un narratif événementiel instantané et collectif, même lorsque nous avons tous assisté à l'événement en même

¹³⁰ Lene Hansen, *Security as Practice. Discourse Analysis and the Bosnian War*, The New International Relations Series, Routledge, Londre; New York, 2006, p. 5.

¹³¹ David Campbell, « Imaging the Real, Struggling for Meaning », 6 octobre 2001, au : <http://www.watsoninstitute.org/infopeace/911/index.cfm?id=4#> (page consultée le 16 mai 2011).

¹³² *Ibid.*

temps¹³³ ». Il n'est pas le seul chercheur à en avoir fait l'observation. Richard Jackson, en s'inspirant clairement de l'analyse de Campbell, estime qu'il semble y avoir eu un manque de mots précis pour décrire les attentats qui se sont passés sous les yeux de millions de personnes, en direct. Il insiste : « Il semble qu'il n'y ai pas eu de mots précis, aucun vocabulaire approprié pour exprimer ce que l'événement pouvait signifier. [...] Le langage lui-même semble s'être écroulé avec les tours jumelles¹³⁴ », créant ainsi ce que Campbell et Der Derian nomment une « absence de sens¹³⁵ ».

Cette difficulté à donner un sens, à travers un discours, à un événement observé démontre clairement l'importance des discours officiels dans le cadre d'un discours plus large comme celui de la guerre contre le terrorisme, une guerre déclarée à la suite des attaques perpétrées en sol américain. Nous croyons que pour contrer les contre-narratifs, les discours politiques officiels doivent permettre une vision du monde et des événements capables de sécuriser l'identité de la nation attaquée et légitimant les actions entreprises au nom de cette même nation. Toutefois, il faut être conscient du fait que la sémiotique n'est pas neutre. Comme le rappelle Paul Chilton, « les multiples acteurs qui articulent une réflexion autour d'un événement observé ont des points de vue différents sur la signification des phrases et des mots et, dans un tel cas, un discours officiel est créé de façon à assurer le contrôle de l'information, des mots et des phrases qui seront récupérés

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ Richard Jackson, *Writing the War on Terrorism. Language, politics and counter-terrorism*, Manchester University Press, Manchester, 2005, p. 29.

¹³⁵ Compris dans le sens où le langage n'était pas suffisant pour décrire ce qui se passait, le sens ne pouvait être créé à travers lui. Voir David Campbell, « Time is Broken : The Return of the Past in the Response to September 11 », *Theory & Event*, Vol. 5, No. 4, 2002, James Der Derian, « In terrorem : Before and after 9/11 », dans Ken Booth et Tim Dunne (dir.), *Worlds in Collision : Terror and the futur of Global Order*, New York : Palgrave Macmillan, 2002, tel que mentionné dans Richard Jackson, op. cit, p. 29.

par d'autres acteurs, de manière à pouvoir répondre aux défis actuels ou potentiels¹³⁶ ». Ainsi, avant d'être en mesure de plonger au cœur de notre argument, il est essentiel d'étudier de plus près de quelle façon un discours officiel, compris ici comme participant à la création du discours sur l'identité, peut être intercepté puis intégré par la masse pour finalement s'imprégner dans une culture populaire et identitaire.

La question de l'identité en Relations internationales est explorée par plusieurs chercheurs, particulièrement depuis les études de Michel Foucault sur l'identité et la différence, comme le rappelle James Der Derian¹³⁷. Ce dernier avance d'ailleurs que la pertinence de l'étude de l'identité est attribuable à la thèse foucauldienne selon laquelle « la guerre et la paix sont menées pour le « nous/Soi » contre « Eux/l'Autre » et que la formation de l'identité collective dépend de l'identité donnée à cet Autre, unissant ou divisant ainsi des communautés partout dans le monde¹³⁸ ». L'auteur David Campbell s'inscrit directement dans ce schéma de pensée et articule que l'identité n'est pas un fait naturel ou divin : « l'identité est constituée en relation avec la différence. Mais la différence n'est elle-même pas déterminée par la nature, donnée par Dieu, ou encore planifiée par un comportement intentionnel. La différence est constituée en relation avec l'identité¹³⁹ ». Ainsi, nous croyons, dans la même veine que Campbell, que l'identité ne précède pas un peuple ou une société, mais qu'elle lui est attribuée à travers un processus discursif et des pratiques qui ont pour effet de submerger ladite société dans un moule

¹³⁶ Paul Chilton, *Analysing Political Discourse. Theory and Practice*, Routledge, Londre; New York, 2004, p. 6-8.

¹³⁷ James Der Derian, « Critical Encounters in International Relations », *International Social Science Journal*, Vol. 59, No. 191, mars 2008, p. 72.

¹³⁸ *Ibid*, p. 72.

¹³⁹ David Campbell, *Writing Security. United States Foreign Policy and the Politics on Identity (Revised Edition)*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1998, p. 9.

identitaire imposé par un processus grandement politique. Toutefois, Campbell préfère parler de *performativité* lorsque vient le temps d'aborder le processus par lequel est constituée l'identité, plutôt que de décrire cette « consolidation comme le fruit d'une construction¹⁴⁰ ». En effet, l'auteur décrit le concept de performativité comme étant « celui le plus apte à saisir les pratiques à travers lesquelles le discours engendre les effets auxquels il donne un nom, voir un sens¹⁴¹ », par exemple l'identité. Ainsi, « le discours ne serait pas un narratif utilisé pour décrire une réalité, mais il constituerait à la fois les sujets et les objets dont il est question à travers des pratiques de performativité¹⁴² ». Ce concept a d'ailleurs été retenu dans la littérature portant sur les études critiques de sécurité. En articulant l'idée typiquement issue des travaux de Foucault selon laquelle l'identité ne peut être établie que lorsqu'elle est en relation avec ce qu'elle n'est pas, c'est-à-dire ce qui est différent d'elle-même, Jutta Weldes, Mark Laffey, Hugh Gusterson et Raymond Duvall avancent eux aussi que « la différence est en retour constituée dans sa relation à l'identité¹⁴³ ». Ainsi, nous soutenons l'idée que « les identités seraient conditionnelles et constamment en relation ; elles seraient constituées de façon performative¹⁴⁴ ».

Prétendre arriver à une compréhension du discours et pouvoir déterminer son implication dans la représentation sociopolitique d'un événement nécessite, dans notre

¹⁴⁰ David Campbell, *National Deconstruction. Violence, Indentity, and Justice in Bosnia*, University of Minnesota, Minneapolis, 1998, p. 24

¹⁴¹ *Ibid*, p. 24

¹⁴² Luiza Bialasiewicz, David Campbell, Stuart Elden, Stephen Graham, Alex Jeffrey, Alison J. Williams, « Performing security : The imaginative geographies of current US strategy », *Political Geography*, Vol. 26, 2007, p. 407.

¹⁴³ Jutta Weldes, Mark Laffey, Hugh Gusterson, Raymond Duvall (dir.), *Cultures of Insecurity. States, Communities, and the Production of Danger*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1999, p. 11

¹⁴⁴ *Ibid*, p. 11.

perspective poststructuraliste, une bifurcation du côté de l'imbrication du discours dans la culture populaire. C'est d'ailleurs Jutta Weldes qui soutient que pour comprendre « pourquoi certaines représentations deviennent dominantes dans la société au détriment de d'autres, il faut comprendre la façon dont elles sont présentées, pourquoi elles sont acceptées et quelles sont les possibilités de contestation de ces représentations¹⁴⁵ ». Elle s'explique : « Les politiques étatiques et internationales ont une base fondamentalement culturelle, et les États et autres actions internationales trouvent un sens à travers des sens communs culturels, incluant ceux qui circulent dans la culture populaire¹⁴⁶ ». Nous ne nous attarderons pas ici à analyser l'impact du discours dans la construction de l'identité culturelle, puisque ce sujet sera exploré en détail dans notre prochain chapitre, mais nous tenons tout de même à analyser brièvement de quelle façon le discours que nous avons choisi d'étudier a trouvé écho dans les médias au lendemain de son élocution par le président Georges W. Bush en tant qu'éléments d'analyse des traces du discours dans l'espace et le temps.

Puisque nous devons choisir parmi une gamme de discours importants, notamment en raison de la contrainte au niveau de l'espace rédactionnel de cette thèse, nous nous sommes arrêtés à un discours clé dans la consolidation de l'imaginaire américain de la guerre contre le terrorisme, soit celui du président George W. Bush devant le Congrès et devant la nation américaine le 20 septembre 2001. Le fait est que ce discours a été prononcé neuf jours après les attentats du 11 septembre, ce qui a laissé le

¹⁴⁵ Jutta Weldes, « High Politics and Low Data : Globalization Discourses and Popular Culture », dans Dvora Yanow, Peregrine Schwartz-Shea (dir.), *Interpretation and Method : Empirical Research Methods and the Interpretative turn*, M.E. Sharpe, Armonk New York, 2006, p. 178.

¹⁴⁶ Jutta Weldes, *op. cit.*, p. 178.

temps aux acteurs politiques de mettre en forme un discours où un sens peut être attribué à l'événement et où une formulation du futur peut être articulée. C'est la chercheuse Patricia L. Dunmire qui avance d'ailleurs que « le futur, en tant que domaine du potentiel, représente un champ idéologique significatif dans lequel les acteurs et institutions politiques dominants peuvent arriver à exercer un pouvoir et un contrôle politique¹⁴⁷ ». Ainsi donc, le discours ne servirait pas seulement à donner un sens aux événements, mais serait un outil dont les architectes politiques pourraient se servir pour mouler le futur. D'un point de vue similaire, Marieke de Goede avance, en reprenant la réflexion de Richard Grusin¹⁴⁸, que « le champ culturel post-11 septembre 2001 se retrouve ainsi dominé par une logique de « préméditation » et que le rôle des médias y est crucial, puisqu'il consiste de moins en moins à rapporter ce qui s'est passé qu'à prédire ce qui pourrait arriver dans le futur¹⁴⁹ ». Cette réflexion nous incite à garder en mémoire qu'une analyse de nature sociologique découlera de ce chapitre, nous permettant d'explorer de quelle façon l'identité culturelle se retrouve modelée et prise dans un discours de préméditation. Comme le soutient d'ailleurs Adam Hodges, « la capacité narrative à définir une réalité sociopolitique et d'avancer une perspective particulière comme un « sens commun » dépend du pouvoir symbolique exercé par l'orateur à livrer le discours d'une manière crédible et dépend de sa capacité à atteindre la masse à travers les

¹⁴⁷ Patricia L. Dunmire, « 'Emerging threats' and 'coming dangers' : Claiming the futur for preventive war », dans Adam Hodges, Chad Nilep, (dir.), *Discourse, War and Terrorism*, John Benjamins Publishing Company, Amsterdam/Philadelphia, 2007, p. 19

¹⁴⁸ L'auteure fait particulièrement référence au texte : Richard Grusin, « Premeditation », *Criticism*, Vol. 46, No. 1, 2004, p. 17-39.

¹⁴⁹ Marieke de Goede, « Beyond Risk : Premeditation and the Post-9/11 Security Imagination », special issue on Security, Technology of Risk, and the Political, *Security Dialogue*, Vol. 39 (2-3), 2008, p. 158.

médias¹⁵⁰ ». En tant que président des États-Unis à cette époque, Georges W. Bush représente une figure plus que crédible et son discours, comme nous le verrons plus loin dans cette thèse, a trouvé écho dans les médias et dans la population, arrivant à mouler non seulement un présent de guerre pour cette dernière, mais un futur de peur et de risques.

La prochaine partie de ce chapitre se contentera, dans un premier temps, d'expliquer la méthodologie qui sous-tendra l'analyse du discours de même que la démarche d'analyse structurale qui sera privilégiée. Nous prendrons le temps dans cette section du chapitre pour définir certains concepts clés de l'analyse. Dans un deuxième temps, nous procéderons à l'analyse du discours de même qu'à ses relations d'intertextualités qui en font un discours essentiel dans le plus large discours de la guerre contre le terrorisme. Enfin, nous nous attarderons dans un troisième temps à expliquer l'importance du discours médiatique dans la transmission du discours dominant, spécifiquement au lendemain de l'allocution afin de déterminer la force du discours autant au niveau du langage que de la représentation donnée à la politique étrangère américaine. Le but de ce chapitre, nous le rappelons, est de cerner comment est formée et attribuée l'identité dans le cadre du discours, de quelle façon il est repris dans les médias populaires, afin de comprendre son acceptation, implication et impact par la population dans le chapitre suivant. Cela nous mènera à comprendre comment la production biopolitique et culturelle des identités mène à la production culturelle de la peur.

¹⁵⁰ Adam Hodges, « The narrative construction of identity : The adequation of Saddam Hussein and Osama bin Laden in the 'war on terror' », dans Adam Hodges, Chad Nilep, (dir.), *Discourse, War and Terrorism*, John Benjamins Publishing Company, Amsterdam/Philadelphia, 2007, p. 82.

Méthodologie de l'analyse de discours

Lene Hansen propose une méthode d'analyse que nous adopterons dans le cadre de cette thèse afin de cerner la façon dont est construite l'identité dans le discours politique. En suivant sa logique, il est d'abord essentiel de délimiter certains signes qui indiquent une consolidation claire du Soi et de l'Autre, par exemple, par l'emploi de termes comme « diabolique » ou « gens opprimés » pour cerner l'Autre et l'utilisation de « bon » ou de « civilisé » dans le cas du Soi¹⁵¹. Comme le rappelle Hansen, « le sens et l'identité sont construits à travers des séries de signes liés les uns aux autres pour former des relations de reconnaissance identitaire, de même qu'ils sont fabriqués à travers une différenciation face à des séries de signes juxtaposés¹⁵² ». Ce sont ces liens et les signes de performativité dans le discours que nous tenterons de retracer pour comprendre comment l'Autre est lié à un environnement qui le catégorise face à un Soi qui, lui aussi, se trouve lié à des signes qui stabilisent le discours et rendent légitime une certaine vision du monde et de la politique étrangère américaine. Il s'agit aussi et, par conséquent, bien évidemment, de saisir ces liens d'intertextualité.

Puisque nous soutenons que les textes ne sont jamais lus de façon isolée, c'est-à-dire qu'ils contiennent en eux des symboles, des références et une représentation du monde qui sont liés à d'autres textes, lectures et références, il est nécessaire d'expliquer ce que nous entendons par l'intertextualité. Comme d'autres auteurs l'ont avancé avant nous, il n'existe pas une seule façon de lire un texte mais plusieurs, le lecteur jouant un

¹⁵¹ Lene Hansen, *op. cit.*, p. 37.

¹⁵² Lene Hansen, *op. cit.*, p. 37.

rôle actif dans l'interprétation qu'il lui est attribué¹⁵³. David Grondin explique entre autres que le lecteur doit s'attarder à faire une double lecture d'un discours, c'est-à-dire à la fois s'immerger dans le texte et prendre part à « la création de significations¹⁵⁴ » qui lui permettront de comprendre le texte : « Par cette lecture intertextuelle engagée, le lecteur/analyste agit politiquement¹⁵⁵ ». Cette compréhension nous permet d'appliquer ce modèle de lecture et d'analyse aux discours politiques qui se construisent les uns par rapport aux autres, liés par les mêmes croyances normatives. Jutta Weldes estime que « l'intertextualité est ce qui permet d'illustrer et d'expliquer les similarités entre le narratif officiel de la politique mondiale, la façon dont les acteurs du monde académique se représentent la politique mondiale et la façon dont les événements sont racontés dans les médias populaires¹⁵⁶ ». En d'autres mots, l'intertextualité est essentielle à l'élaboration d'une politique étrangère où « l'identité est constituée de façon performative¹⁵⁷ ». Encore plus spécifiquement, Hansen dit que « pour que les faits qui sont produits et insérés dans le discours deviennent politiquement remarquables et aient une influence sur la production et reproduction du discours sur la politique étrangère, l'existence d'un compromis humain et discursif est nécessaire entre les individus, les institutions et les médias qui collectent, documentent et distribuent ces faits¹⁵⁸ ». Ainsi, lorsque nous analyserons notre discours, nous garderons en tête qu'il participe à un

¹⁵³ David Grondin, « Chapitre 12 : Le postmodernisme », dans Alex Macleod et Dan O'Meara (dir.), *Théorie des relations internationales : Contestations et résistances*, Athéna Éditions, Québec, 2007, p. 261.

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ *Ibid.*

¹⁵⁶ Jutta Weldes, « High Politics and Low Data : Globalization Discourses and Popular Culture », *op. cit.*, p. 180.

¹⁵⁷ Nous acceptons l'idée poststructuraliste selon laquelle la conceptualisation de la politique étrangère comme pratique discursive implique que le politique et l'identité sont ontologiquement liés et que c'est à travers la performativité que l'identité prend forme, légitimant par le fait même la politique proposée. Voir David Campbell, *Writing Security* et Lene Hansen, *Security as Practice. Discourse Analysis and the Bosnian War*, *op. cit.*, p. 19.

¹⁵⁸ Lene Hansen, *Ibid.*, p. 28.

réseau plus grand qui rassemble divers textes et qui, ensemble, crée le discours de la guerre au terrorisme. Ces textes, nous rappelle Hansen, participent à la « création de l'identité et du politique, ils s'approprient et revisitent le passé et créent des liens avec ces autres textes, démontrant qu'il faut regarder ces textes et discours d'un point de vue analytique, politique et empirique et non pas comme des entités tenant séparément des discours sociaux plus vastes, mais comme des entités localisées dans une toile textuelle plus large¹⁵⁹ ». Voilà l'importance de l'intertextualité.

Dans notre analyse, nous nous assurerons également de retracer les représentations qui se trouvent dans le discours, plus précisément, en suivant la méthodologie de Iver Neumann, en gardant à l'esprit qu'un « discours contient habituellement une représentation dominante de la réalité et possiblement quelques représentations alternatives dans d'autres textes¹⁶⁰ » qui forment, dans l'ensemble, le discours sur la guerre contre la terreur. Notre objectif sera de déterminer la représentation dominante du discours à l'étude, et lorsque nous nous pencherons sur l'étude du discours médiatique au lendemain de l'allocution du président Bush, nous chercherons, toujours en suivant le parcours proposé par Neumann, à identifier les représentations alternatives de même que les différences et similitudes entre-elles et la représentation officielle que l'on aura trouvée dans le discours. L'intérêt d'étudier le lien entre le discours officiel et ceux que l'on retrouve dans les textes livrés à la population via les médias, par exemple, revient à la question d'intertextualité, comme l'indique Jutta Weldes : « En examinant les relations

¹⁵⁹ Lene Hansen, *ibid.*, p. 49.

¹⁶⁰ Iver B. Neumann, « Discourse Analysis », dans Audie Klotz, Deepa Prakash (dir.), *Qualitative Methods in International Relations : a Pluralist Guide*, Palgrave Macmillan, Basingstoke [England]; New York, 2008, p. 70.

entre les textes populaires et officiels, nous pouvons alors défaire de quelques-unes de nos conventions [...] à travers lesquelles les politiques de ce monde sont rendues importantes¹⁶¹ ».

Pour bien comprendre ce que nous entendons par là, il est pertinent de revenir à l'argument de l'auteur Paul Chilton relativement à la communication, à savoir que « la coopération est fondamentale pour arriver à communiquer, et qu'il est ainsi impossible de mentir ou d'être déviant à moins de l'existence d'une hypothèse collective sur la coopération communicationnelle de la part du groupe à l'écoute¹⁶² ». Plus spécifiquement, pour qu'un discours puisse être accepté en société, il est nécessaire qu'il y ait un langage commun entre celui qui le livre et le récepteur, de même qu'une coopération au niveau sémantique qui, comme nous l'avons dit plus haut, n'est jamais neutre. Cet argument nous pousse à avancer que pour arriver à l'acceptation et l'intégration de l'identité du Soi et de l'Autre proposées dans les discours politiques par la population, il est indispensable qu'il y ait non seulement une coopération au niveau de la communication, mais plus encore une acceptation des liens et des réseaux établis dans le discours. L'identité, dans cette conception, n'est pas imposée par le discours, mais plutôt intégrée par la masse qui le reçoit. Cet argument fait sens dans la mesure où l'on accepte l'idée de Chilton selon laquelle « les humains attendent d'une conversation qu'elle soit vraie et fausse à la fois, c'est-à-dire qu'elle soit vraie tout en ayant la possibilité de s'avérer être une fausse déclaration servant à légitimer une représentation plutôt qu'une autre¹⁶³ ». Plus

¹⁶¹ Jutta Weldes, « High Politics and Low Data : Globalization Discourses and Popular Culture », *op. cit.*, p. 180.

¹⁶² Paul Chilton, *Analysing Political Discourse. Theory and Practice*, *Op cit.*, p. 20.

¹⁶³ Chilton, p. 23.

spécifiquement :

Le discours politique implique, entre autres choses, la promotion de représentations, et les particularités convaincantes d'une représentation sont le besoin évident des orateurs politiques à imprégner leurs déclarations d'évidences, d'autorité et de vérité, un processus auquel nous pouvons nous référer, dans le contexte du discours politique, comme étant la "légitimation"¹⁶⁴.

C'est pourquoi il parle de l'acceptation d'un langage commun, l'acceptation d'un narratif plutôt qu'un autre comme constituant et expliquant l'événement ainsi que produisant un certain futur accepté par la société. Tout le pouvoir du discours réside dans cette idée selon laquelle il moule et constitue la réalité sociopolitique à travers un langage qui établit les identités. Ce que Chilton avance est qu'il est nécessaire pour la population d'accepter et d'intégrer ce discours tout en sachant qu'il est possible qu'il serve d'outils pour légitimer une réalité et un objectif auquel elle n'a pas accès¹⁶⁵.

La démarcation Soi/Autre, dans le cas de la guerre au terrorisme, sera au cœur de notre analyse de discours et aura pour objectif d'arriver à comprendre comment une société se retrouve plongée dans une ère d'insécurité et de risques où la surveillance prédomine et agit à titre d'élément de gouvernance à la suite de l'élaboration et l'acceptation d'un discours. Le point crucial que nous tentons ici d'avancer est que pour qu'une réalité soit mise en mots à travers un langage et articulée par un discours, il faut que ce discours ait été accepté et véhiculé par le biais d'un langage commun partagé par les médias et la population et trouve une niche dans la culture identitaire. La société du risque américaine que nous croyons deviner est issue d'un discours fragmentant les

¹⁶⁴ *Ibid.*

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 20-23.

identités et ouvrant la voie pour penser le monde comme étant hanté par une menace omniprésente. Revenons au programme *Total Information Awareness* pour illustrer notre argument. Son objectif, nous le rappelons, était d'amasser et d'entreposer des informations virtuelles sur les individus à travers une surveillance étalée et vaste, passant par l'utilisation de cartes de crédit aux informations privées, par exemple les informations téléphoniques et contenues dans les courriels des individus¹⁶⁶. Mais que recherchait ce programme? Comment quelqu'un en arrive-t-il à être décrit comme dangereux? Nous soutenons que c'est à travers la description de l'Autre, articulée dans le discours et reprise dans les médias, que cela est en grande partie possible. Comme le rappelle Kelly Gates, « l'identité de menaces « asymétriques » et « inidentifiables » a articulé non seulement des images virtuelles d'hommes arabes, mais aussi des références répétées vers le « visage de la terreur »¹⁶⁷ ». Ce que cela nous dit, c'est que non seulement le discours a articulé ces menaces, mais que l'accumulation d'informations et l'image « mentale » que se faisait la société de la menace était issue directement de ces discours. Par exemple, le *Washington Post* publiait en 2001 un article ayant pour titre *In the Face of Terror: Recognition Technology Spreads Quickly*¹⁶⁸, une métaphore qui a été reprise à de maintes reprises dans les médias mais qui est originalement issue du discours politique¹⁶⁹. La métaphore utilisée avait pour signification tout d'abord l'idée que la reconnaissance par le visage était maintenant un nouvel outil de surveillance, et que ce visage pouvait révéler celui par qui la terreur proviendrait¹⁷⁰. En dépeignant comme il l'a choisi de le faire

¹⁶⁶ Nancy Murray, "Profiling in the age of total information awareness", *op. cit.*, p. 6.

¹⁶⁷ Kelly Gates, « Identifying the 9/11 'faces of terror' : The promise and problem of facial recognition technology », *Cultural Studies*, Vol. 20, No. 4-5, 2006, p. 434.

¹⁶⁸ Robert O'Harrow Jr., « In the Face of Terror : Recognition Technology Spreads Quickly », *Washington Post*, 1^{er} Janvier 2002.

¹⁶⁹ Kelly Gates, *op cit.*, p. 434.

¹⁷⁰ *Ibid.*

l'Autre terroriste, le discours politique, ainsi repris par les médias et utilisant ce langage pour justifier l'utilisation de mesures de surveillance imposantes et de très grande portée, a un impact marquant dans l'imaginaire populaire. Comme le précise Gates, « faire soi-disant référence aux visages individuels des auteurs des attentats du 11 septembre 2001 en les liant à de potentiels terroristes crée aussi l'idée d'un Autre informe et de race spécifique qui a pénétré à la fois le territoire national et l'imaginaire¹⁷¹ ». Cela donne ainsi une légitimité aux programmes de surveillance comme le *Total Information Awareness*.

C'est d'ailleurs Adam Hodge qui avance que « l'un des pouvoirs les plus importants du discours est d'être en mesure d'établir les identités qui prennent part à l'événement, et que la tactique de distinction entre le Nous et le Eux met en place une opposition binaire avec l'ennemi contre lequel la nation se bat, alors que les similarités sont ignorées¹⁷² ». L'auteur Iver Neumann s'est aussi penché sur l'analyse de discours et propose une réflexion fort intéressante sur l'importance qu'il revêt, surtout lorsqu'il est de nature politique :

Puisque le discours maintient un niveau de régularité dans les relations sociales, il produit les préalables d'action. Il contraint la façon dont le monde est ordonné et ainsi, la façon dont les gens le catégorisent et l'organise, il contraint la façon dont il est réfléchi, ce qui est perçu comme étant possible, et ce que l'on conçoit comme étant une « chose naturelle » à faire dans une situation donnée¹⁷³.

¹⁷¹ *Ibid*, p. 434.

¹⁷² Adam Hodge, « The narrative construction of identity : The adequation of Saddam Hussein and Osama bin Laden in the 'war on terror' », dans Adam Hodges, Chad Nilep, (dir.), *Discourse, War and Terrorism*, John Benjamins Publishing Company, Amsterdam/Philadelphia, 2007, p. 68-69.

¹⁷³ Iver B. Neumann, « Discourse Analysis », dans Audie Klotz, Deepa Prakash (dir.), *Qualitative Methods in International Relations : a Pluralist Guide*, Palgrave Macmillan, Basingstoke [England]; New York, 2008, p. 62.

Même s'il admet que le discours ne peut déterminer l'action dans sa totalité, le fait qu'il soit possible « d'arriver à divers résultats avec un discours réitère l'importance de son analyse, qui permet de retracer ses voies et possibilités de représentation¹⁷⁴ ». Dans le cas où la crainte d'une représentation qui serait articulée pour dissimuler un intérêt politique est ouvertement et discursivement soulevée, nous assistons à la naissance d'espaces critiques – dont nous avons brièvement parlé plus tôt. L'analyse de discours critique est l'un de ces lieux où l'objectif est de démontrer « qu'en accordant une importance significative et arrêtée aux mots écrits et prononcés dans un discours précis, il est possible d'arriver à une perspective différente du message de même qu'à une compréhension plus profonde des intérêts cachés de même qu'à ceux qu'ils servent¹⁷⁵ ». Tel que souligné par le chercheur Ibrahim El-Hussari, l'analyse de discours critique sert ainsi à « illuminer les façons par lesquelles les forces dominantes d'une société construisent des versions de la réalité qui favorisent leur propre agenda caché¹⁷⁶ ». Même si l'objectif de notre analyse de discours n'est pas autant celle de décoder un agenda caché, mais plutôt de comprendre la description d'une interprétation où sont formées les identités, il n'empêche qu'El-Hussari nous pousse à garder en mémoire l'idée selon laquelle celui qui livre le discours dans un contexte national « tend souvent à manipuler le langage pour servir à de meilleures fins le mode ou genre rhétorique ils choisissent pour faire passer leur message, dans un effort pour faire des gains politiques, maintenir le pouvoir et éviter les responsabilités¹⁷⁷ ».

¹⁷⁴ Iver B. Neumann, *op. cit.*, p. 62-63.

¹⁷⁵ Ibrahim A. El-Hussari, « President Bush's address to the nation on U.S. Policy in Iraq : A critical discourse analysis approach », dans Urszula Okulska, Piotr Cap (dir.), *Perspectives in Politics and Discourse*, John Benjamins Publishing Company, Amsterdam/Philadelphia, 2010, p. 99.

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 99.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 99.

Analyse du discours et intertextualité

Le philosophe politique William Connolly expliquait que « la définition de la différence est un besoin construit dans la logique de l'identité, et la construction de l'Autre est une tentation qui s'insinue dans cette logique¹⁷⁸ ». Alors que l'argument de Connolly remonte à de nombreuses années, il est toujours d'actualité. Même si nous préférons aujourd'hui parler de performativité, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'une réflexion pilier qui permet à d'autres auteurs, comme Richard Jackson, d'avancer que « c'est la création discursive d'un Autre externe qui renforce l'identité du Soi, et que dans le cas du 11 septembre 2001, cet Autre a été délibérément et soigneusement créé pour satisfaire des objectifs politiques et le narratif général de la guerre contre la terreur¹⁷⁹ ». L'idée de la différence entre Soi et l'Autre constituant l'identité non seulement dans le discours, mais dans l'ontologie de la société à laquelle le discours est livré, nous pousse à vouloir examiner de plus près comment ces identités sont *performativement* consolidées.

Le discours de George W. Bush devant le Congrès américain le 20 septembre 2001 a été écouté par des millions de personnes. Moins de 10 jours après les attentats qui ont été déterminants pour la politique étrangère de nombreux pays occidentaux, le président livrait un message qui permettait de donner non seulement un sens aux événements tragiques, mais il établissait un champ où l'Autre et le Soi pouvaient se confronter tant sur le plan idéologique qu'identitaire. Comme le rappelle El-Hussari, le discours est plus qu'un amalgame de mots; « son analyse permet de comprendre comment ces mots ont été utilisés dans un contexte politique précis pour gagner le soutien de la nation afin de

¹⁷⁸ William E. Connolly, *Identity/Difference. Democratic Negotiations of Political Paradox*, Cornell University Press, Ithaca; London, 1991, p. 9.

¹⁷⁹ Richard Jackson, *op. cit.*, p. 59.

permettre le déploiement d'une nouvelle stratégie que l'on ne retrouve pas nécessairement dans le discours¹⁸⁰ ».

Ainsi, dans le cadre de cette section analytique du discours, nous nous pencherons sur trois composantes essentielles du discours, à savoir en premier lieu le lexique choisi pour définir l'Autre et le Soi, dans un deuxième lieu, nous nous pencherons sur la scénarisation proposée de l'événement et sur le climat de risque que semble créer ce discours – qui sera propice à l'émergence d'une société de surveillance-, et, enfin, nous explorerons les pistes d'intersubjectivité que propose le discours.

1. Définir le Soi et l'Autre : « Ils sont contre nous, parce que nous sommes sur leur passage¹⁸¹ ».

Les discours sont des outils du pouvoir. Comme nous l'avons dit et en suivant le raisonnement de Jackson, ceux-ci sont employés pour « maintenir et prolonger le pouvoir tout en ayant pour objectif de devenir hégémoniques et plus forts que les discours alternatifs¹⁸² ». La dichotomie Soi/Autre est particulièrement prenante dans le discours à l'étude et propose une distinction claire entre le Soi héroïque, civilisé et exceptionnel, en comparaison à un Autre terroriste, meurtrier et démoniaque.

	Soi	Autre
Mots décrivant directement les identités	Des gens exceptionnels, des gens aimant et généreux, sauveurs, notre nation, le monde civilisé	Terroristes, ennemis, tueurs, extrémistes, régime taliban, traîtres, démon

¹⁸⁰ Ibrahim A. El-Hussari, *op. cit.*, p. 100.

¹⁸¹ G. W. Bush, « Address to a Joint Session of Congress on the 9/11 Attacks on September 20th, 2001 », *America Rhetoric.com*, Transcription by Michael E. Eidenmuller, 2006.

¹⁸² Richard Jackson, *op. cit.*, p. 19.

Choix de mots illustrant les identités

« Ils détestent nos libertés »,
« Cette bataille est celle de tous ceux qui croient dans le progrès et la pluralité, la tolérance et la liberté »,
« dût labour », « créativité »,
« notre merveilleux pays »,
« liberté », « justice ».

« Ennemis de la liberté on commit un acte de guerre »,
« ils sont renvoyés à leurs maisons (...) pour comploter la destruction et le mal », « Ils sont les héritiers de toutes les idéologies meurtrières du 20e siècle », « peur », « cruel ».

Tel que mentionné plus haut, le choix des mots n'est pas laissé au hasard. Comme l'ont avancé Hodges et Nilep, « l'idéologie joue un rôle important dans la définition des identités¹⁸³ ». Le champ de la perception est ici plutôt bien délimité, puisque les Américains sont définis dans le discours comme étant les victimes et des hommes exceptionnels vivant dans une société progressiste empreinte de liberté et de droits civils, alors que l'Autre est un tueur et un ennemi qui en veut à ces valeurs démocratiques, voire pacifiques. La dichotomie Soi/Autre place la table pour permettre l'acceptation de la déclaration de guerre contre le terrorisme.

Comme l'a souligné Jackson, « la construction narrative et sociale de la guerre requiert un genre unique de construction de l'Autre, dans le sens où le langage commun de la reconnaissance humaine et de son respect doit être remplacé par le langage de la haine et de la peur¹⁸⁴ ». Il ajoute que « les perceptions et émotions doivent être altérées pour que les gens de la société puissent plus facilement affronter le fait d'infliger délibérément la souffrance¹⁸⁵. » Comme l'avance Adam Hodges, qui marche ici dans les pas théoriques de Bourdieu, « la capacité d'un narratif à définir une réalité sociopolitique

¹⁸³ Adam Hodge, *op. cit.*, p. 69.

¹⁸⁴ Richard Jackson, *op. cit.* p. 59-60.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 60.

et mettre de l'avant une perspective particulière « qui fait sens pour tous » repose sur le pouvoir symbolique que détient l'orateur à donner au message sa crédibilité et l'élan pour arriver à le diffuser dans les médias¹⁸⁶ ». Dans le présent cas, le président George W. Bush s'est clairement positionné dans un narratif conflictuel entre un Soi en état de choc, qui défend les valeurs démocratiques partagées par des « loving and giving people » et un Autre barbare, fou et « evil ».

Le fait est que le discours a été percutant dans les mémoires collectives des Américains. C'est le *Program on International Policy Attitudes* de l'Université du Maryland qui a publié une étude en 2004 qui démontre que 57% des Américains croyaient encore, 3 ans après le début de la guerre, que l'Irak supportait grandement al-Qaeda même avant les attentats du 11 septembre 2001¹⁸⁷. Selon Jackson, « l'une des raisons pour lesquelles le discours a été accepté sans critiques est parce qu'il est fondé dans la logique de réponses américaines similaires lors de crises similaires; c'est un discours familier et rassurant – à la fois pour le public et pour les “policy-makers”¹⁸⁸ ».

Pour illustrer et soutenir ces propos, il est intéressant de repenser au scénario de la guerre froide où le même genre de narratif s'est mis en branle. Selon l'auteur Karine Prémont, le gouvernement américain est parvenu à cette époque à contrôler la nature et le contenu des reportages journalistiques par deux arguments. Tout d'abord, avec la confusion de la politique étrangère et de la sécurité nationale émanant de la guerre froide, les journalistes qui couvraient les événements ont fait preuve de prudence « par crainte de

¹⁸⁶ Adam Hodges, *op. cit.* p. 82

¹⁸⁷ Études mentionnée dans Adam Hodges, *op.cit.* p. 67.

¹⁸⁸ Jackson, *op. cit.* p. 156.

faire obstacle à la réussite de la politique américaine et surtout, de livrer des informations sensibles aux Soviétiques¹⁸⁹ ». La deuxième raison, plutôt évidente, vient du fait que la première source d'information pour les médias était le gouvernement lui-même, et la seconde les soldats américains. Ainsi, les journalistes à cette époque ont livré à l'opinion publique une information mise en contexte préalablement par le gouvernement; c'est ce dernier qui a assuré le début du processus de « reality-making ». Bruce Cumings rapporte donc que certains narratifs de la chaîne ABC ou encore de CBS présentait le « Vietcong » comme étant « l'Autre communiste qui mérite ce qui lui arrive puisqu'il terrorise la population et qu'il est un personnage cruel¹⁹⁰ ». Dans cette perspective, l'écho de cette guerre qui était projeté dans l'espace public découlait directement de scripts de « reality-making » mis en mots par le gouvernement américain et recrachés par les journalistes. Un scénario qui s'est répété à la suite des attentats du 11 septembre 2001 puisque la culture populaire et les médias de masse possédaient le langage de base pour parler d'un Autre barbare et déshumanisé. Le climat du risque était déjà instauré.

2. Scénarisation et climat de risque : « Ce soir, nous sommes un pays éveillé par le danger et appelé à défendre la liberté¹⁹¹. »

Les États-Unis possèdent donc une longue histoire de création de discours où un Soi juste et bon est confronté à un Autre démoniaque. Comme le rappelle Debra Merskin, historiquement, « une combinaison de divers éléments de mésinformation a fonctionné

¹⁸⁹Karine Prémont, *La télévision mène-t-elle le monde? : Le mythe de l'effet CNN sur la politique étrangère des États-Unis*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2006, p. 9.

¹⁹⁰ Plusieurs exemples sont donnés de ce genre de reportages. Nous prenons ici en exemple le cas d'un reportage de CBS le 1 novembre 1967 rapporté par Cumings dans Bruce Cumings, *War and Television*, Londres et New York, Verso, 1992, p. 87.

¹⁹¹ G.W. Bush, *op. cit.*

pour construire, dans l'imaginaire populaire, une image de l'ennemi qui a une fonction importante dans le maintien du pouvoir politique, ou son hégémonie, à travers l'idéologie¹⁹² ». Comme l'indique l'auteure, dans les cinq discours du président qui ont suivi les attentats, « la construction de stéréotypes calquant l'Autre comme l'ennemi arabe est frappante¹⁹³ ». En établissant les balises de discours et de langage pour établir le climat d'insécurité servant à créer « l'axe du mal », les Américains, en intégrant le vocabulaire politique et médiatique, participaient à la transformation de leur propre culture politique et identitaire. En 2002, le président Bush allait s'avancer :

Les ennemis, dans le passé, avaient besoin de grandes armées et de grandes capacités industrielles pour placer les Américains en situation de danger. Maintenant, des réseaux sombres d'individus peuvent engendrer de grands désordres et la souffrance à l'intérieur de nos frontières pour moins d'argent qu'il n'en faut pour acheter un char d'assaut. Les terroristes sont organisés pour pénétrer des sociétés ouvertes et retourner le pouvoir des technologies modernes contre nous¹⁹⁴.

Si nous admettons qu'il existe quelques changements au discours, particulièrement en raison de « la nature du politique qui se constitue d'activités entre les groupes et individus¹⁹⁵ », il n'en demeure pas moins qu'il renferme encore clairement la distinction Soi/Autre. Alors que les Américains sont considérés comme des « sociétés civiles », les terroristes sont décrits comme des « des réseaux sombres d'individus ». Des mois plus tard, le discours contient tout de même les éléments qui l'ont vu naître, à savoir cette construction des identités, un clivage idéologique entre le Soi et l'Autre, une déshumanisation de l'Autre et la glorification du Soi. Le climat de peur, à savoir que la

¹⁹² Debora Merskin, « The Construction of Arabs as Enemies : Post-September 11 Discourse of George W. Bush », *Mass Communication & Society*, Vol. 7, No. 2, 2004, p. 158.

¹⁹³ *Ibid.*

¹⁹⁴ G.W. Bush, « The national security strategy of the United States of America », 2002, retranscription dans Randy Martin, « America as risk/Securitizing the Other », *Interventions*, Vol. 6, No. 3, 2004, p. 351-361.

¹⁹⁵ Iver B. Neumann, *op. cit.*, p. 71.

menace peut être partout et nulle part à la fois, peut provenir de partout à tout moment, contribue à la consolidation de la société du risque post 11 septembre 2001. Et semble-t-il que les médias aient joué un rôle dans la transmission de discours vers la masse.

3. *Étudier l'intersubjectivité : « The New York Times : LA RÉACTION: Plusieurs auditeurs et lecteurs sont rassurés par un langage dur¹⁹⁶ »*

Les médias constituent un outil de représentation indispensable lorsque l'on tente de comprendre de quelle façon les événements façonnent nos vies ou encore lorsque l'on cherche à leur attribuer un sens. Ce sens, toutefois, n'est pas découvert par l'individu lorsqu'il assiste à cette représentation, mais il est préalablement le fruit d'un discours imposé au téléspectateur. Pour abonder dans le même sens que le professeur et chercheur Patrick Charaudeau, il nous semble pertinent de soutenir que « tout discours, avant de témoigner d'un monde, témoigne d'une relation, ou plus exactement, témoigne du monde en témoignant d'une relation. [...] Le sujet informateur, pris dans les filets du processus de transaction, ne peut construire son information qu'en fonction des données spécifiques de la situation d'échange¹⁹⁷ ». Ainsi, en temps de guerre où la population cherche non seulement à comprendre sa participation au conflit, mais encore la signification des événements, ce processus de transaction où est construit et livré le discours médiatique revêt une forme cruciale. Si le lien entre l'image, le discours, le journaliste, le médium et le public pouvait être à lui seul un sujet de recherche, nous nous contenterons de souligner qu'ensemble, nous estimons que ces variables constituent le nouvel espace public où la culture populaire prend ses aises. Cet espace public a considérablement

¹⁹⁶ Robert D. McFadden, « A NATION CHALLENGED : THE REACTION; Many Listeners Are Reassured By Tough Talk », *New York Times*, 21 septembre 2001.

¹⁹⁷ Patrick Charaudeau, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck (collection medias recherches), 2005, p. 31.

changé depuis l'intégration de la télévision à la vie quotidienne, et il est juste de dire qu'aujourd'hui, il correspond « de plus en plus largement avec l'espace social et symbolique circonscrit par les médias et les technologies de l'information et de la communication¹⁹⁸ ». En ce sens, l'espace public peut être compris comme « une scène d'apparition, étant à la fois un lieu de représentation et de spectacle¹⁹⁹ ».

Les médias constituent donc un outil important non seulement pour la population, mais pour les dirigeants politiques qui parviennent à travers eux à communiquer avec la masse. Devenus essentiels à la politique étrangère, Karine Prémont estime que l'importance des médias est aussi attribuable à l'influence directe qu'ils ont sur les citoyens et que par ce fait, ils contribuent à former l'opinion publique²⁰⁰. C'est d'ailleurs Dina Gravilos, en analysant la représentation de l'Arabe comme Autre dans le discours médiatique, qui a affirmé que « les nouveaux médias, en particulier, ont le pouvoir culturel et idéologique de construire, représenter, renforcer et de rendre légitime de nombreuses relations sociales de pouvoir à travers des politiques identitaires²⁰¹ ».

Le professeur et écrivain français François Brune, dans une analyse du discours médiatique et de ses impacts sur les consciences populaires, est arrivé à la thèse selon laquelle l'individu en est venu à être dépossédé de lui-même par le biais du discours journalistique qu'il s'est approprié comme étant de sa création dans le but de participer à

¹⁹⁸ Philippe Breton et Serge Proulx, *L'Explosion de la communication à l'aube du XXI^e siècle*, Montréal, Boréal/La Découverte, 2002, p. 191.

¹⁹⁹ Les auteurs Philippe Breton et Serge Proulx reprennent ici les arguments de Arendt (1991) et de Cotteret (2002), dans *ibid.*, p. 191.

²⁰⁰ Karine Prémont, *La télévision mène-t-elle le monde? : Le mythe de l'effet CNN sur la politique étrangère des États-Unis*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2006, p. 3

²⁰¹ Dina Gavrilos, « Arab Americans in a nation's imagined community : How news constructed Arab American reactions to the Gulf War », *Journal of Communication Inquiry*, Vol. 26, No. 4, p. 432,

la compréhension de l'époque à laquelle il appartient²⁰². Selon lui, c'est « la classe médiatique [qui] constitue le réel événementiel qu'elle croit constater²⁰³ » et de par le processus de la sélection de l'information, les événements seraient en fait « des épiphénomènes masquant des réalités de fond »²⁰⁴. Comme dans le cas de la guerre du Golfe, la question n'est pas de savoir si la guerre contre le terrorisme a ou n'a pas eu lieu, qu'on l'ai vu ou qu'on ne l'ai pas vu. Selon Brune, « des informations éparses, des bouts d'images simulées ont suffi comme effets de réel : l'essentiel était pour le public de savoir qu'il y avait événement et qu'il le 'vivait'²⁰⁵ ». Ainsi, et à la lumière de la couverture médiatique qui a directement suivi les événements du 11 septembre 2001²⁰⁶, les médias, en raison de l'incompréhension des attaques, du fait que le vocabulaire pour expliquer l'événement était déficient ou inexistant, se sont retranchés sur le discours politique qui lui avait pour but de légitimer une intervention, créer un discours qui serait acheminé et accepté par la masse et qui justifierait par une dichotomie Soi/Autre la guerre contre le terrorisme. Et comme nous le verrons, les impacts ont été majeurs, instituant une peur commune comme construction de l'identité culturelle et justifiant la surveillance généralisée comme mécanisme de gestion biopolitique, dans le nouveau paradigme du *risk management*.

Une théorie intéressante a été développée par des chercheurs américains à la fin des

²⁰² Il s'agit ici de la thèse générale de l'auteur, donc nous ne pouvons fournir une page précise : François Brune, *Les médias pensent comme moi! Fragments du discours anonyme*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1996.

²⁰³ *Ibid*, p.25

²⁰⁴ *Ibid*, p. 26.

²⁰⁵ *Ibid*, p. 28.

²⁰⁶ En raison des limites rédactionnelles que nous imposent cette thèse, nous ne pouvons nous livrer à une analyse de fond de la couverture médiatique. Notre affirmation repose sur l'analyse des lectures et textes que nous avons présentés jusqu'ici.

années 80 dans les études portant sur la société du risque, soit celle du Social Amplification of Risk Framework (SARF)²⁰⁷. L'idée était de comprendre pourquoi certains risques, définis par les experts comme n'étant pas menaçants, « en sont venus à saisir une attention socio-politique considérable (et amplifiée), alors que d'autres risques, définis comme étant objectivement menaçants, captent peu l'attention²⁰⁸ ». L'importance des médias, dans cette perspective, a été prouvée primordiale. Comme le rappelle Alison Anderson, c'est dans cette perspective théorique que Ulrich Beck arrivera à affirmer que « les médias ont un rôle clé dans la formation de la compréhension des risques, pour le public. Dans la société du risque, les médias agissent à la fois en tant que véhicule par lequel les experts livrent des informations institutionnelles au public, et paradoxalement, comme canal de réflexivité et de critique publique²⁰⁹ ».

Si nous n'avons ni l'espace ni le temps nécessaire pour faire une étude approfondie des textes journalistiques, éditoriaux et couvertures télévisuelles adéquates qui ont été produits à la suite du 11 septembre 2001 aux États-Unis, nous souhaitons prouver que des récits précis se sont mis en branle et, comme l'ont démontré des études passées et l'ont articulé de nombreux chercheurs, que les médias jouent un rôle actif dans la transmission des discours et dans l'acceptation et l'intégration identitaire par les populations.

²⁰⁷ Alison Anderson, « Media and risk », dans Gabe Mythen, Sandra Walklate (ed.), *Beyond the Risk Society. Critical Reflections on Risk and human Security*, Open University Press, England, 2006, p. 118.

²⁰⁸ *Ibid*, p. 118-119.

²⁰⁹ *Ibid*, p. 120.

Chapitre 3 : Devenir une société américaine du risque

The usage or even over-usage of the term indicates that fear is not simply a reaction to a specific danger, but a cultural metaphor for interpreting life²¹⁰.

Jef Huysman a procédé à une analyse du domaine de l'insécurité basée sur une interprétation de l'insécurité « comme domaine de pratiques produites et reproduites à travers une rationalité de la sécurité socialement et politiquement teintée²¹¹ ». Or, même si notre compréhension de la sécurité a pour point de départ théorique cette conception, l'analyse que nous proposons est, pour sa part, axée sur la menace, plus particulièrement sur le risque qu'engendre la peur omniprésente dans la société américaine.

C'est le chercheur Peter N. Stearns qui a soulevé, dans une analyse ayant pour but de comprendre la nouvelle peur américaine, qu'à la suite du 11 septembre 2001, plusieurs Américains ont non seulement cessé d'utiliser les avions comme moyens de transport, mais également les autobus et les trains, puisqu'ils se sentaient « effrayés, si effrayés »²¹². Il ajoute que « non seulement les émotions mènent à soutenir certaines politiques (...), elles sont aussi en relation de corrélation avec des symptômes de santé mentale d'anxiété et de dépression²¹³ ». Cette nouvelle culture de la peur, également issue des récentes vagues sociologiques, est perçue par Beck comme une « évasion pathologique intrinsèquement liée à l'expérience des attentats de 2001²¹⁴ ». La société du risque, comme le rappelle Keith Spence, aide ainsi à « expliquer ces comportements, tout en les

²¹⁰ Frank Furedi, *Culture of Fear Revisited*, Continuum, New York, 2006, p. vii.

²¹¹ Jef Huysmans, *The Politics of Insecurity. Fear, migration and asylum in the EU*, Routledge, New York, 2006, p. 6

²¹² Peter N. Stearns, *American Fear. The Causes and Consequences of High Anxiety*, op cit, p. 26.

²¹³ *Ibid*, p. 26.

²¹⁴ Keith Spence, « World Risk Society and War Against Terror », *Political Studies*, Vol. 53, 2005, p. 286.

mettant au défi en démenageant le risque dans son environnement critique et global et ses contextes politiques et économiques²¹⁵ ». Et c'est dans cette veine que Frank Furedi développe son argument selon lequel ce qui devrait nous inquiéter n'est pas autant ce que font les terroristes, mais bien « notre réaction à ces actions, puisque les dommages qu'ils causent pourraient bien être dépassés par notre réponse²¹⁶ ».

L'implication du langage dans la description du Soi et de l'Autre repose sur le fait que « l'identité est à la base de l'action humaine²¹⁷ », détermine nos comportements et la façon dont nous voyons le monde et elle trouve son crédo dans la culture. L'identité, comme nous le soutenons depuis le début de cette analyse, est le produit de la formation, de la transmission et de l'intégration du discours dominant formé par le langage. Mais comment la production biopolitique et culturelle des identités mène-t-elle à la production culturelle de la peur, qui fait naître la société du risque, et quel est son impact sur notre méthode de gouvernance post-11 septembre 2001? Les prochains paragraphes tenteront d'apporter une réponse satisfaisante à ces questions.

La peur comme construction culturelle et son impact sur l'identité des acteurs

En 1980, un nouveau désordre psychiatrique est répertorié aux États-Unis et les médecins estiment qu'il touche des millions d'Américains : le trouble panique (« panic disorder »)²¹⁸. Pour expliquer le phénomène de terreur qui touche la population à cette

²¹⁵ *Ibid*, p. 286.

²¹⁶ Frank Furedi, *Invitation to Terror. The Expanding Empire of the Unknown*, Continuum, New York, 2007, p. xv.

²¹⁷ Richard Jackson, *Writing the War on Terrorism. Language, Politics and Counter-Terrorism*, Manchester University Press, Manchester, 2005, p. 59.

²¹⁸ Jackie Orr, *Panic Diaries. A Genealogy of Panic Disorder*, Duke University Press, Durham and London, 2006, p. 11.

époque, qui traverse la sphère sociale, médicale et souvent politique, Jackie Orr part du postulat de la théorie du biopouvoir de Foucault et développe en 2006 le concept de *psychopouvoir*. De par les technologies et techniques de savoir développées par la société normalisée et qui régulent la vie, la santé et les désordres psychologiques des individus et des populations, le psychopouvoir « opère à travers la surveillance psychologique, son suivi et sa discipline, administrant de l'ordre dans des cadres de perception, d'émotion et de mémoire turbulents²¹⁹ ». Elle va plus loin :

Le psychopouvoir rend possible l'administration "démocratique" de collectivités ou de groupes à travers des techniques de sondage d'opinion publique, de mesure de comportements et d'exams psychologiques, intensifiant et multipliant les réseaux de réactions communicationnelles entre les corps dirigeants et les corps qu'ils gouvernent²²⁰.

Si les points d'ancrage de la panique sont intéressants à étudier, c'est davantage l'utilisation de la peur dans le discours, peur qui est à la base du sentiment de panique, qui nous intéresse. Au lendemain du 11 septembre 2001, les Américains se sont vus confrontés à un discours politique et identitaire où la dichotomie Soi/Autre était clairement établie, comme nous l'avons démontré au chapitre précédent. Toutefois, pour maintenir un climat de peur et l'implanter solidement dans la société, ce discours et ces termes doivent être répétés. Et c'est sur le pouvoir de l'imaginaire que se sont joués ces discours :

Les Iraquiens ne se sont jamais expliqués pour toutes les armes biologiques ils ont admis posséder et que nous savons en leur possession. Ils ne se sont jamais expliqués sur les matériaux biologiques qui ont été nécessaires à leur conception. Et ils ne se sont jamais expliqués pour la possession de plusieurs

²¹⁹ *Ibid*, p. 11.

²²⁰ *Ibid*, p. 12.

des armes de cette nature comme, par exemple, leurs 400 bombes. Nous avons ici des évidences, non pas des spéculations. Ceci est la vérité. [...] Il n'y a aucun doute que Saddam Hussein détient des armes biologiques de même que la capacité à en produire davantage rapidement. Et il a aussi l'habileté à diffuser ces poisons et maladies de manière à causer des morts de façon massive et la destruction. Si les armes biologiques semblent trop horribles pour même les conceptualiser, les armes chimiques sont pareillement effrayantes²²¹.

Si nous savons maintenant comment sont consolidés les discours, Jutta Weldes rappelle qu'il nous faut cerner « comment le public comprend ces discours, comment les discours dominants deviennent le sens commun et comment ils peuvent être contestés et pour y arriver, il est impératif d'étudier la culture populaire²²² ». Toutefois, la culture en elle-même est un concept contesté. En effet, comme le rappellent Weldes, Laffey, Guterson et Duval, « la culture englobe la multiplicité de discours à travers lesquels le sens est produit, ce qui inclut les discours à propos de la culture même²²³ ». Ce sens peut donc être contredit ou se retrouver confronté à d'autres interprétations. En souhaitant démontrer que la production culturelle des insécurités implique et est impliquée dans la production culturelle des identités des acteurs, ils avancent ainsi que l'insécurité « est elle-même le produit du processus de construction de l'identité dans lequel le Soi et l'Autre, ou les Autres, sont construits²²⁴ ». Si cette interprétation constructiviste est discutable, il n'en demeure pas moins que l'identité proposée (le Soi), consolidée à travers un discours politique, médiatique et social, trouve une niche dans les comportements des acteurs et arrive à les transformer par la culture. Si nous ne sommes

²²¹ Colin Powell, Secretary of State, Allocution devant le Conseil de sécurité de l'ONU, 5 février 2003.

²²² Jutta Weldes, « High Politics and Low Data », dans Dvora Yanow, Peregrine Schwartz-Shea (dir.), *Interpretation and Method : Empirical Research Methods and the Interpretative Turn*, M.E. Sharpe, Armonk New York, 2006, p. 178.

²²³ Jutta Weldes, Mark Laffey, Hugh Guterson, Raymond Duvall (dir.), *Cultures of Insecurity. States, Communities, and the Production of Danger*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1999, p. 2.

²²⁴ *Ibid.*, p. 10.

pas en accord avec l'affirmation de ces auteurs selon laquelle ce serait l'État qui articulerait les dangers²²⁵ – notre prisme analytique nous pousse plutôt à croire que ce sont les acteurs politiques qui interprètent ce qu'ils voient en fonction du sens qu'ils souhaitent donner aux événements et que ce sont à travers les relations qui traversent les individus que nous pouvons comprendre la production et circulation du biopouvoir -, nous devons toutefois accorder du poids à l'argument soulignant que « la production de l'insécurité requiert un travail social considérable de production, de reproduction et de transformation, et que par conséquent, les discours dominants doivent constamment se reproduire pour faire face aux défis de leur « construction²²⁶ » du monde²²⁷ ». Et ce sont ces représentations, qui sont culturelles puisqu'ancrées dans une historicité et société précises, qui permettent à la culture populaire de prendre forme. Et comme le dit Weldes, « la culture n'est pas qu'un ensemble d'objets fabriqués (livres, films), mais c'est un ensemble de pratiques qui contribuent à la production et l'échange de sens entre les membres d'une société et la culture populaire est un élément substantiel de ce champ²²⁸ ».

La peur est utilisée comme dispositif de manipulation depuis longtemps par les acteurs qui produisent et articulent le discours. Plusieurs auteurs se sont penchés sur le phénomène de la peur dans la société et son exploitation par le politique. Ainsi, nous pouvons admettre que le pouvoir de la peur comme outil de manipulation dans une

²²⁵ *Ibid*, p. 18

²²⁶ Si les auteurs choisissent de parler de *construction*, nous préférons ici parler d'*interprétation*, voire de *performativité*.

²²⁷ Jetta Weldes, Mark Laffey, Hugh Guterson, Raymond Duvall (dir.), *Cultures of Insecurity. States, Communities, and the Production of Danger*, *op. cit*, p. 16.

²²⁸ Jutta Weldes, « High Politics and Low Data », *op. cit*, p. 179.

société est grand. Matteo Stocchetti soutient d'ailleurs un argument fort intéressant que nous nous permettons de traduire librement :

La peur transforme les comportements des acteurs qui assistent et intègrent le discours de trois manières, à savoir que les changements dans l'attitude et les comportements des individus (lorsqu'exposés à la peur) permettent aux idées conservatrices et autoritaires de s'implanter avec beaucoup plus de facilité, que les politiques de peur sont à la base de la volonté de l'individu d'abandonner ses libertés au profit de la sécurité, et enfin dans un tel contexte, que les masses deviennent trop faibles, trop vulnérables et trop effrayées pour exercer leurs droits démocratiques et pour être des détenteurs crédibles d'autorité²²⁹ ».

Si les politiques de la peur sont définies comme une « tentative pour contrôler les conditions qui font de la sécurité une valeur suprême en société²³⁰ », et sont ainsi utilisées par ceux qui articulent le discours, la culture de la peur en découle directement, dans le sens où « elle naît de cette peur qui est possible de par une culture qui dégage de l'hésitation et de l'anxiété face à ce qui est incertain et qui envisage perpétuellement le pire dénouement possible aux situations auxquelles elle est confrontée²³¹ ».

Comme l'explique Furedi, l'utilisation de la peur sert à la promotion de différentes causes, que l'on pense à la santé, à l'environnement, à la production nucléaire, au trafic d'armes, et cela le pousse à déplorer que « la promotion de la peur et la manipulation de l'information, faite sous forme de propagande, est souvent justifiée par l'argument qu'il

²²⁹ Matteo Stocchetti, « Chapter 12 : The Politics of Fear : A Critical Inquiry into the Role of Violence in 21st Century Politics », dans Adam Hodges, Chad Nilep, (dir.), *Discourse, War and Terrorism*, John Benjamins Publishing Company, Amsterdam/Philadelphia, 2007, p. 230.

²³⁰ *Ibid*, p. 224.

²³¹ Frank Furedi, *Culture of Fear Revisited*, *op. cit*, p. 5.

s'agit d'un maigre prix à payer pour acheminer un bon message au public²³² ». Dans le cas de la guerre contre le terrorisme, la peur de l'Autre a été grandement utilisée pour justifier la mise en place d'une politique étrangère plus que controversée. Si l'objectif n'est pas ici de faire une critique ou analyse de cette politique, nous soutenons qu'en utilisant la peur comme principal élément de contrôle des masses, les acteurs sont arrivés à rejoindre les individus de par la culture de la peur qui déjà était présente, et à propager le discours dominant dans la population. Une peur qui s'est immiscée dans divers discours politiques et documents, par exemple dans le document de stratégie nationale en matière de sécurité du président Bush, où l'on peut lire :

L'environnement de sécurité auquel sont confrontés les États-Unis aujourd'hui est radicalement différent de celui auquel nous avons fait face dans le passé. La mission première du gouvernement des États-Unis demeure toutefois celle qu'elle a toujours été: protéger les Américains et les intérêts américains. Il s'agit d'un principe fondamental qui force le gouvernement à anticiper et contrecarrer les menaces, utilisant tous les éléments du pouvoir national à sa disposition avant même que la menace ne crée des dommages graves. Plus grande est la menace, plus grand est le risque d'inaction – de même, plus grande devient la nécessité de prendre des mesures d'anticipation pour nous défendre, même si l'incertitude demeure en ce qui concerne le lieu et le temps de l'attaque ennemie. Il existe peu de menaces plus grandes que la menace terroriste faite avec une arme de destruction massive²³³.

Les exemples de l'utilisation de la peur dans les discours sont partout à la suite du 11 septembre 2001, transformant la perception du monde pour les Américains comme un lieu où le risque est omniprésent. Cette peur véhiculée dans le discours s'est concrétisée dans la population en la transformant en une société du risque. Par exemple, la surveillance aux aéroports s'est accrue à la suite de septembre 2001, les techniques de surveillance autant dans les lieux privés que publics ont pris de l'ampleur, ce qui laisse

²³² *Ibid*, p. 33.

²³³ Document de la Maison Blanche, The National Security Strategy, mars 2006, disponible au : <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/nsc/nss/2006/index.html>

penser que les risques sont plus grands ou importants qu'ils ne l'étaient. On pourrait aussi revenir au *Total Information Awareness*, né justement du sentiment de peur. La volonté de protéger les États-Unis d'attaques futures est devenue d'une telle importance que pour un moment, l'idée de mécanismes de surveillances et agissant à titre de chien de garde a infiltré le discours de la sécurité²³⁴. Le fait est que le sentiment de menace pouvant survenir de n'importe où, à n'importe quel moment, a servi à rendre légitime des outils de surveillance. Comme le rappellent Popp et Poindexter, « les terroristes ne se distinguent pas typiquement de la population locale civile. Ils ne font pas partie d'une force militaire organisée et conventionnelle – ils forment plutôt une toile organisationnelle adaptée basée sur des affinités tribales ou religieuses²³⁵ ». Les technologies de surveillance, dans ce contexte, sont devenues primordiales à la protection des individus, comme le témoigne l'idée de mettre sur pied un programme comme le *Total Information Awareness*. Dans la même veine, pour reprendre Maija Stenvall, qui a produit une étude sur le phénomène de la peur dans le discours de deux nouvelles agences internationales au lendemain du 11 septembre 2001, « le sentiment de peur (et toutes émotions lui étant liées, par exemple l'inquiétude et l'anxiété) a joué un rôle prédominant dans le discours terroriste et la guerre contre le terrorisme qui en a découlé²³⁶ ».

Pour nous aider à cerner pourquoi et comment cela a été possible, comment l'improbable en est devenu à être accepté comme le probable par la population, il est

²³⁴ Robert Popp, John Poindexter, « Countering Terrorism through Information and Privacy Protection Technologies », *IEEE Security & Privacy*, nov/dec 2006, p. 18.

²³⁵ *Ibid.*

²³⁶ Maija Stenvall, « 'Fear of Terror Attack Persists' : Constructing Fear in Reports on Terrorism by International News Agency », dans HODGES, Adam, NILEP, Chad, (dir.), *Discourse, War and Terrorism*, *op. cit.*, p. 205.

intéressant de revenir au concept de l'affect. En voulant comprendre comment la population en était arrivée à percevoir et accepter le risque que représentait le pouvoir nucléaire lors de la guerre froide, Ellen Peters et Paul Slovic ont utilisé les concepts de l'affect et de la connaissance comme outils d'analyse et en sont arrivés à la conclusion que « l'image que l'on se fait d'un endroit et la signification émotionnelle qu'un individu y attache sont liées à la vision qu'il se fait du monde²³⁷ ». Si cette affirmation est peu surprenante, l'analyse est intéressante en soi lorsque les auteurs écrivent que « nos comportements envers le pouvoir nucléaire font partie de « qui nous sommes ». Nous ne pouvons facilement changer ce comportement sans changer des parties de nos visions sociales du monde²³⁸ ». Les émotions seraient donc « constituantes des croyances et les renforceraient,²³⁹ » alors qu'elles sont à la base du sentiment et de la vision de l'individu face au monde. Dans un essai portant sur les croyances émotionnelles, Jonathan Mercer soutient alors « qu'une croyance est la proposition qu'une chose soit vraie et qu'une connaissance est une certitude sans risque qu'elle soit fausse, une croyance émotionnelle est l'acceptation d'une donnée tout en sachant qu'il y ait un risque qu'elle soit fausse²⁴⁰ ». Dans la même veine, nous argumentons que le risque naît d'une croyance émotionnelle, directement produite par l'affect qui est à la source du sentiment d'appartenance commune d'une société, de son identité et que c'est parce que la culture américaine est depuis longtemps traversée d'un bout à l'autre par la peur qu'à la suite du 11 septembre 2001, elle est devenue une société du risque.

²³⁷ Ellen Peters, Paul Slovic, « The Role of Affect and Worldviews as Orienting Dispositions in the Perception and Acceptance of Nuclear Power », *Journal of Applied Social Psychology*, Vol. 26, No. 16, 1996, p.1431.

²³⁸ *Ibid*, p. 1451.

²³⁹ Jonathan Mercer, « Emotional Beliefs », *International Organization*, Vol. 64, hiver 2010, p. 3.

²⁴⁰ *Ibid*, p. 3.

Le fait est que la réaction et l'émotion partagées par les Américains au lendemain du 11 septembre 2001 s'ancrent dans une tradition identitaire formée par un discours politique qui est actif depuis longtemps. C'est d'ailleurs David Campbell qui avance que la guerre froide a été un moment important dans la «(re)production de l'identité américaine, une guerre animée par une inquiétude pour les limites éthiques de l'identité plutôt que par les frontières territoriales de l'État²⁴¹ ». L'histoire et la façon dont elle a été présentée aux Américains à travers les discours politiques et médiatiques ont ainsi établi les balises pour que la formation identitaire soit liée à une culture de la peur. Ce qui est nouveau dans le discours et stratégies de défense nationale aux États-Unis depuis les attentats, c'est « le déploiement de l'*intégration* comme stratégie principale de sécurité et de politique étrangère, comme le rappellent certains auteurs²⁴² ». Comme divers auteurs l'expliquent, « l'idée d'intégration suppose la notion d'exclusion et démontre la dissolution de la spatialité intérieure/extérieure en terme de politique de sécurité²⁴³ ». L'objectif principal des auteurs est de comprendre comment se sont conceptualisées les *géographies imaginatives* dans le *Project for a new American Century*, et qui spécifient les façons dont *est le monde*²⁴⁴.

En mettant de l'avant un nouvel ensemble de règles globales issues des préoccupations que l'on retrouve dans le document officiel, ils avancent que depuis le 11

²⁴¹ David Campbell, *Writing Security. United States Foreign Policy and the Politics on Identity*, revised edition, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1998, p. 168.

²⁴² Luiza Bialasiewicz, David Campbell, Stuart Elden, Stephen Graham, Alex Jeffrey, Alison J. Williams, « Performing Security : The Imaginative Geographies of Current US Strategy », *Political Geography*, Vol. 26, 2007, p. 415.

²⁴³ *Ibid.*, p. 416

²⁴⁴ *Ibid.*

septembre 2001, « le gouvernement et l'armée américain ont dévoilé de nombreux documents soulignant leur stratégie en matière de sécurité. Chaque document réitère et redéfinit à la fois d'anciennes déclarations stratégiques, créant par le fait même un sens de stabilité et de proximité qui naturalise une certaine vision du monde²⁴⁵ ». À la lumière de cet argument, nous croyons donc que le discours de la peur a eu un tel impact dans la population, puisqu'à travers elle circulait déjà cette vision du monde du Soi et de l'Autre vivant dans un espace géographique de plus en plus poreux, où le sentiment d'insécurité prend place. Comme le rappelle Anastassia Tsoukala, « le processus de définition de la menace reflète des cadres idéologiques, des paris politiques et sociaux, ainsi que des schémas interprétatifs qui supportent la façon dont les institutions ou groupes sociaux auxquels appartiennent ceux qui la définissent priorisent leur propre intérêt²⁴⁶ ». Et l'intérêt d'instaurer la peur dans la culture identitaire pour transformer la société en une société du risque, nous le croyons, est d'arriver à instaurer la surveillance généralisée comme nouvelle forme de gouvernementalité.

Le paradigme du « risk management » : surveiller pour gouverner

Pour Foucault, le pouvoir n'est pas imposé à la population, mais il circule à travers elle, et c'est « en rompant avec la conception hobbesienne du pouvoir souverain qu'il est en mesure d'introduire la notion de biopouvoir²⁴⁷ », dont nous avons expliqué les assises et bases théoriques dans le premier chapitre. Il est toutefois bon de garder en mémoire que

²⁴⁵ *Ibid*, p. 414.

²⁴⁶ Anastassia Tsoukala, « Terrorist Threat, Freedom and Politics in Europe », dans Patricia Noxolo, Jef Huysmans (dir.), *Community, Citizenship and the « War on Terror » : Security and Insecurity*, Palgrave Macmillan, New York, 2009, p. 72.

²⁴⁷ François Debrix, Alexander D. Barder, « Nothing to Fear but Fear : Governmentality and the Biopolitical Production of Terror », *International Political Sociology*, Vol. 3, 2009, p. 404.

la biopolitique fait référence à la « rationalisation des pratiques gouvernementales qui prennent en charge la gestion et la régulation des populations, et qu'avec la montée des biopolitiques, le pouvoir de l'État n'est donc plus celui de décider sans égard pour la vie, mais plutôt celui de produire la vie²⁴⁸ ». Ainsi, en suivant cette prémisse foucauldienne, François Debrix et Alexander D. Barder avancent que la peur doit être « produite et reproduite par les agents du gouvernement afin d'établir le contrôle et la supervision des corps sociaux à travers des mécanismes multiples de mesures, calculs, amélioration et prévention de la vie²⁴⁹ ». Nous pouvons, encore une fois, faire référence aux caméras de surveillance qui sont de plus en plus présentes dans les lieux publics. Dans cette optique, « la biopolitique de la peur serait issue d'un monde post 11 septembre 2001 et serait érigée par une gouvernementalité qui s'opère et qui invalide l'État de son monopole central sur le pouvoir²⁵⁰ », une gouvernementalité que définit ainsi Foucault :

Par « gouvernementalité », j'entends l'ensemble constitué par les institutions, les procédures, analyses et réflexions, les calculs et les tactiques qui permettent d'exercer cette fore bien spécifique, quoique complexe, de pouvoir qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir l'économie politique, pour instrument technique essentiel les dispositifs de sécurité. [Il entend aussi...] la tendance, la ligne de force qui, dans tout l'Occident, n'a pas cessé de conduire, et depuis fort longtemps, vers la prééminence de ce type de pouvoir qu'on peut appeler le « gouvernement » sur tous les autres. [Et enfin...] le processus, ou plutôt le résultat du processus par lequel l'État de justice du Moyen Âge devenu au XVe et XVIe siècles État administratif s'est trouvé petit à petit « gouvernementalisé²⁵¹ ».

²⁴⁸ David Grondin, Miguel de Larrinaga, « Securing Prosperity or Making Securitization Prosper? The Security and Prosperity Partnership as North American Biopolitical Governance », *International Journal*, Summer 2009, p. 78-79.

²⁴⁹ François Debrix, Alexander D. Barder, « Nothing to Fear but Fear : Governmentality and the Biopolitical Production of Terror », p. 400.

²⁵⁰ *Ibid*, p. 400.

²⁵¹ Michel Foucault, *Naissance de la Biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*, Seuil/Gallimard, Paris, 2004, p. 111-112.

Nous argumentons que ces procédures et tactiques ont donné lieu à une biopolitique de la peur, qui elle s'est consolidée en une société du risque aux États-Unis. À la base de l'élaboration du concept de la société du risque, nous l'avons déjà souligné, sont les travaux d'Ulrich Beck. Nous avons donc accepté que le trait qualificatif du risque est son caractère imprévisible, et le fait qu'il est une réaction à une projection du futur. Or, Beck ajoute que « le caractère supranational du risque permet l'émergence d'une nouvelle assignation globale et mondiale du danger et qu'il devient pratiquement impossible pour l'individu de procéder à des choix individuels²⁵² ». C'est ce qui lui permet d'avancer l'argument que nous croyons central à notre thèse, selon lequel « dans la société du risque, la gestion de la peur et de l'incertitude finissent par constituer une *qualification culturelle essentielle*, tant dans le domaine de la biographie que dans celui de la politique²⁵³ ».

La crainte de la population face au risque ne serait donc plus un enjeu périphérique, mais « elle serait construite dans notre environnement, culture et dans les routines de tous les jours qui guident nos vies²⁵⁴ ». Les auteurs Didier Bigo et Emmanuel-Pierre Guittet écrivaient récemment dans un texte portant sur les notions d'exception, de suspicion et de la radicalisation dans la guerre contre le terrorisme, qu'au cœur du discours américain sur le terrorisme global, « la transnationalisation de la menace est devenue un argument qui atténue, d'une part, la frontière entre l'ennemi et le criminel, les activités policières dans les champs criminels, de l'intelligence et de la surveillance, et, d'autre part, les interventions de renforcement de la loi dirigées envers un ennemi qui

²⁵² Ulrich Beck, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Champs essais, Paris, 2008, p.73-74.

²⁵³ *Ibid*, p. 139.

²⁵⁴ Christopher Coker, *Globalisation and Insecurity in the Twenty-first Century: NATO and the Management of Risk*, Oxford University Press, New York, 2002, p. 58.

aurait infiltré la société²⁵⁵ ». Le caractère transnational de la menace est ici important, puisqu'elle affecte les comportements des acteurs. En marchant dans les pas de Beck lorsqu'il soutient que les risques ont une individualisation qui est elle-même devenue l'unité reproductrice du social dans le monde, Coker va plus loin et avance que « l'insécurité n'est pas seulement une réalité de l'environnement dans lequel nous vivons, mais qu'elle est devenue notre *état d'être*²⁵⁶ ». Il soutient que « le fait que le terrorisme soit global accentue notre insécurité parce que, comme beaucoup d'autres menaces, sa portée est trop apocalyptique pour être contenue confortablement dans des régimes de sécurité ou même dans un nouvel ordre mondial²⁵⁷ ». En admettant que les pratiques de sécurité et le monde dans lequel nous vivons aient radicalement changé depuis le 11 septembre 2001, cette nouvelle ère du risque nous force à admettre que nous entrons dans un nouveau paradigme, celui du *risk management*. Pour Coker, ce postulat est clair : « Aujourd'hui, les États-Unis ont adopté un nouveau paradigme de sécurité: la gestion du risque pour adresser trois défis très différents les uns des autres et qui ont émergé dans les premières années du 21e siècle: la montée du terrorisme, la montée inexorable de la puissance de la Chine et finalement, l'anarchie grandissante issue d'un monde de moins en moins délimité en terme de frontières²⁵⁸ ». Si les trois éléments sont des pistes d'analyses intéressantes, nous nous concentrerons à explorer le fait que l'émergence du terrorisme post-11 septembre a consolidé ce nouveau paradigme où les sociétés du risque doivent être gérées et contrôlées, alors qu'elles ont été créées de toutes pièces par ceux-là mêmes qui souhaitent les gérer. Dans la même veine, nous acceptons l'affirmation de

²⁵⁵ Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, « Northern Ireland as Metaphor: Exception, Suspicion and Radicalization in the 'War on Terror' », *Security Dialogue*, Vol. 42, No. 6, 2011, p. 491.

²⁵⁶ Christopher Coker, *War in an age of risk*, Polity Press, Cambridge, 2009, p. 80.

²⁵⁷ *Ibid.*, p. 74.

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 134.

Frank Furedi selon laquelle « la peur, représentée aujourd’hui par un terrorisme qui fait un grand nombre de victimes, n’est pas confinée à sa capacité de destruction. La peur est plutôt maintenue active et réactivée par son association au risque et à la terreur ressentis, qui ont pour base la certitude que cette menace terroriste est imprédictible et aléatoire, et que ses effets sont incalculables²⁵⁹ ». Ainsi, la surveillance serait aujourd’hui devenue le « véhicule de la gestion du risque global²⁶⁰ », l’instrument assurant l’émergence d’une nouvelle forme de gouvernementalité.

Comme l’avancent de Larrinaga et Doucet, l’intégration du terme global à celui de gouvernementalité change nos compréhensions du pouvoir, puisqu’il nous porte à «prendre en considération les mécanismes et techniques par lesquels des formes et des règles de subjectivité sont produites, maintenues et transformées²⁶¹». Ils avancent que « par la gouvernementalité globale, on tente d’illustrer les déploiements passés et présents des rationalités et technologies de gouvernance qui permettent aux frontières et limites conventionnelles d’opérer dans des réseaux plus larges d’une économie générale de pouvoir²⁶² ». Si le gouvernement peut être compris, dans la logique foucauldienne et que le chercheur Markus Kienscherf reprend, comme « porteur d’un savoir, d’expertises et de représentations concernant à la fois les personnes qui gouvernent et les gouvernés, s’il est caractérisé par les relations internes entre des rationalités et des régimes de pratiques spécifiques, le gouvernement agit donc dans le cadre de la gouvernementalité et constitue

²⁵⁹ Frank Furedi, *Invitation to Terror. The Expanding Empire of the Unknown*, Continuum, New York, 2007, p. 7.

²⁶⁰ Christopher Coker, *Globalisation and Insecurity in the Twenty-first Century: NATO and the Management of Risk*, *op.cit.*, p. 63.

²⁶¹ Miguel de Larrinaga, Marc G. Doucet, « Introduction : The Global Governmentalization of Security and the Securitization of Global Governance », dans Miguel de Larrinaga, Marc G. Doucet (dir.), *Security and Global Governmentality. Globalization, Governance and the State*, Routledge, New York, 2010, p. 9-10.

²⁶² *Ibid.*, p. 9-10.

une forme de pouvoir qui passe au travers la problématique du consensus et de la volonté, d'une part, et la conquête et la guerre, de l'autre²⁶³ ». Le risque serait donc à la base de la nouvelle forme de gouvernementalité. Ainsi, le fait que l'individu ait internalisé à ce point le discours sur la peur et l'ait accepté dans sa culture et son identité permet l'émergence d'une biopolitique de la peur et consolide maintenant la société du risque. Cela découlerait de la nature même du risque, alors que ce serait à cause du « caractère sans limites du risque que son internalisation par la population aurait été possible²⁶⁴ ».

Il serait toutefois trompeur de penser que la société du risque est dépourvue de savoir. Comme l'avançaient d'ailleurs Ericson et Haggerty en 1997, « la société du risque est une société de savoirs parce que les savoirs scientifiques et technologiques sont des sources majeures de risques et constituent la base fondamentale des efforts de sécurité pour arriver à contrôler ces mêmes risques²⁶⁵ ». Or, en admettant que le risque n'est pas uniquement d'ordre technologique – nous l'avons d'ailleurs démontré à de nombreuses reprises dans le cadre de ce travail -, « la gouvernementalité et le biopouvoir, compris ici comme le pouvoir de construire des profils biographiques des populations humaines pour gérer le risque et la sécurité, existent à travers les mécanismes de bureaucratie et de surveillance²⁶⁶ ». Le concept de bureaucratie pourrait être débattu pendant plusieurs paragraphes, mais nous nous contenterons de souligner, comme l'a adroitement fait

²⁶³ Markus Kienscherf, « A Programme of Global Pacification : US Counterinsurgency Doctrine and the Biopolitics of Human (In)Security », *Security Dialogue*, Vol. 42, No. 6, p. 520.

²⁶⁴ Christopher Coker, *War in an Age of Risk*, *op. cit.*, p. 74.

²⁶⁵ Richard V. Ericson, Kevin D. Haggerty, *Policing the Risk Society*, University of Toronto Press Incorporated, Toronto, 1997, p. 88.

²⁶⁶ *Ibid.*, p. 88 à 94.

Rasmussen, que la société occidentale moderne a été moulée par elle²⁶⁷. On soulignera plus spécifiquement, que « la bureaucratisation a introduit une rationalité de la « fin qui justifie les moyens » à la fois dans l'administration publique et le monde des finances, tout en étant grandement influencée par la façon dont l'industrialisation a transformé les modes de production, un processus de modernisation qui est aussi apparent dans le champ de la stratégie²⁶⁸ ». Ainsi, à côté de la surveillance comme structure de gouvernance se trouve la bureaucratie, qui a elle aussi moulé les sociétés, mais plus particulièrement avant le 11 septembre 2001. Nous argumentons que la surveillance aurait depuis remplacé, ou du moins considérablement sapé, son pouvoir.

La surveillance s'est donc concrétisée dans la population en devenant le mécanisme majeur de contrôle du risque, et donc une nouvelle forme de gouvernementalité. Pour arriver à comprendre l'ampleur de cette affirmation, qui constitue l'argument central que tente de défendre cette thèse, il nous faut comprendre ce que nous entendons par la surveillance.

Comme nous l'avons expliqué dans le premier chapitre, la surveillance n'est pas un nouveau concept dans les études de sécurité, et l'État s'en sert depuis très longtemps. Toutefois, comme l'explique Mark B. Salter, « la surveillance dans son contexte traditionnel se pratiquait entre États et servait à des manœuvres diplomatiques, militaires

²⁶⁷ Mikkel Vedby Rasmussen, *The Risk Society at War. Terror, Technology and Strategy in the Twenty-First Century*, Cambridge University Press, New York, 2006, p. 4.

²⁶⁸ *Ibid*, p. 5.

ou encore à des fins d'observations internationales²⁶⁹ ». Depuis le 11 septembre 2001 par contre, les mécanismes de surveillance ont profondément changé. Le fait est que la surveillance se distingue des époques précédentes par le fait qu'elle « présente les capacités d'adhérer en permanence à son objet, que celui-ci n'est pas poursuivi mais dessine lui-même la traçabilité de ses pas²⁷⁰ ». Comme le rapporte Sean P. Hier et David Lyon, la surveillance est devenue depuis quelques années une préoccupation sociologique importante, puisqu'elle agit dans les relations sociales des individus qui composent la population²⁷¹. Par conséquent, elle arbore un nouveau visage et assure de nouvelles fonctions; « elle devient impliquée dans le processus de création des activités sociales, puisqu'elle est liée aux nouvelles technologies et à la gestion du risque²⁷² ». Dans l'optique où elle est liée à l'émergence de ces nouvelles technologies, nous pouvons décrire la surveillance comme l'ont fait Deborah G. Jonhson et Kent A. Wayland, soit comme « un ensemble de pratiques qui rassemblent et collectent des données sur les individus ou des entités, avec ou sans leur consentement, dans un but d'analyser ceux-ci sur les bases de leur comportement ou caractéristiques²⁷³ ». Bien que cette définition soit adéquate pour expliquer la façon dont s'opère la surveillance, nous souhaitons ajouter que la surveillance se comprend aussi aujourd'hui en lien avec la transnationalité de la menace et du risque omniprésent, comme l'on souligné bon nombre d'auteurs avant nous. En effet, nous abondons dans le même sens que Coker lorsqu'il affirme que « la

²⁶⁹ Mark B. Salter, « Surveillance », dans Peter J. Burgess (dir.), *The Routledge Handbook of New Security Studies*, Routledge, Londre; New York, 2010, p. 187.

²⁷⁰ Dominique Quessada, « De la sousveillance. La surveillance globale, un nouveau mode de gouvernamentalité », *Multitudes*, No. 40, 2010, p. 54.

²⁷¹ Sean P. Hier, David Lyon, « Introduction : International Perspectives on Surveillance, Technology and the Management of Risk », *International Sociology*, Vol. 19, No. 2, juin 2004, p. 131.

²⁷² *Ibid.*, p. 131.

²⁷³ Deborah G. Jonhson, Kent A. Wayland, « Surveillance and Transparency as Sociotechnical Systems of Accountability », dans Kevin D. Haggerty, Richard V. Ericson, *Surveillance and Democracy*, Routledge, Londre; New York, 2010, p. 23.

surveillance est devenue, dans la société du risque, cruciale dans la collecte d'informations qui permettent aux communautés internationales de déterminer l'échelle de danger que constitue un risque et pour mouler les stratégies de gestion du risque nécessaires pour les affronter²⁷⁴ ». La raison d'être de la surveillance est donc d'être en mesure d'identifier le risque avant qu'il ne se présente.

Dans le cas de la guerre contre le terrorisme, la surveillance est devenue un outil stratégique précieux pour les Américains :

La guerre contre la terreur est un discours puissant, particulièrement parce que la cible du conflit n'est pas un groupe particulier, mais bien l'idéologie antiaméricaine. [...] La surveillance, comme stratégie cruciale de gestion du risque, devient un outil de rhétorique stratégique dominant de la politique américaine post-9 septembre, fournissant l'intelligence et l'analyse justifiant l'anticipation²⁷⁵.

La surveillance qui s'inscrit dans le paradigme du *risk management* a aussi une autre particularité, celle d'être globale. Le chercheur et auteur canadien David Lyon, qui concentre ses recherches depuis longtemps sur les questions de surveillance, soutient que les attentats du 11 septembre 2001 ont constitué un événement global et a eu des impacts sans précédent dans les techniques de surveillance. En effet, « puisque le trafic aérien, les voyageurs étrangers et les courriels ont été impliqués et utilisés pour mener à terme les attentats, les informations sur les passagers aériens, les documents d'immigration et les informations émanant de communications téléphoniques et par voie de courriels sont devenus les éléments les plus importants à surveiller²⁷⁶ ». La conservation de ces données personnelles sur les individus, l'apparition de caméras dans les lieux publics et

²⁷⁴ Christopher Coker, *War in an Age of Risk*, *op. cit.*, p. 138.

²⁷⁵ Mark B. Salter, « Surveillance », *op. cit.*, p. 189.

²⁷⁶ David Lyon, *Surveillance After September 11*, Polity Press, Cambridge, 2003, p. 109.

l'espionnage sur Internet ne sont que quelques exemples illustrant cette nouvelle aire de surveillance globale et généralisée. Comme le dit Lyon, « les informations de surveillance, une fois conservées dans une filière et s'axant sur des données concentrées sur des personnes dans des lieux spécifiques, sont maintenant fluides et globales. Ces conséquences sont globales, dans le sens où ils démontrent l'existence de nouveaux modèles d'activités sociales et de nouveaux arrangements sociaux, qui sont moins contraints par des facteurs géographiques²⁷⁷ ». Louise Amoore et Marieke de Goede poussent la logique de l'entreposage de ces données encore plus loin. En tentant de comprendre comment les bases de données financières et celles de voyage sont employées conjointement dans le cadre de la guerre contre la terreur, dans le sens où le transfert d'informations sur une personne permet d'avoir une image complète d'elle et donc de prévenir la menace, Amoore et de Goede avancent que « les données issues de ces transactions sont redéployées pour sécuriser certains espaces particuliers et produisent de nouveaux espaces de gouvernance, de même que des exceptions et exemptions qui s'appliquent à ces espaces²⁷⁸ ». Si nous croyons que l'objectif de la surveillance n'est pas autant de prévenir la menace, comme le soutient le discours officiel, mais bien de gérer les populations qui vivent dans des sociétés du risque, elles-mêmes le produit des discours dominants, Amoore et de Goede ouvrent la voie à une réflexion sur les différents espaces de gouvernance qu'engendre la surveillance généralisée et globale. Dans cette perspective, nous croyons que la gouvernance des populations est une variable essentielle à étudier.

²⁷⁷ *Ibid*, p. 110.

²⁷⁸ Louise Amoore, Marieke de Goede, « Transactions after 9/11 : the banal face of the preemptive strike », *The Institute of British Geographers*, Vol. 33, No. 2, 2008, p. 175.

Ainsi, la nouveauté en matière de surveillance vient du fait qu'elle repose et évolue grâce aux nouvelles technologies dont nous disposons. Mais comment la population en est-elle venue à accepter d'abandonner des libertés et des droits privés au profit d'une plus grande surveillance? C'est une question que s'est posée Lyon et pour laquelle il offre une réponse que nous jugeons plus qu'intéressante. En effet, « la surveillance serait facilement acceptée par la population, puisque plusieurs façons d'observer et d'espionner sont devenues banales dans une société voyeuse (*viewer society*), un comportement encouragé par la culture cinématographique et télévisuelle²⁷⁹ ». La surveillance comme nouvelle forme de gouvernementalité serait donc acceptée parce qu'elle prend racine dans la culture des populations, dans les représentations du monde qui leur sont proposées et qu'ils acceptent comme leurs propres représentations.

Ce que nous comprenons, à la fin de cette thèse, c'est que le discours est à la base de tout. Nous avons tenté de démontrer de quelle façon il trouve une niche dans les comportements et la culture identitaire des individus, et la conclusion à laquelle nous arrivons est que le discours moule ces identités, qui n'existent pas à l'extérieur du discours. Certes, les discours concurrents existent et trouvent des niches dans certaines populations qui alors protestent contre le pouvoir du discours dominant, mais le fait est que le discours de peur qui a découlé du 11 septembre 2001 a été fort et a permis la mise en place de politiques étrangères et d'interventions armées douteuses, mais que les Américains se représentaient comme justes. Alors que les identités étaient en conflit dans

²⁷⁹ David Lyon, « 9/11, Synopticon, and Scopophilia : Watching and Being Watched », dans Kevin D. Haggerty, Richard V. Ericson, *The New Politics of Surveillance and Visibility*, Université of Toronto Press, Toronto, 2006, p. 36.

la représentation collective de la guerre, les assises et prémisses idéologiques déjà implantées dans la culture identitaire américaine ont favorisé l'émergence d'une société du risque qui n'a pas conscience d'elle-même. Cet argument, nous le défendons en faisant référence au concept de l'affect, au fait que la guerre était moralement et émotionnellement justifiée pour les Américains et que le discours, pourtant utilisé comme véhicule d'insécurité, a été compris comme sécurisant les identités et la population. Dès lors, l'acceptation de mesures de surveillance généralisée n'a eu pour autre impact que d'instaurer un sentiment de sécurité pour les populations. Pourtant, même si nous sommes conscients que les mécanismes de la gestion du risque demeurent bien après le discours qui lui permet d'exister, le risque en tant que tel n'existe que dans le discours qui le place dans un contexte précis. La manipulation de la population s'est fait dans un seul but : alors que les agents qui ont dû interpréter les attentats du 11 septembre 2001 ont manqué de vocabulaire pour expliquer les événements auxquels ils assistaient, alors que la transnationalité de la menace se matérialisait, alors que l'absence de mécanismes adéquats pour sécuriser l'État et le gouvernement ont fait défaut, il a fallu trouver un moyen de gérer l'ingérable. Et c'est précisément ce qui a été fait à travers la surveillance généralisée de la population, à travers l'instauration du climat de peur et l'avènement de ce que nous connaissons maintenant comme une gouvernance biopolitique qui prend naissance à travers les mécanismes narratifs de dispositifs de terreur.

Conclusion

*The outcomes of post-9/11 surveillance initiatives cannot be simply be seen as the result of new legal or technical measures. They emerge from complex interactions between technology and society*²⁸⁰.

Dans le cadre de cette thèse, nous avons tenté de démontrer que la surveillance est devenue le principal outil d'une nouvelle forme de gouvernamentalité, qui a pour but la gestion des populations dans le paradigme du *risk management*, qui lui est né des la déstabilisation du monde à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Pour y arriver, nous avons construit notre argumentation à partir des grilles et postulats théoriques de plusieurs auteurs, dont les plus importants sont Ulric Beck, Michel Foucault, Jef Huysmans, David Campbell, Christopher Coker, Dider Bigo, Jutta Weldes, David Lyon et François Debrix. Ensemble, ils nous ont permis de réfléchir le couple sécurité/insécurité, de quelle façon le discours s'élabore devant un événement où le langage n'est pas toujours en place pour l'expliquer. Ils nous ont aussi ouvert la voie pour débattre de comment, dans la société américaine, ce couple a participé activement à l'intégration du risque dans la formation identitaire et culturelle de la population et comment, à travers le discours sur la peur et le risque, une nouvelle forme de gouvernamentalité biopolitique a pu s'implanter.

Si cette thèse avait surtout un objectif théorique, nous avons exploré le cas plus précis de la mise en place du programme *Total Information Awareness*. Nous croyons ce faisant avoir été en mesure de démontrer que l'acceptation de nouvelles techniques de surveillance dans la vie quotidienne par les populations, l'intégration d'un dialogue

²⁸⁰ David Lyon, *Surveillance After September 11*, Polity Press, Cambridge, 2003, p. 9

identitaire qui prend source dans le discours politique dominant, de même que le sentiment de peur qui en résulte, prouvent plus concrètement l'utilité de notre articulation théorique entre le discours politique et les comportements des populations. L'acceptation du programme *Total Information Awareness*, par exemple, par la population, le prouve bien. Même si le programme a été aboli quelques mois après sa création, le fait est que divers outils de surveillance généralisés ont vu le jour pour tenter de gouverner une population infiltrée par le sentiment de peur et de menace. Comme nous l'avons déjà dit en introduction, bien que chaque chapitre aurait individuellement pu faire l'objet d'une thèse, notre objectif était d'arriver à tisser des ponts théoriques et analytiques, à l'aide de divers concepts, dans le but d'illustrer notre thèse et théorie principale.

Synthèse

En acceptant l'idée que le terrorisme ait transformé les pratiques et dispositifs de sécurité, nous avons avancé, à côté de nombreux auteurs, que l'idée qu'il représente « une menace existentielle est le produit d'une incapacité par la population de donner un sens à l'expérience humaine²⁸¹ ». La société du risque, comme l'a soutenu Furedi, est un « symptôme d'une population qui a perdu son chemin et qui manque de ressources intellectuelles et morales pour faire face aux menaces quotidiennes qu'elle rencontre²⁸² ». Et c'est justement ce manque de représentations, de langage, qui fait en sorte que la population ait accepté si facilement l'abandon de libertés et droits privés au profit d'une plus grande surveillance qui donne quant à elle une illusion de sécurisation. Ce n'est donc pas autant la diminution du risque comme tel, mais le sentiment d'une plus grande

²⁸¹ Frank Furedi, *Invitation to Terror. The Expanding Empire of the Unknown*, Continuum, New York, 2007, p. xvi.

²⁸² *Ibid*, p. xvi.

protection qui motiverait la population américaine à accepter les nouvelles méthodes de gouvernementalités, qu'elles soient globales ou non.

La façon dont la menace a été perçue et représentée dans le discours a été un élément clé de notre analyse. Aux côtés des écrits de Richard Jackson, nous avons postulé que « le pouvoir du discours est attribuable à sa construction interne et que celui qui a été mis en place au lendemain des attentats, celui constituant le Soi comme victime d'un Autre démoniaque, a été attirant et réconfortant pour les Américains²⁸³ ». Mais, comme nous l'avons aussi démontré, il s'agit d'un exercice qui n'arrive à cette finalité que lorsque d'autres acteurs sociaux reproduisent le discours, le plus important étant les médias, qui est par la suite intégré par la société. La variable de l'intertextualité a donc été essentielle à notre étude. Le discours est ainsi non seulement caractérisé par l'intertextualité mais par des liens de *performativité*, comme nous l'avons aussi démontré. C'est pourquoi nous croyons en la solidité de l'argument de Jackson lorsqu'il soutient, dans la même veine que d'autres auteurs, que le discours de la guerre contre la terreur se range dans une « longue lignée de tendances interprétatives aux États-Unis, soit celle de militariser les réponses de politiques étrangères, la peur d'une contestation interne, un sentiment de danger envers l'Autre et la démonisation de cet Autre²⁸⁴ ».

Vers de nouvelles pistes d'analyse

Comme nous l'avons précisé en introduction, nous n'avons pas la prétention d'avoir produit une étude exportable à d'autres pays qui vivent dans un climat de peur

²⁸³ Richard Jackson, *Writing the War on Terrorism. Language, politics and counter-terrorism*, Manchester University Press, Manchester, 2005, p. 154.

²⁸⁴ *Ibid*, p. 154.

similaire depuis le début du 21^e siècle. Toutefois, en étudiant spécifiquement la population américaine, il est possible de voir des similarités dans le discours politique des pays occidentaux. Au Canada, par exemple, la nouvelle politique étrangère et les nouvelles mesures de surveillance implantées (ou qui sont en cours d'implantation) laissent penser que le discours politique se construit en suivant la logique mise en œuvre aux États-Unis il y a quelques années et qui a fait ses preuves. On peut par exemple penser à des exemples frappants comme les nouvelles mesures de sécurité dans les aéroports, ou encore le controversé projet de loi C-10²⁸⁵ qui, au moment où nous écrivons ces lignes, anime un débat important à la Chambre des communes concernant la violation des droits privés que ce projet de loi conservateur engendrerait. Le projet de loi, qui permettrait l'espionnage électronique et graverait les empreintes numériques de tous les citoyens dans des banques de données, ouvrirait la voie à une nouvelle ère de surveillance au Canada, qui s'inscrit dans un objectif de contrôle des populations et de leur gouvernance. Colleen Bell écrivait d'ailleurs en 2006 un texte pertinent pour l'étude de politique étrangère au Canada. En cherchant à savoir comment la nouvelle politique étrangère canadienne de sécurité nationale opère à travers le langage et des pratiques qui engendrent des risques pour la sécurité et la santé de la population afin de créer des opportunités d'action, il argumentait que « les stratégies de gouvernance biopolitique du Canada, issue de sa politique de sécurité, traitent les problèmes de libertés politiques, d'égalité et de responsabilité démocratiques posés par l'invasion de nouvelles mesures de

²⁸⁵ « Loi édictant la Loi sur la justice pour les victimes d'actes de terrorisme et modifiant la Loi sur l'immunité des États, le Code criminel, la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés et d'autres lois », *Projet de Loi C-10*, Chambre des communes du Canada, Première session, quarante et unième législature, 60 Elizabeth II, première lecture le 20 septembre 2011.

sécurité, comme étant largement négligeables face à un danger indéterminé²⁸⁶ ». Cette logique basée sur l'idée que le risque peut survenir de partout à n'importe quel moment est donc à l'œuvre au Canada, et nous croyons que la grille analytique que nous avons produite dans le cadre de cette thèse pourrait être utilisée pour comprendre la logique du discours et la propagation du risque au pays.

Notre thèse permet aussi d'ouvrir la voie à une autre tangente de l'étude du paradigme de la sécurité humaine, qui comme nous pouvons le constater dans les écrits de Florence Basty, est issue d'une « redéfinition de la menace et de la notion de souveraineté²⁸⁷ ». À travers ses recherches, elle avance l'idée que « l'élargissement de la définition de la sécurité illustre un déplacement conceptuel théorique et pratique d'une sécurité classique, fondée sur la protection des États, vers une sécurité centrée sur l'individu²⁸⁸ ». Sa réflexion, basée sur deux renversements conceptuels, à savoir le changement de la nature de la menace ainsi que le fait que la sécurité soit passée d'une fin à un moyen, nous permet d'entrevoir un lien possible entre la propagation du risque et la nécessité de protéger les humains plutôt que les États. Ainsi, même si ce paradigme est d'abord un outil permettant de comprendre les impacts de la mondialisation, nous croyons que de par la gouvernance par la surveillance, la sécurité humaine peut être réfléchi en lien avec le concept de la responsabilité de protéger. Puisque la sécurité humaine est centrée sur la notion de protection, nous croyons qu'il pourrait être intéressant de comprendre, dans le cadre d'une étude future, de quelle façon la surveillance dans une société du risque participe, ou non, à la sécurité humaine.

²⁸⁶ Colleen Bell, « Surveillance Strategies and Populations at Risk : Biopolitical Governance in Canada's National Security Policy », *Security Dialogue*, Vol. 32, No. 2, 2006, p. 147-148.

²⁸⁷ Florence Basty « La sécurité humaine : Un renversement conceptuel pour les relations internationales », *Raisons politiques*, Vol. 4, No. 32, 2008, p. 46.

²⁸⁸ *Ibid.*, p. 49.

Un aspect que nous aimerions avoir eu l'occasion d'explorer est celui de l'émergence d'un marché transnational de la force, qui existe parallèlement à celui du système d'États. Deborah Avant et Bigo sont deux auteurs qui se sont grandement penchés sur le sujet. L'importance du secteur privé dans le marché de la force est de plus en plus grande et doit davantage être prise en considération pour quiconque étudie les relations internationales à l'heure actuelle. Nous croyons qu'une analyse axée sur la surveillance comme mécanisme de gouvernance, mais opéré par le secteur privé, serait également une analyse intéressante et pertinente pour comprendre les nombreux changements qui s'opèrent dans la façon dont la nouvelle menace est gérée.

Nous avons donc démontré, dans la traduction poststructuraliste, que l'identité agit à la fois comme constituante et productrice de la politique de sécurité et de la politique étrangère des États. Dans le cas des États-Unis, cette relation entre discours, construction des identités et méthode de gouvernance s'est avérée être intrinsèquement liée à un monde qui s'est vu bouleversé par les événements du 11 septembre 2001. Une nation en crise, incapable d'expliquer le spectacle auquel elle assistait, s'est vue transformée par un discours moulant la réalité où le danger et le risque sont prédominants, partout et nulle part à la fois, et pouvant surgir à tout moment. Puisque la culture américaine, de par les discours précédents en temps de guerre, était déjà prédisposée à accepter les prémisses définissant le Soi et l'Autre, elle s'est vue intégrer les interprétations issues de nombreux discours et la transformant en une société du risque. Et dans une situation où les acteurs étatiques désirent conserver un contrôle dans une

nouvelle ère où le risque, pauvrement défini en vertu de l'absence de territorialité et de temporalité pour la définir, n'est plus gérable, la gouvernance biopolitique s'est vue prendre une nouvelle forme à travers de nouveaux mécanismes de surveillance. C'est donc ce que nous avons tenté de prouver dans le cadre de cette thèse : la surveillance, telle qu'employée aujourd'hui, n'a plus autant pour but de protéger les populations, mais de les gouverner. L'acceptation de ces mesures n'est que le résultat de l'insertion des dispositifs de terreurs dans une culture identitaire qui a dû trouver un sens à une journée où les mots ont manqué pour l'expliquer.

Bibliographie

Ouvrages spécialisés

ALBERT, Mathias, JACOBSON, David, LAPID Yosef (dir.), *Identities, Borders, Orders. Rethinking*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 2001.

AMOORE, Louise, DE GOEDE, Mirieke (dir.), *Risk and the War on Terror*, Routledge, Londre; New York, 2008.

ARADAU, Claudia, *Rethinking Trafficking in Women. Politics out of Security*, Palgrave Macmillan, New York, 2008.

BECK, Ulrich, GIDDENS, Anthony, LASH, Scott (dir.), *Reflexive Modernization. Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*, Stanford University Press, Stanford, 1994.

BECK, Ulrich, *What is Globalization?*, Polity Press, Cambridge, 2000.

BECK, Ulrich, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Champs essais, Paris, 2008.

BECK, Ulrich, *World at Risk*, Polity Press, Cambridge, 2009.

BIGO, Didier, BONELLI, Laurent, DELTOMBE, Thomas, (dir.), *Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, Éditions La Découverte, Paris, 2008.

BOOTH, Ken, DUNNE, Tim (dir.), *Worlds in Collision : Terror and the futur of Global Order*, New York : Palgrave Macmillan, 2002.

BROWN, Wendy, *Regulating Aversion. Tolerance in the Age of Identity and Empire*, Princeton University Press, Princeton, 2006.

BROWN, Wendy, *Murs. Les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*, Les Prairies ordinaires, Paris, 2009.

BURCHELL, Graham, GORDON, Colin, MILLER, Peter (dir.), *The Foucault Effect. Studies in Governmentality*, University of Chicago Press, Chicago, 1991.

BURGESS, J. Peter (dir.), *The Routledge Handbook of New Security Studies*, Routledge, Londre; New York, 2010.

CAMPBELL, David, *Writing Security. United States Foreign Policy and the Politics on Identity (Revised Edition)*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1998.

CAMPBELL, David, *National Deconstruction. Violence, Indentity, and Justice in Bosnia*, University of Minnesota, Minneapolis, 1998.

CHILTON, Paul, *Analysing Political Discourse. Theory and Practice*, Routledge, Londre; New York, 2004.

COKER, Christopher, *Globalisation and Insecurity in the Twenty-first Century : NATO and the Management of Risk*, Oxford University Press, New York, 2002.

COKER, Christopher, *War in an age of risk*, Polity Press, Cambridge, 2009.

CONNOLLY, William E., *Identity/Difference. Democratic Negotiations of Political Paradox*, Cornell University Press, Ithaca; London, 1991.

COWEN, Deborah, GILBERT, Emily (dir.), *War, Citizenship, Territory*, Routledge, Londre; New York, 2008.

DEBRIX, François, LACY, Mark J. (dir.), *The Geopolitics of American Insecurity. Terror, Power and Foreign Policy*, Routledge, Londre; New York, 2009.

DER DERIAN, James, SHAPIRO Michael J., (dir.), *International/Intertextual Relations : Postmodern Readings of World Politics*, Lexington, Mass. : Lexington Books, 1989.

ERICSON, Richard V. HAGGERTY, Kevin D., *Policing the Risk Society*, University of Toronto Press Incorporated, Toronto, 1997.

FOUCAULT, Michel, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Gallimard, Paris, 1975.

FOUCAULT, Michel, *Naissance de la Biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*, Seuil/Gallimard, Paris, 2004.

FOUCAULT, Michel, *Sécurité, Territoire, Population. Cours au Collège de France 1977-1978*, Seuil/Gallimard, Paris, 2004.

FUREDI, Frank, *Culture of Fear Revisited*, Continuum, New York, 2006.

FUREDI, Frank, *Invitation to Terror. The Expanding Empire of the Unknown*, Continuum, New York, 2007.

GREGORY, Derek, PRED, Allan (dir.), *Violent Geographies. Fear, Terror, and Political Violence*, Routledge, Londre; New York, 2007.

HAGGERTY, Kevin D., ERICSON, Richard V., *The New Politics of Surveillance and Visibility*, Université of Toronto Press, Toronto, 2006.

HAGGERTY, Kevin D., ERICSON, Richard V., *Surveillance and Democracy*, Routledge, Londre; New York, 2010.

HANSEN, Lene, *Security as Practice. Discourse Analysis and the Bosnian War*, The New International Relations Series, Routledge, Londre; New York, 2006.

HENG, Yee-Kuang, *War as Risk Management. Strategy and Conflict in an age of Globalized risks*, Routledge, Londre; New York, 2006.

HENG, Yee-Kuang, McDONAGH, Kenneth (dir.), *Risk, Global Governance and Security. The other war on terror*, Routledge, Londre; New York, 2009.

HODGES, Adam, NILEP, Chad, (dir.), *Discourse, War and Terrorism*, John Benjamins Publishing Company, Amsterdam/Philadelphia, 2007.

HUYSMANS, Jef, *The Politics of Insecurity. Fear, migration and asylum in the EU*, Routledge, New York, 2006.

HUYSMANS Jef, DOBSON Andrew, PROKHOVNIK Raia (dir.), *The Politics of Protection. Sites of insecurity and political agency*, Routledge, New York, 2006.

JACKSON, Richard, *Writing the War on Terrorism. Language, politics and counter-terrorism*, Manchester University Press, Manchester, 2005.

KIRCHNER Emil J., SPERLING James (dir.), *Global Security Governance. Competing perceptions of security in the 21st century*, Routledge, New York, 2007.

KLOTZ, Audie, PRAKASH, Deepa (dir.), *Qualitative Methods in International Relations : a Pluralist Guide*, Palgrave Macmillan, Basingstoke [England]; New York, 2008.

LARNER, Wendy, WALTERS, William (dir.), *Global Governmentality. Governing international spaces*, Routledge, London, 2004.

LARRINAGA, Miguel de, DOUCET, Marc G. (dir.), *Security and Global Governmentality. Globalization, Governance and the State*, Routledge, New York, 2010.

LYON, David, *Surveillance society. Monitoring everyday life*, Open University Press, Buckingham and Philadelphia, 2001.

LYON, David, *Surveillance After September 11*, Polity Press, Cambridge, 2003.

LYON, David (dir.), *Theorizing Surveillance. The Panopticon and Beyond*, Willan Publishing, Portland, 2006.

LYON, David, *Surveillance Studies. An Overview*, Polity Press, Cambridge, 2007.

MACLEOD, Alex, O'Meara Dan (dir.), *Théorie des relations internationales : Contestations et résistances*, Athéna Éditions, Québec, 2007.

MACLEOD, Alex, DUFAULT, Evelyne, DUFOUR, F. Guillaume, MORIN, David, *Relations internationales : Théories et concepts. Troisième édition revue et augmentée*, Athéna Éditions, Québec, 2008.

MONAHAN, Torin (dir.), *Surveillance and Security. Technological Politics and Power in Everyday Life*, Routledge, New York, 2006.

MONAHAN, Torin, *Surveillance in the Time of Insecurity*, Rutgers University Press, New-Brunswick, 2010.

MYTHEN, Gabe, WALKLATE, Sandra (ed.), *Beyond the Risk Society. Critical Reflections on Risk and human Security*, Open University Press, England, 2006.

NOXOLO, Patricia, HUYSMANS, Jef (dir.), *Community, Citizenship and the « War on Terror » : Security and Insecurity*, Palgrave Macmillan, New York, 2009.

ODYSSEOS Louiza, PETITO Fabio (dir.), *The International Political Thought of Carl Schmitt. Terror, libéral war and the crisis of global order*, Routledge, New York, 2007.

OKULSKA, Urszula, CAP, Piotr (dir.), *Perspectives in Politics and Discourse*, John Benjamins Publishing Company, Amsterdam/Philadelphia, 2010.

ORR, Jackie, *Panic Diaries. A Genealogy of Panic Disorder*, Duke University Press, Durham and London, 2006.

PAIN, Rechel, SMITH, Susan J. (dir.), *Fear : Critical Geopolitics and Everyday Life*, Ashgate, England, 2008.

RASMUSSEN, Mikkel Vedby, *The Risk Society at War. Terror, Technology and Strategy in the Twenty-First Century*, Cambridge University Press, New York, 2006.

ROBIN, Corey, *Fear. The History of a Political Idea*, Oxford University Press, Osford, 2004.

STEARNS, Peter N., *American Fear. The causes and conséquences of high anxiety*, Routledge, New York, 2006.

WELDES, Jetta, LAFFEY, Mark, GUSTERSON, Hugh, DUVALL, Raymond (dir.), *Cultures of Insecurity. States, Communities, and the Production of Danger*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1999.

YANOW, Dvora, SCHWARTZ-SHEA, Peregrine (dir.), *Interpretation and Method : Empirical Research Methods and the Interpretative turn*, M.E. Sharpe, Armonk New York, 2006.

Articles scientifiques

AMOORE, Louise, DE GOEDE, Marieke, « Governance, risk and dataveillance in the war on terror », *Crime, Law & Social Change*, Vol. 43, 2005, p. 149-173.

AMOORE, Louise, « Vigilant Visualities : The Watchful Politics of the War on Terror », *Special Issue on Securitized, Militarization and Visual Culture in the World of Post-9/22, Security Dialogue*, Vol 38, No. 2, 2007, p. 215-232.

AMOORE, Louise, DE GOEDE, Marieke, « Transactions after 9/11 : the banal face of the préemptive strike », *The Institute of British Geographers*, Vol. 33, No. 2, 2008, p. 173-185.

ARADAU, Claudia, « The Perverse Politics of Four-Letter Words : Risk and Pity in the Securitisation of Human Trafficking », *Millenium : Journal of International Studies*, Vol. 33, No. 2, 2004, p. 251-278.

ARADAU, Claudia, VAN MUNSTER, Rens, « Governing Terrorism Through Risk : Taking Precautions, (un)Knowing the Futur », *European Journal of International Relations*, Vol. 13, No. 1, mars 2007, p. 89-115.

ARADAU, Claudia, LOBO-GUERRERO, Luis, MUNSTER, Rens Van, « Security, Technologies of Risk, and the Political : Guest Editors' Introduction », *Security Dialogue*, Vol. 39 (2-3), 2008, p. 147-154.

AVANT, Deborah, « The Privatization of Security and Change in the Control of Force », *International Studies Perspectives*, Vol. 5, 2004, pp. 153-157.

BAKER, Tom, « Liability and Insurance after September 11 : Embracing Risk Meets the Precautionary Principle », *The Geneva Papers on Risk and Insurance*, Vol. 27, No. 3, 2002, p. 349-357.

BALDWIN, David A., « The concept of Security », *Review of International Studies*, Vol. 23, 2007, p. 5-26.

BARKAWI, Tarak, « From War to Security : Security Studies, the Wider Agenda and the Fate of the Study of War », *Millenium : Journal of International Studies*, Vol. 39, No. 3, 2011, p. 701-716.

BASTY, Florence, « La sécurité humaine : Un renversement conceptuel pour les relations internationales », *Raisons politiques*, Vol. 4, No. 32, 2008, p. 35-57.

BECK, Ulrich, « The Terrorist Threat. World Risk Society Revisited », *Theory, Culture & Society*, Vol. 19, No. 4, 2002, p. 39-55.

BECK, Ulrich, « The Silence of Words : On Terror and War », *Security Dialogue*, Vol. 34, No. 3, 2003, p. 255-267.

BEHNKE, Andreas, « Terrorising the Political : 9/11 Within the Context of The Globalisation of Violence », *Millenium : Journal of International Studies*, Vol. 33, No. 2, 2004, p. 279-312.

BELL, Colleen, « Surveillance Strategies and Populations at Risk : Biopolitical Governance in Canada's National Security Policy », *Security Dialogue*, Vol. 32, No. 2, 2006, p. 147-165.

BIALASIEWICZ, Luiza, CAMPBELL, David, ELDEN, Stuart, GRAHAM, Stephen, JEFFREY, Alex, WILLIAMS, Alison J., « Performing security : The imaginative geographies of current US strategy », *Political Geography*, Vol. 26, 2007, p. 405-422.

BIGO, Didier, « Guerres, conflits, transnational et territoire (Parties 1 et 2) », *Cultures & Conflits*, No. 21-22, 1996, p. 397-418.

BIGO, Didier, « La recherche proactive et la gestion du risque », *Déviance et Société*, Vol. 21, No. 4, 1997, p. 423-429.

BIGO, Didier, « Sécurité et immigration : vers une gouvernementalité par l'inquiétude? », *Cultures & Conflits*, No. 31-32, 1998, p. 13-38.

BIGO, Didier, « Éditorial : la voie militaire de la « guerre au terrorisme » et ses enjeux », *Cultures & Conflits*, No. 44, hiver 2001.

BIGO, Dider, « Security and Immigration : Toward a Critique of the Governmentality of Unease », *Alternatives*, Vol. 27, 2002, p. 63-92.

BIGO, Didier, « Grands Débats dans un Petit Monde », *Cultures & Conflits*, No. 19-20, 2003.

BIGO, Didier, « La mondialisation de l'(in)sécurité? », *Cultures & Conflits*, Vol. 58, été 2005, pp. 53-101.

BIGO, Dider, GUITTET, Emmanuel-Pierre, « Northern Ireland as metaphor : Exception, suspicion and radicalization in the 'war on terror' », *Security Dialogue*, Vol. 42, No. 6, 2011, p. 483-498.

CAMPBELL, David, « Imaging the Real, Struggling for Meaning », 6 octobre 2001, au : <http://www.watsoninstitute.org/infopeace/911/index.cfm?id=4#> (page consultée le 16 mai 2011).

CAMPBELL, David, « Time is Broken : The Return of the Past in the Response to September 11 », *Theory & Event*, Vol. 5, No. 4, 2002.

CEYHAN, Ayse, « Terrorisme, immigration et patriotisme. Les identités sous surveillance », *Cultures & Conflits*, No. 44, Hiver 2001, p. 117-133.

CRAWFORD, Neta C., « The Passion of World Politics. Propositions on Emotion and Emotional Relationship », *International Security*, Vol. 24, No. 4, 2000, p. 116-156.

DEBRIX, François, BARDER, Alexander D., « Nothing to Fear but Fear : Governmentality and the Biopolitical Production of Terror », *International Political Sociology*, Vol. 3, 2009, p. 398-413.

DER DERIAN, James, « Critical Encounters in International Relations », *International Social Science Journal*, Vol. 59, No. 191, mars 2008, p. 69-73.

DILLON, Michael, LOBO-GUERRERO, Luis, « Biopolitics of security in the 21st century : an introduction », *Review of International Studies*, Vol. 34, 2008, p. 265-292.

DILLON, Michael, « Gouvernement, économie et biopolitique », *Cultures & Conflits*, Vol. 78, été 2010, p. 11-37.

ERICSON, Richard V., DOYLE, Aaron, « Catastrophe risk, insurance and terrorism », *Economy and Society*, Vol. 33, No. 2, 2004, p. 135-173.

GARFINKEL, Simson, SMITH et Michael D., « Data Surveillance » *IEEE Security and Privacy*, nov/dec 2006.

GAVRILOS, Dina, « Arab Americans in a nation's imagined community : How news constructed Arab American reactions to the Gulf War », *Journal of Communication Inquiry*, Vol. 26, No. 4, p. 426-445.

GOEDE, Marieke de, « Beyond Risk : Premediation and the Post-9/11 Security Imagination », special issue on Security, Technology of Risk, and the Political, *Security Dialogue*, Vol. 39 (2-3), 2008, p. 155-176.

GRINER, Shlomo, « Living in a World Risk Society : A Reply to Mikkel V. Rasmussen », *Millenium : Journal of International Studies*, Vol. 31, No. 31, 2002, p. 149-160.

GRONDIN David, LARRINAGA Miguel de, « Securing prosperity or making securitization prosper? The security and prosperity partnership as North American biopolitical governance », *International Journal*, Summer 2009, p. 75-93.

GRUSIN, Richard, « Premeditation », *Criticism*, Vol. 46, No. 1, 2004, p. 17-39.

HENG, Yee-Kuang, « The 'Transformation of War' Debate : Through the Looking Glass of Ulrich Beck's World Risk Society », *International Relations*, Vol. 20, No. 1, 2006, p. 69-91.

HIER, Sean P., LYON, David, « Introduction : International Perspectives on Surveillance, Technology and the Management of Risk », *International Sociology*, Vol. 19, No. 2, juin 2004, p. 131-133.

HUYSMANS, Jef, « Security! What Do You Mean? From Concept to Thick Signifier », *European Journal of International Relations*, Vol. 4, No. 2, 1998, p. 226-255.

HUYSMAN, Jef, « Dire et écrire la sécurité : le dilemme normatif des études de sécurité », *Cultures & Conflits*, No. 31-32, 1998, p. 177-202.

HUYSMAN, Jef, « Defining Social Constructivism in Security Studies : The Normative Dilemma of Writing Security », *Alternatives*, Vol. 27, 2002, p. 41-62.

KAY, Sean, « Globalization, Power, and Security », *Security Dialogue*, Vol 35. No. 1, 2004, p. 9-25.

KIENSCHERF, Markus, « A programme of global pacification : US counterinsurgency doctrine and the biopolitics of human (in)security », *Security Dialogue*, Vol. 42, No. 6, p. 517-535.

LACY, Marc, « Designer Security : Control Society and MoMA's SAFE : Design Takes on Risk », special issue on Security, Technology of Risk, and the Political, *Security Dialogue*, Vol. 39 (2-3), 2008, p. 333-357.

LE BILLON, Philippe, « Fatal Transactions : Conflict Diamonds and the (Anti)Terrorist Consumer », *Antipode*, Vol. 38, p. 778-801.

LYON, David, « Globalizing Surveillance. Comparative and Sociological Perspectives », *International Sociology*, Vol. 19, No. 2, juin 2004, p. 135-149.

MACMILLAN, Alexandre, « La biopolitique et le dressage des populations », *Cultures & Conflits*, Vol. 7, été 2010, p. 39-53.

MARTIN, Randy, « America as risk/Securitizing the Other », *Interventions*, Vol. 6, No. 3, 2004, p. 351-361.

MERCER, Jonathan, « Rationality and Psychology in International Politics », *International Organizations*, Vol. 59, hiver 2005, p. 77-106.

MERCER, Jonathan, « Emotional Beliefs », *International Organization*, Vol. 64, hiver 2010, p. 1-31.

MERSKIN, Debora, « The Construction of Arabs as Enemies : Post-September 11 Discourse of George W. Bush », *Mass Communication & Society*, Vol. 7, No. 2, 2004, p. 157-175.

MULLER, Benjamin J., « Securing the Political Imagination : Popular Culture, the Security *Dispositif* and the Biometric State », Special Issue on Security, Technology of Risk, and the Political, *Security Dialogue*, Vol. 39 (2-3), 2008, p. 199-220.

MYTHEN, Gabe, WALKLATE, Sandra, « Criminology and Terrorism : Which Thesis? Risk Society or Governmentality? », *British Journal of Criminology*, Vol. 46, 2006, p. 379-398.

NEUMANN, Iver B., SENDING, Ole Jacob, « ‘The International’ as Governmentality », *Millennium : Journal of International Studies*, Vol. 35, No. 3, 2007, p. 677-701.

PAUL T.V., RIPSAN Norrin M., « Under Pressure? Globalisation and the National Security State », *Millennium : Journal of International Studies*, Vol 33, No. 2, 2004, p. 355-380.

PETERS, Ellen, SLOVIC, Paul, « The Role of Affect and Worldviews as Orienting Dispositions in the Perception and Acceptance of Nuclear Power », *Journal of Applied Social Psychology*, Vol. 26, No. 16, 1996, p. 1427-1453.

QUESSADA, Dominique, « De la sousveillance. La surveillance globale, un nouveau mode de gouvernementalité », *Multitudes*, No. 40, 2010, p. 54-59.

RAJAGOPAL, Arvind, « America and its Others : Cosmopolitan Terror as Globalization? », *Interventions*, Vol. 6, No. 3, 2004, p. 317-329.

RASMUSSEN, Mikkel Vedby, « ‘It Sounds Like a Riddle’ : Security Studies, the War on Terror and Risk », *Millennium : Journal of International Studies*, Vol. 33, No. 2, 2004, p. 381-395.

RASMUSSEN, Mikkel Vedby, «A parallel globalization of terror : 9-11, Security and Globalization», *Cooperation and Conflict*, No. 37, Vol. 3, 2002, pp. 324-349.

SHEPPELE, Kim Lane, « Le droit de la sécurité internationale. Le terrorisme et l’empire sécuritaire de l’après-11 septembre 2001 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, No. 173, pp. 28-43.

SPENCE, Keith, « World Risk Society and War Against Terror », *Political Studies*, Vol. 53, 2005, p. 284-302.

SPIEKER, Jörg, « Foucault and Hobbes on Politics, Security, and War », *Alternatives : Global, Local, Political*, Vol. 36, No. 3, 2011, p. 187-199.

VAN MUNSTER, Rens, « The War on Terrorism : When the Exception Becomes the Rule », *International Journal for the Semiotics of Law*, Vol. 17, 2004, p. 141-153.

WERNER, Wouter G., « Responding to the Undesired : State Responsibility, Risk Management and Precaution », *Netherland's Yearbook of International Law*, Vol. 36, 2005.

WILLIAMS, Michael C., « Identity and the Politics of Security », *European Journal of International Relations*, Vol. 4, No. 2, 1998, p. 204-225.

Information and Security (le nom de l'auteur n'est malheureusement pas indiqué), « Total Information Awareness (Darpa's Research Program) », *Information & Security*, Vol. 10, 2001, p. 105-109.

Journaux, Discours et projet de loi

John Markoff, « Threats and Responses: Intelligenece; Pentagone Plans a Computer System that Would Peek at Personnal Date of Americans », *The New York Times*, 2 novembre 2002.

Robert D. McFadden, « A NATIOAN CHALLENGED : THE REACTION; Many Listeners Are Reassured By Tough Talk », *New York Times*, 21 septembre 2001, visité en ligne le 20 février 2012 :

<http://www.nytimes.com/2001/09/21/us/a-nation-challenged-the-reaction-many-listeners-are-reassured-by-tough-talk.html?ref=sept112001>

Projet de Loi C-10, Chambre des communes du Canada, Première session, quarante et unième législature, 60 Elizabeth II, première lecture le 20 septembre 2011, visité en ligne le 20 mai 2012 :

<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Docid=5124131&file=4>